

Henri Lachmann est PDG de Strafor Facom.
Jean-Marie Messier est administrateur-directeur général de la Compagnie générale des eaux.

POLOGNE Treize candidats se présentent, dimanche 5 novembre, au premier tour de la deuxième élection présidentielle libre en Pologne depuis la chute du communisme.

● CE SCRUTIN prend surtout l'allure d'un duel entre le président sortant, Lech Walesa, et Alexandre Kwasniewski, soutenu par les anciens communistes, qui devraient se re-

trouver pour le second tour, le 19 novembre. ● AU SECOND TOUR, Lech Walesa espère rassembler les nombreuses voix de droite éparpillées sur des petits candidats. Il

compte aussi sur le soutien de ceux qui veulent éviter une trop grande concentration du pouvoir entre les mains des partis liés à l'ancien régime. ● JACEK KURON, le représen-

tant le plus symbolique de l'ancienne dissidence, est considéré, selon les sondages, comme « le plus sympathique » des candidats, mais il est distancé par les deux favoris.

Lech Walesa et un ex-communiste partent favoris pour la présidence

Treize candidats s'affrontent lors du premier tour de l'élection présidentielle polonaise, dimanche 5 novembre, qui devrait être favorable à Alexandre Kwasniewski, un ancien communiste. Mais l'ex-dirigeant de Solidarité compte faire la différence au second tour

VARSOVIE
de notre correspondant
La campagne s'était mal engagée : dix-sept candidats au départ, la plupart très à droite et pas très sérieux, chacun prétendant pouvoir faire barrage au retour des communistes. Deux mois plus tard et à deux jours du premier tour, les choses sont plus claires, et les deux grands favoris du scrutin, le « social-démocrate » Alexandre Kwasniewski et le président sortant Lech Walesa, offrent un choix relativement clair, entre deux personnalités bien marquées, aussi différentes que possible, mais fortes, dans les deux cas, d'une solide expérience politique.

Derrière, en tête des autres « grands » candidats, un homme de caractère, un des personnages qui ont marqué l'histoire de la Pologne depuis plusieurs décennies : Jacek Kuron, qui a bien peu de chances d'accéder au second tour, mais pourra sans doute se prévaloir d'un résultat honorable. Cette deuxième élection présidentielle « libre » depuis la chute du régime communiste montre que la Pologne a fait un grand pas sur le chemin de la démocratie raisonnable. Le temps des Tymiński, ce démagogue venu de nulle part qui, en 1990, s'était retrouvé face à Lech

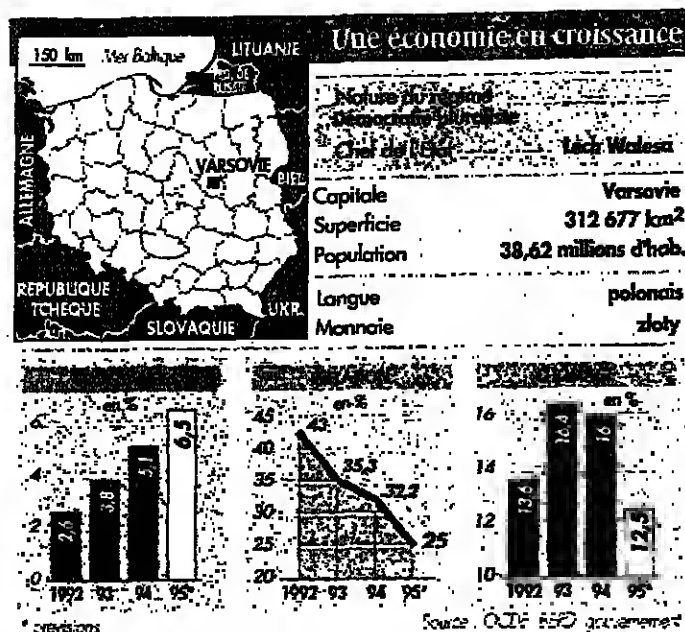
Walesa, est terminé. Ce décalage, cette clarification sont, pour une bonne part, l'œuvre des sondages, autorisés en Pologne jusqu'à la fin de la campagne électorale. Plusieurs « petits » candidats ont rapidement perdu toute crédibilité et un certain nombre a fêté l'éponge (il en reste treize), en général au profit de Lech Walesa. D'autres, plus sérieux, s'accrochent, mais leur étoile a tellement pâli qu'on ne sait plus très bien pourquoi ils sont toujours là : c'est le cas de M^{me} Hanna Gronkiewicz-Waltz, à laquelle beaucoup prévoyaient un grand avenir, mais qui a commis beaucoup d'erreurs, et a sans doute trop mis en avant son catholicisme militant.

COUP DE REINS

Au centre gauche, le porte-parole des droits des citoyens, Tadeusz Zieliński, a lui aussi progressivement décliné, et sa seule « utilité » dans la campagne aura sans doute été de compromettre les chances de Jacek Kuron, en lui enlevant des voix précieuses. Autre candidat sans aucune chance de succès, l'ex-premier ministre Waldemar Pawlak lutte pour sa survie politique au sein d'un Parti paysan inquiet de son avenir, et dont l'attitude, au lendemain de l'élection

présidentielle, pourrait conduire à la dislocation de l'actuelle majorité « post-communiste », où sociaux-démocrates et paysans se regardent de plus en plus de travers. Cependant, plus encore que les sondages, c'est l'énergie coup de reins donné par Lech Walesa qui a renfloué les choses en place. Cessant de fanfaronner depuis son palais présidentiel, l'ancien ouvrier électricien, dont plus personne en Pologne ne semblait vouloir, a repris son micro, son grand sac de bons mots et de réparties désarmantes, et il s'est remis en route à travers le pays. Le résultat a surpris tout le monde, et tout particulièrement ses concurrents néophytes, qui le traitaient déjà de personnage folklorique. Egal à lui-même, mais plus serein, moins « destructeur », il est venu dire partout que s'il n'avait pas tenu toutes ses promesses c'est que la Constitution ne lui en avait pas donné le pouvoir. Plus humble que jadis, il a admis avoir commis des erreurs, mais en ajoutant aussitôt : « Je ne me trompe jamais deux fois ».

Certains trucs, certaines réparties pouvaient paraître usées, comme le personnage lui-même, mais la force surprenante qui en émane toujours a fini par s'imposer. Y compris auprès des ouvriers, mé-



fiant d'avoir été abandonnés sur le bord du chemin par la nouvelle Pologne démocratique qui elle avaient tant contribué à faire émerger. Les attaques, parfois très dures, des rivaux, qui suggéraient que le pays méritait désormais un président cultivé et compétent en économie, se sont éteintes alors qu'eux-

mêmes perdaient en crédibilité et montraient leurs limites. « Il y a beaucoup de candidats, il n'y a qu'un seul Walesa » : ce joli slogan électoral a le mérite de l'évidence. Reste, dans ce paysage simplifié, la présence d'un candidat de taille, Alexandre Kwasniewski, d'autant plus redoutable pour Lech Walesa

qu'il joue sur plusieurs tableaux à la fois : l'« avenir », la modernité, le « look » et ce qu'il appelle lui-même « la culture politique ». Et puis aussi, sans le dire trop ouvertement, la nostalgie des temps anciens, où la vie était plus grise, mais la compétition moins sélective ; l'anticléricalisme, nourri ces dernières années par l'attitude trop conquérante de l'Eglise et enfin, plus discrètement encore, la solidarité des anciens réseaux de pouvoir, devenus parfois réseaux de propriété.

QUELQUES PAQUETS D'ACTIONS

Ces derniers sont bien utiles, mais peuvent aussi s'avérer très néfastes, quand une « affaire », révélée en fin de campagne, les fait apparaître dans une lumière un peu trop vive. Quelques paquets d'actions trop bien placés par sa jeune femme risqueraient-ils de compromettre le brillant « avenir » d'Alexandre Kwasniewski ? L'état-major du candidat social-démocrate évoque désormais – sans autre précision – un coup bas des services secrets placés sous l'autorité du président en exercice. C'est au moins le signe que l'inquiétude a changé de camp.

Jan Krauze

Alexandre Kwasniewski, le candidat moderne et ambigu de la gauche

VARSOVIE
de notre correspondant
« Le candidat de Lech Walesa », l'affiche représente l'actuel président polonais serrant la main d'Alexandre Kwasniewski, son principal adversaire pour l'élection présidentielle. Certes, elle ne s'étale pas dans les rues,

mais sur la couverture d'un petit livre à la gloire du candidat « social-démocrate ». C'est, si l'on veut, une plaisanterie, un clin d'œil destiné à ceux qui se souviennent des premières élections parlementaires « semi-libres », celles de 1989, où des wagons entiers d'opposants au régime communiste s'étaient fait élire en apparaissant sur des affiches de ce genre aux côtés du président de Solidarité. A l'époque, bien entendu, Alexandre Kwasniewski était dans le camp du régime, il était même ministre.

Pourquoi se présenter aujourd'hui, même pour rire, en protégé de son concurrent majeur ? Le procédé résume assez bien le personnage : moderne, et ambigu. Alexandre Kwasniewski se voit comme l'homme du jour, au confluent des divers courants qui traversent une société polonaise encore en pleine transition. Certains diront qu'il veut le beurre et l'argent du beurre. Lui, préfère regarder vers l'avenir, « choisir l'avenir », comme le clament, dans toute la Pologne, ses « vraies » affiches électorales. Bien souvent, confondues à la bombe : il suffit de changer une

lettre, en polonais, pour que l'« avenir » redevienne le « passé », un passé auquel ses adversaires ne manquent pas de le renvoyer. Ce passé est celui d'un jeune homme qui, à la fin des années 70, alors que le régime Gierk s'enfonçait dans les dettes et une répression de plus en plus inefficace, que naissent le KOR, le comité de défense des ouvriers, et, sur la côte baltique, les premiers embryons de syndicats libres, choisit, lui, d'entamer une carrière d'apparatchik. A Gdansk, précédemment, où il étudie le commerce extérieur, et s'inscrit au parti, avant de se voir confier divers postes dans les organisations de jeunesse étudiante contrôlées par le pouvoir. « Je n'ai jamais été communiste », explique-t-il aujourd'hui, et c'est sans doute vrai. Il avait choisi la voie qui, à l'époque, s'imposait encore à quiconque voulait faire carrière. Sans excès de zèle, en pragmatique, à bonne distance des fossiles « purs et durs » bérérés des temps anciens.

D'emblée, son habileté, sa capacité à développer des réseaux, son amabilité l'avaient distingué du lot. Et rendu particulièrement précieux pour ses supérieurs quand, après le déluge qui suivit les grandes grèves d'août 1980 et la naissance de Solidarité, le parti dut mettre en avant des hommes de compromis. Il fut successivement rédacteur en chef d'un hebdomadaire à fort tirage destiné à la jeunesse, puis, sous l'« état de guerre », du quotidien *L'Étendard des Jeunes*. Mais n'essayez pas de lui faire dire aujourd'hui s'il approuvait ou non cet « état de guerre », qui se traduisait par l'arrestation de milliers de diri-

geants de Solidarité : sa réponse, aussi longue que circonstanciée, où il sera question de « facteurs intérieurs et extérieurs » et d'une regrettable situation de « confrontation » à laquelle on ne pouvait trouver d'issue satisfaisante, vous laissera perplexe.

Les faits, bien entendu, sont plus clairs : il était du côté du pouvoir, et il s'est écrits les actes de l'époque ne reflètent la moindre trace de protestation. On fit appel à lui pour occuper des postes où le parti voulait faire bonne figure, jouer l'« ouverture » : président du comité des sports, ministre de la jeunesse. C'est le poste qu'il occupait au moment de la table ronde qui, au printemps 1989, organisa la « transition », le parti croyant encore pouvoir conserver l'essentiel, sans savoir qu'il allait bientôt tout perdre.

Les attaques, voire les scandales, glissent sur lui sans l'arrêter

Alexandre Kwasniewski y joua un rôle remarqué, sachant se donner la sympathie d'opposants notoires comme Adam Michnik. Et il se distinguait en proposant, à l'improviste mais vraisemblablement en concertation avec ses supérieurs, que les élections au Sénat soient réellement libres. La razzia opérée par Solidarité et l'ostracisme dont étaient victimes à l'époque les représentants du communisme déchu, furent une épreuve dont il se

tira rapidement, avant de réintégrer à la tête d'un nouveau parti, héritier du PC et de ses réseaux, mais présentant un nouveau visage : démocrate parmi les démocrates, « européen » et même « atlantiste ».

Le candidat présente bien, surtout à la télévision. Il s'exprime avec aisance, et en anglais s'il le faut. Toujours aimable, protégé par un discours bien rodé, il ne laisse que très rarement s'exprimer quelques bouffées de cynisme rugueux, proférées sur le ton de la plaisanterie. Pour l'essentiel, aux yeux du public, il est lisse. Et les attaques, voire les scandales, glissent sur lui, sans l'arrêter. Ainsi fut-il, il y a quelques années, l'un des héros principaux du livre écrit par une jeune femme qui se présentait comme une « journaliste française »... paya de sa personne pour rendre compte du comportement sexuel des hommes politiques.

Ces derniers jours, une autre affaire, d'un tout autre genre, vient perturber la fin de sa campagne : un journal a révélé que sa femme et celle du premier ministre détenaient de substantiels paquets d'actions dans une société d'assurances, constituée à base de fonds publics et où se retrouvent certains membres de l'ancienne nomenklatura. Le passé reviendrait-il, au mauvais moment, entraver la marche triomphale vers l'« avenir » ? Rien n'est moins sûr. M^{me} Kwasniewski n'a rien fait d'illégal. Et son mari « ne soit pas s'il savait » qu'elle avait investi dans cette société.

J. K.

Les précédents scrutins

● Juin 1989 : élections « semi » démocratiques. Le pouvoir communiste s'est réservé une majorité des sièges à la Diète, mais, au Sénat, Solidarité a emporté 99 des 100 sièges. En août, Tadeusz Mazowiecki devient le premier chef de gouvernement non communiste dans les pays d'Europe de l'Est.
● Décembre 1990 : Lech Walesa est élu au second tour de l'élection présidentielle. Il a recueilli 67 % des suffrages, contre 23 % pour l'homme d'affaires polono-canadien Stanislaw Tyminski, et succède ainsi au général Wojciech Jaruzelski, auteur du coup d'Etat de décembre 1981.
● Octobre 1991 : l'Union démocratique, menée par Tadeusz Mazowiecki, arrive de justesse en tête des premières élections législatives entièrement libres, avec 12,08 % des voix, suivie de près par les anciens communistes de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), qui obtiennent 11,65 % des suffrages.
● Septembre 1993 : les ex-communistes de la SLD arrivent en tête des élections législatives (20,4 %) et forment un gouvernement de coalition avec le Parti paysan (PSL), ancien parti satellite du PC, arrivé deuxième avec 15,4 %. L'Union démocratique de l'ancien premier ministre Hanna Suchocka n'a obtenu que 10,6 % des voix.

Le baroud d'honneur de Jacek Kuron

VARSOVIE
de notre correspondant
Jacek Kuron n'est ni en jeans – la tenue qu'il a portée tout au long de sa longue carrière, de prisonnier politique à ministre inclus – ni dans l'un de ces costumes qu'il se fait un devoir de vestir depuis qu'il est candidat à la charge suprême. Mais en survêtement. Comme pour effacer la fatigue d'une trop longue journée, d'un meeting de plus. Dans cet appartement surchargé de souvenirs, où il y eut, jadis, autant de perquisitions que de réunions enfiévrées, où toute l'opposition se retrouvait pour discuter ou faire la fête, « Jacek » ne joue pas au président en puissance. Il prépare le thé. Répond lui-même au téléphone, aussi vite que possible, mais toujours courtoisement.

Il court après le temps, ce temps qui lui manque pour convaincre, pour passer la barre du premier tour car, au second tour, il gagnerait « à coup sûr ». Entre deux interruptions, il répète à mi-voix ce qu'il proclame tout au long de la journée en public, de sa voix puissante et éraillée. Qu'il veut une Pologne de citoyens égaux en droits, où chacun possède la formation nécessaire pour prétendre à un emploi, une Pologne décentralisée, qui serve de pont entre l'Est et l'Ouest, et aussi de lien entre le monde riche et le monde pauvre. Qu'il est l'homme dont le pays, meurtri par les bouleversements économiques et divisé, a besoin, parce qu'il est un « rassembleur », un « conciliateur ».

Sur le bureau, épinglée à l'abat-jour de la lampe, figure la Légion d'honneur que la France lui a donnée, alors qu'il était ministre du travail et qu'il réussissait à apaiser les conflits sociaux, mettait en place des soupes populaires, venait, chaque jour, à la télévision pour expliquer, remonter le moral des gens. Aujourd'hui, la télévision ne l'aime plus, du moins en est-il persuadé. Mais les gens, le public, ne l'ont pas oublié : il reste, de loin, l'homme politique polonais « le plus sympathique » et, ajoutent les sondages, « celui qui inspire le plus confiance ».

Et pourtant, il n'est qu'en troisième position, loin, très loin derrière les deux favoris, et à peine dégagé du lot de ceux qui n'ont ni son passé, ni sa popularité, ni son énergie... Quelque chose, depuis le

début de sa campagne, ne va pas : sa désignation, d'extrême justesse, comme candidat de l'Union de la liberté, un parti qui penche à moitié à droite, alors que lui penche à gauche ; le tandem pas très convaincant qu'il forme, lui, le « social », avec le très libéral Leszek Balcerowicz, père de la réforme économique du début des années 90, et qui a succédé au printemps dernier à Tadeusz Mazowiecki à la tête de ce parti qui regroupe l'élite de l'ancienne opposition – mais de moins en moins de Polonais « du rang ».

« PERDRE EN BEAUTÉ »

Loyal, l'ex-premier ministre soutient Jacek Kuron, mais personnellement n'ignore qu'il était contre sa candidature, qu'il songeait à un homme, ou plutôt à une femme, qui saurait conduire une nouvelle formation démocrate-chrétienne. C'est Kuron qui a prévalu et, avec lui, l'idée, le rêve, qu'on pouvait continuer sur la voie tracée – dans l'opposition tout au long des années 80 et, au début de la décennie suivante, au pouvoir. Rassembler les intellectuels et les ouvriers, les artistes et les étudiants. Se mettre à l'écoute des citoyens, représenter une Pologne moderne et au grand cœur, débarrassée de ses préjugés, de ses rancunes.

Les sceptiques avaient prévenu que ça ne marcherait pas, que Kuron n'avait pas une image de président. Il a fallu faire face à des adversaires inattendus à droite, mais aussi à gauche, attendre, en vain, que les sondages soient enfin dignes du candidat. Taper très fort, trop fort sans doute, sur Lech Walesa, pour tenter un retour in extremis. Mais aussi essayer de réparer les gaffes des meilleurs amis, comme Adam Michnik, par exemple, qui a publié dans son journal, *Gozero*, un article « commun » avec un membre éminent du parti d'Alexandre Kwasniewski, confirmant dans leurs soupçons ceux qui avaient toujours vu dans Kuron et sa bande des ex-communistes tentés de revenir aux sources. Bref, une campagne bien difficile, ou plutôt un baroud d'honneur. Sans trop d'illusions. « Je voterai Kuron, explique l'écrivain Jerzy Pilch, parce que c'est bien de perdre en beauté ».

J. K.

La grenouille et le bœuf

Elle se disait – elle se dit toujours – « la seule à pouvoir battre Alexandre Kwasniewski au second tour ». Unique femme parmi les dix-sept candidats initiaux, Hanna Gronkiewicz-Waltz avait commencé par regarder de haut un Lech Walesa décrit comme le « candidat d'hier » (M^{me} Kwasniewski étant celui d'« avant-hier »). Il faut dire qu'elle avait de quoi avoir le vertige : sans aucune expérience de la politique, assise sur sa seule réputation de présidente de la Banque nationale de Pologne, cette souriante « débutante » grimpait à toute vitesse dans les sondages, frôlant les 20 %... pour retomber presque aussi vite dans les profondeurs, autour de 3 %. « Je vous propose, disait-elle, d'échapper à l'alternative entre la présidence d'un Kwasniewski, qui signifiera pour la Pologne le retour du communisme, et celle d'un Walesa, qui provoque un chaos permanent. Moi, je vous garantis la paix et la stabilité : fin le temps de la révolution, aujourd'hui. Il faut commencer à bâtir ».

A-t-elle trop tiré sur la corde religieuse, se prétendant désignée par le Saint-Esprit ? S'est-elle montrée trop agressive à l'égard d'un Lech Walesa, qui l'avait imposée, aussi inconnue qu'inexpérimentée, à la tête de la Banque ? La grenouille est, en tout cas, furtivement mal en point. Et le bœuf se porte comme un charme.

صوتنا من الاجل

سكنا مع الامم

Serbes, Croates et Bosniaques examinent le plan international sur l'avenir de la Bosnie

Après deux jours de préliminaires, les négociations de Dayton entrent dans le vif du sujet

Le président croate a quitté l'Ohio pour une semaine, après s'être engagé à accélérer, à Zagreb, un règlement du problème de la Slavonie orientale. Avant de quitter Dayton, il a publié une déclaration avec le président bosniaque Alija Izetbegovic sur le retour de réfugiés chas-

sés par la guerre croato-musulmane de 1993. L'avenir de la « fédération » croato-musulmane de Bosnie n'en reste pas moins incertain.

LA FÉDÉRATION entre Croates et Musulmans de Bosnie, qui, selon le schéma américain de règlement de paix, devrait être l'une des deux entités du futur État bosniaque, a été au centre des entretiens qu'ont eus, jeudi 2 novembre, les présidents bosniaque et croate, sur la base américaine de Dayton dans l'Ohio. Il importait visiblement, avant que M. Tudjman quitte Dayton pour une semaine, qu'il rassure sur ses relations avec M. Izetbegovic, comme il avait rassuré la veille sur ses intentions à propos de la Slavonie orientale. En signe de bonne volonté, les deux hommes ont déclaré que quelques centaines de familles de réfugiés croates et bosniaques seraient auto-

risées à regagner les foyers dont elles ont été chassées lors de la guerre croato-musulmane de 1993 en Herzégovine et en Bosnie centrale.

Franjo Tudjman est reparti à Zagreb pour une semaine. Il doit y recevoir l'ambassadeur américain Peter Galbraith et le médiateur Thorvald Stoltenberg, pour accélérer les négociations avec les Serbes sur la Slavonie orientale.

A Dayton, les trois délégations vont aborder le cœur de la négociation sur l'avenir de la Bosnie. Les médiateurs internationaux (américain, russe et européen) leur ont présenté jeudi quatre projets de documents susceptibles de constituer la charpente d'un accord global de paix, a

annoncé le département d'État américain. « Ils comprennent l'accord qui, nous l'espérons, représentera en définitive l'accord global de paix qui sera signé par toutes les parties », a déclaré Nicholas Burns, le porte-parole du département d'État. Outre ce schéma d'accord global, les documents portent sur l'organisation d'élections en Bosnie, sur les questions constitutionnelles et sur la séparation des forces armées présentes sur le territoire bosniaque.

« Nous pensons que les parties vont prendre un jour ou deux pour examiner intensément ces documents. Ils représentent les choix difficiles qui devront être tranchés à Dayton », a déclaré Nicholas Burns.

Au cours des deux premiers jours de la rencontre, le président Alija Izetbegovic a posé le problème des dirigeants serbes auteurs de crimes de guerre. « La position des Bosniaques est que les Serbes se conforment à leurs obligations internationales et livrent les criminels de guerre à La Haye [au Tribunal pénal international sur l'ex-Yugoslavie] », a-t-on rapporté de source autorisée. « Le message est qu'il n'y aura pas de processus de paix si cet engagement n'est pas pris. » Les deux principales cibles visées par les Bosniaques sont Radovan Karadzic et Ratko Mladic, respectivement « président » de la « République serbe de Bosnie » et commandant des forces armées serbes de Bosnie.

Le pouvoir de Bruxelles à l'épreuve d'une sanction

La mutation d'office d'un haut fonctionnaire de la direction générale des douanes souligne les difficultés de la construction de l'Europe fiscale

EN VEILLEUSE depuis des mois, la construction de l'Europe fiscale fait de nouveau parler d'elle. Mario Monti, commissaire européen chargé des questions fiscales, vient de proposer la mutation d'office de Peter Wilmott, haut fonctionnaire chargé de la direction générale des douanes et de la fiscalité indi-

recte. Sanction extrêmement sévère et assez rare pour être remarquée, d'autant qu'elle a été approuvée par le collège des vingt commissaires réunis à Bruxelles. Mario Monti a refusé de commenter sa décision, dont les motifs restent officiellement confidentiels. On peut cependant penser que celle-ci s'explique en partie par les retards indéniables de la construction européenne en matière de fiscalité. Un rapport sur le régime définitif de la TVA, applicable au 1^{er} janvier 1997, aurait dû être présenté à la fin de 1994 aux États de l'Union européenne. Il ne l'a pas été, pas plus qu'en juin dernier, autre date de publication possible.

Ce silence était-il voulu ou marquait-il l'impuissance de Peter Wilmott, fonctionnaire réputé pour sa compétence, à mettre d'accord les quinze pays de l'Union sur un projet qui aurait, une fois encore, totalement changé les règles du jeu fiscal ? On oublie trop souvent que le système actuel, s'il a le mérite de permettre aux camions de franchir sans s'arrêter les frontières intra-communautaires, n'est que provisoire. La TVA n'est plus payable aux postes douaniers mais à la fin du voyage, par l'entreprise acheteuse, dans le pays de consommation ou d'utilisation et au taux de celui-ci. Un système qui réalise concrètement en matière fiscale les règles du marché unique mais qui, sous sa forme actuelle, reste incomplet.

Car l'ambition initiale de la Commission visait à supprimer la notion d'exportation entre pays de l'UE. Pour cela, la TVA devait un jour être payée au moment de l'achat et au taux du pays vendeur, de telle sorte qu'une firme française s'approvisionnant à Francfort s'en acquitte immédiatement, dans les mêmes conditions que si elle s'était approvisionnée auprès d'une autre entreprise française.

Ce sont les moyens à mettre en œuvre et les règles à édicter que de-

vait décrire le rapport sur la TVA. L'objectif de la Commission était pourtant si ambitieux que la plupart des gouvernements - à l'exception notable de l'Allemagne - ne cachaient pas leur peu d'enthousiasme à le voir se réaliser. Pour trois raisons au moins. La première est l'extrême difficulté de changer à nouveau les règles du jeu, un jeu compliqué mais qui a le mérite d'exister, soulignait il y a deux jours le *Wall Street Journal*.

La suppression depuis le 1^{er} janvier 1993 des arêtes aux frontières ne s'est pas faite sans mal, ni sans risque : l'ensemble des marchandises transportées à l'intérieur des frontières européennes (plus de 5 000 milliards de francs d'exportations) circulent maintenant sans avoir acquitté de TVA. On imagine les précautions qui ont dû être prises pour empêcher la fraude de se développer. Ce grand pari a nécessité un bouleversement des habitudes que seules les grandes firmes ont bien digérées. Il faut une dizaine d'années pour « amortir » de tels chocs.

Une seconde raison, politique celle-là, risque bien de bloquer indéfiniment l'entrée en vigueur du régime définitif : le souci pour chaque État de conserver la maîtrise de ses recettes publiques. Maîtrise qui disparaîtrait si la taxe devait être payée au moment de l'achat puisqu'il faudrait alors harmoniser les taux de l'Europe sous peine, pour chaque pays, de vendre plus cher et d'être battu par la concurrence. En octobre 1992, les gouvernements avaient donné leur accord pour que soit fixé à 15 % un taux minimum de TVA. Cela pour éviter des surenchères à la baisse.

LA REDISTRIBUTION DE LA TVA

Trois ans plus tard, le climat est bien différent : les gouvernements, confrontés à des déficits publics importants, demandent plus de recettes fiscales à la TVA qui couvre déjà entre 25 et 50 % des dépenses des budgets nationaux. Les taux ont déjà été relevés en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grande-Bretagne, en France. L'harmonisation que postule absolument le passage au régime définitif implique au contraire une baisse générale, chaque pays devant plus ou moins se calquer sur le taux allemand de 15 %. On en est très loin maintenant.

Une troisième raison risque également de bloquer indéfiniment le passage au régime définitif : la redistribution nécessaire entre États des produits de la TVA. Dans la mesure où les taxes sur la consommation seront payées au moment de l'achat, le pays vendeur devra restituer la TVA encaissée au pays de l'entreprise acheteuse. Car le marché unique ne supprime pas le fait national qui veut que chaque pays conserve son budget propre et les impôts destinés à l'aligner. On imagine les critiques portées à la gigantesque caisse de compensation qui devrait être mise en place pour redistribuer la TVA, au risque évident de renforcer les ambitions de Bruxelles. Avec à l'horizon une véritable fiscalité européenne alimentant un « grand » budget européen.

La Commission, monstre technocratique, embryon d'un pouvoir fédéral... Le thème n'est pas nouveau qui alimente les critiques les plus violentes portées de l'autre côté de la Manche contre la construction européenne. Peter Wilmott s'est-il sur le sujet comporté en directeur impartial et loyal du commissaire chargé des problèmes de la fiscalité ? La sanction qui vient de lui être appliquée ne peut s'expliquer par deux « loupés » dans la publication de ce rapport.

Peter Wilmott exerçant ses fonctions d'abord en citoyen britannique qu'en directeur général de la Commission ? Peter Wilmott plus proche de Leon Brittan, Britannique lui aussi, chargé des questions commerciales que de Mario Monti ? Dans plusieurs affaires récentes (taxation des œuvres d'art à l'importation, droits d'accises...), le Britannique avait donné des preuves de son impartialité en imposant des solutions combattues par son pays. Plus que l'Europe fiscale, c'est peut-être alors la nature des pouvoirs s'exerçant au sein de l'Union qui se trouve mise en question.

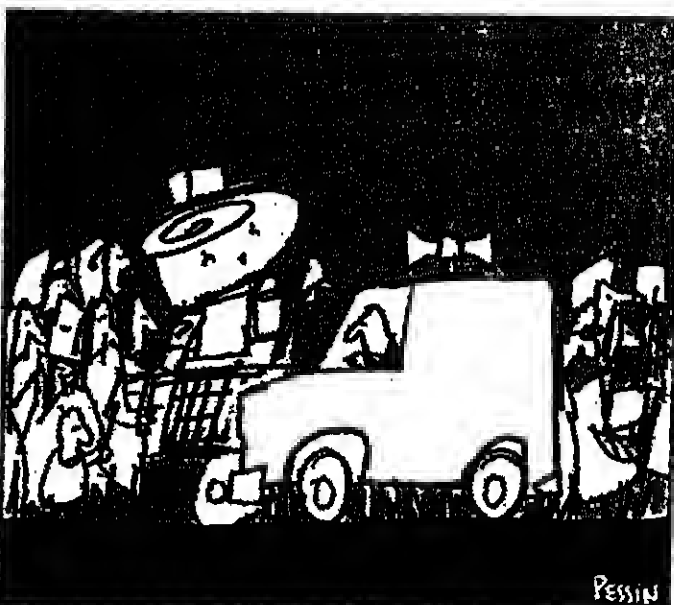
Alain Verhoyes

La Fédération croato-musulmane est à l'agonie

SARAJEVO

de notre correspondant
La Fédération croato-musulmane de Bosnie, créée en mars 1994 par les « accords de Washington », est « à l'agonie », jugent des diplomates occidentaux. Dès sa naissance, les Croates cachaient à peine leur aversion pour une institution qui les liait aux Musulmans de Bosnie. Le président Franjo Tudjman avait cédé aux pressions américaines pour une raison principale : Washington menaçait d'infirmer à la Croatie des sanctions économiques comparables à celles qui frappent la Serbie, afin de la punir de la guerre ethnique qu'elle menait sur le sol bosniaque.

En un an et demi, la fédération aura tout de même enregistré deux succès : marquer la fin - provisoire - du conflit qui opposait Croates et Musulmans en Bosnie-Herzégovine et permettre aux ennemis d'hier de coordonner leur offensive contre la puissante « armée serbe ». La fédération, construite sur une alliance artificielle entre Sarajevo et Zagreb, aura permis aux Américains de provoquer un renversement de situation en ex-Yugoslavie. L'armée serbe n'est plus invincible et le président Slobodan Milosevic peut raisonnablement craindre que le phénomène ne s'amplifie au fil des années, en cas de rejet du plan de paix. Ce succès politique



armée égale une entité, indique un observateur occidental. Pourquoi vaudrait-elle que les nationalistes croates renoncent à un territoire qu'ils ont taillé à coups de canon ? Malgré l'existence théorique de ce qu'on appelle souvent « la fédération américaine », la « Herzeg-Bosna » pose exactement le même problème que la « République serbe » pour la sauvegarde d'une Bosnie-Herzégovine unitaire.

Car la « Herzeg-Bosna » est depuis longtemps une exco-

de la « Herzeg-Bosna » à voter au titre de la « diaspora ». Ce vœu du nationalisme s'est bien entendu prononcé massivement pour le HDZ (Union démocratique croate), le parti du président.

A Mostar, où la rivière Neretva sépare Croates et Musulmans, l'administration européenne commence à perdre patience. Tous les efforts entrepris depuis un an et demi sont systématiquement sabotés par le camp croate qui refuse d'entendre parler d'une éventuelle réunification de la ville. Dans les campagnes de Bosnie occidentale, le HVO refuse souvent le droit de passage aux officiers bosniaques, même lorsque les deux armées mènent des offensives conjointes. Après la bataille, il a été hors de question que des réfugiés musulmans, chassés par les Serbes en 1992, puissent retrouver leur maison si celle-ci se trouvait en territoire contrôlé par l'armée croate.

SOUTIEN AMÉRICAIN

« Nous avons fait l'impossible pour résoudre le problème de la fédération avant les négociations, mais elle ne fonctionne pas », a déclaré le président bosniaque, Alija Izetbegovic. J'ai été obligé de faire état du comportement illogique et inacceptable des Croates. Le gouvernement bosniaque se plaint que, sur les territoires récemment conquis par le HVO, l'administration croate se mette en place sans que Sarajevo ait la moindre opportunité d'établir sa souveraineté. Le président bosniaque compte désormais sur le soutien américain pour faire accepter en Croatie le respect des accords de Washington. M. Izetbegovic a fixé unilatéralement la date du 1^{er} janvier 1996 pour une régularisation de la situation entre les Bosniaques et leurs « alliés » croates.

Car si un plan de paix est signé avec le côté serbe, ce ne sera pas la fin des soucis pour les Bosniaques, enclavés entre la Serbie et la Croatie. « La Bosnie d'Izetbegovic, entérinée par les Américains, qui hier encore nous donnaient des leçons de morale, rassemblera plus qu'un croupion d'une Grande Croatie qu'un État souverain et indépendant », note un diplomate européen. Les Bosniaques comptent sur le déploiement des troupes américaines - qui interviendra si un plan de

M. Tudjman et les « dangereux fondamentalistes »

Franjo Tudjman n'a jamais vraiment caché ses sentiments pour les Musulmans de Bosnie. Warren Zimmermann, ancien ambassadeur américain en Yougoslavie, rapporte que le président croate lui déclara, en 1992 : « Ce sont de dangereux fondamentalistes qui se servent de la Bosnie comme tête de pont (...). Les nations civilisées devraient unir leurs efforts contre cette menace. La Bosnie n'a jamais eu d'existence réelle. Elle devrait être divisée entre la Serbie et la Croatie. »

Le 25 septembre 1995, dans un entretien au *Figaro*, M. Tudjman exposait sa conception de la fédération croato-musulmane : « Nous avons accepté la tâche qui nous a été confiée par l'Europe d'européaniser les Musulmans bosniaques. Nous sommes garants de leur intégration dans la civilisation européenne et du fait qu'ils ne deviendront pas des fondamentalistes ». Des propos qui avaient inspiré à M. Izetbegovic une réponse bien sentie : « Lorsque je voyage, en Afrique ou ailleurs, je me sens appartenir au sol européen. Je pense être un Européen. Je pense que Karadzic et Mladic, deux criminels de guerre, sont des Européens. Et j'ajouterais même que l'officier croate qui a détruit le pont de Mostar était un Européen. »

aura été plus efficace que tous les efforts européens et onusiens pour parvenir à un règlement du conflit.

Mais les victoires militaires n'ont pas modifié le problème de fond de la fédération : Sarajevo désire préserver, au moins sur 50 % du territoire, l'unité de la Bosnie-Herzégovine, tandis que Zagreb continue de soutenir la sécession de la « Herzeg-Bosna », la « République » autoproclamée par les Croates dans l'ouest du pays (sur 21 % du territoire bosniaque). Le plan de paix américain actuellement présenté aux belligérants dans l'Ohio passe sous silence cette question cruciale, malgré la déclaration de bonnes intentions qui a été obtenue jeudi à Dayton des présidents Tudjman et Izetbegovic. Ce n'est pas en deux entités que la Bosnie est en train d'être divisée, mais en trois.

« En ex-Yugoslavie comme ailleurs, le problème est simple : une

de la Croatie. « Tudjman a construit sa Grande Croatie plus intelligemment que Milosevic sa Grande Serbie », reconnaît un responsable bosniaque. Il suffit de se promener en Herzégovine pour comprendre que les liens avec Sarajevo ne sont pas près d'être renoués. Les voitures ont des plaques d'immatriculation croates. La monnaie est celle de la Croatie, la kuna. Les commerces et les entreprises sont des filiales des compagnies croates, et surtout l'armée (le HVO, communauté de défense croate) est une milice intégrée à l'état-major de Zagreb.

Plus grave encore est l'envoi de parlementaires au Parlement de Zagreb lors des élections du 29 octobre. Les séparatistes croates de Bosnie, selon les termes de l'accord de mars 1994, doivent être représentés au sein du Parlement de la fédération. Cela n'a pas empêché Franjo Tudjman de promouvoir une loi invitant les résidents

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

FRANÇOIS
HOLLANDE

Porte parole
du Parti Socialiste

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
RICHARD ARTZ (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Tansu Ciller fait du rapprochement de la Turquie avec l'Europe son cheval de bataille

ANKARA
de notre correspondante
Des talons claquent, et elle apparaît, élégante dans une veste écarlate. Souriante et décontractée, Tansu Ciller respire le pouvoir et l'autorité. La novice parfois maladroite, arrivée au pouvoir en juillet 1993, s'est transformée en une politicienne chevronnée, ambitieuse et déterminée, qui a déjà survécu à des crises politiques importantes. Mais Tansu Ciller n'a pas encore gagné ses deux principales batailles : assurer tout à la fois sa réélection et le rapprochement entre la Turquie et l'Europe. Le message qu'elle transmet aux députés européens, qui devront se prononcer le 14 décembre prochain pour ou contre l'union douanière avec la Turquie, est clair. « Un rejet au report du vote ont la même signification aux yeux de mon peuple. Dans l'esprit des gens, ce sera perçu comme un nouveau rejet de la Turquie par l'Europe », explique-t-elle à quelques journalistes étrangers convoqués à sa résidence. « Un report, surtout juste avant les élections du 24 décembre, sera utilisé par les forces fondamentalistes (islamistes) dans le débat politique interne. Je n'ai aucun doute que cela donnera le dessus aux forces fondamentalistes dans ce pays et dans la région, car les autres pays regardent la Turquie comme un modèle. »

ALLIANCE AVEC L'EXTRÊME DROITE
L'Europe est au coeur de la campagne électorale, non seulement parce que Tansu Ciller en a fait son cheval de bataille, mais également parce qu'un accord avec les Quinze représente, pour un pays tiraillé entre l'est et l'ouest, entre l'islam et la laïcité, une étape aussi décisive que celle de l'adhésion à l'OTAN en 1952.

Les violations des droits de l'homme, les restrictions à la liberté d'expression sur la question kurde se dressent cependant toujours sur la route européenne de la Turquie. Le premier ministre défend les récentes réformes démocratiques, jugées insuffisantes par certains parlementaires européens. « Mon programme prévoit trois étapes : le 7^e plan quinquennal sur le transfert de pouvoirs importants aux autorités locales, les réformes constitutionnelles et la révision de l'article 8. Nous avons eu de la chance de faire adapter les lois. Compte tenu de ce que nous avons vécu, c'est presque un miracle. Quoi qu'il arrive, je suis déterminée à continuer. »

Opiniâtre, parfois tyrannique, Tansu Ciller ne manque pas d'ennemis, mais dans la grisaille de la scène politique turque, cette femme énergique, au culot aussi démesuré que son ambition, apparaît comme un rare rayon de lumière. « Il faut reconnaître qu'elle crée l'écran », affirme un diplomate. « Ses déclarations mensongères me déplaisent, les allégations de corruption contre son mari me dérangent, mais j'aime Tansu », explique un chauffeur de taxi, qui ajoute, avec une touche de paternalisme, « c'est une femme, et pourtant elle est parvenue à faire plus que tous les politiciens mâles ».

Pour affronter le Parti de la prospérité (RP, islamiste) - probablement son concurrent le plus sérieux - ainsi que son rival du centre droit, le Parti de la mère patrie (ANAP), M^{me} Ciller se prépare apparemment à former une alliance avec l'extrême droite nationaliste (MHP). Tansu Ciller affirme pourtant que cela ne coïncide avec aucune façon de déterminer à poursuivre le processus de démocratisation. « Si nous décidons de former une alliance, cela n'affectera ni mon programme, ni mes convictions, ni ce que je représente. Cela me permettra de revenir avec plus de députés pour mettre en œuvre ce que j'ai prévu. » Sa liste électorale, promet-elle, « sera spectaculaire. Il y aura beaucoup de femmes, des jeunes, des universitaires, des hommes d'affaires... Ce sera très excitant ».

Nicole Pope

Un ancien chef guérillero a été extradité en Argentine

Enrique Gorriaran Merlo, dit « El Pelado », avait été arrêté au Mexique

Arrêté au Mexique, un ancien chef militaire de l'ERP, Merlo avait notamment revendiqué l'assassinat de un mouvement de guérilla argentin des années 70, l'ancien dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza au vient d'être extradité en Argentine. Enrique Gorriaran

BUENOS AIRES
de notre correspondante
Enrique Gorriaran Merlo (cinquante-quatre ans), un des principaux chefs guérilleros des années 70 en Argentine, a été placé en détention dans une garnison militaire des environs de Buenos Aires après avoir été arrêté au Mexique le 28 octobre et extradité vers l'Argentine. L'ancien chef de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) - le mouvement de guérilla le plus important des années 70 avec celui des Montoneros (péronistes de gauche) - revendique également l'assassinat d'Anastasio Somoza le 17 septembre 1980 au Paraguay où l'ancien dictateur du Nicaragua s'était réfugié après la prise de pouvoir des sandinistes à Managua. Gorriaran Merlo avait rejoint les rangs du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) en 1979, peu avant la chute de Somoza.

Surnommé « El Pelado » (le Chauve), Gorriaran Merlo a passé la plus grande partie de sa vie dans la clandestinité. Malgré le retour de la démocratie, il était réapparu en Argentine le 23 janvier 1989 pour commander l'assaut sanglant lancé contre la caserne de La Tablada, dans la banlieue de Buenos Aires, qui avait fait trente-neuf morts et soixante-dix blessés. Gorriaran Merlo, qui avait réussi à s'enfuir, avait revendiqué cette opération armée au nom du mouvement Tous pour la patrie (MTP). Treize militants du MTP ont été condamnés par la justice argentine à la détention perpétuelle et sept autres à des peines allant de dix à

vingt ans de prison. Ils n'ont pas bénéficié de la grâce accordée, en 1990, par le président Carlos Menem aux anciens chefs militaires de la dictature (1976-1983) et à l'ancien chef montonero, Mario Firmenich. Au moment où les chefs d'état-major des forces armées argentines ont déclaré de faire leur autocritique sur le rôle joué par les militaires au cours de la répression menée contre la guérilla - qui fit plus de 30 000 disparus selon les organisations de défense des droits de l'homme -, Gorriaran Merlo légitime toujours le recours à la violence et se refuse à tout mea culpa.

« ARRANGEMENT PRÉALABLE »
Il y a six mois, malgré le mandat d'arrêt lancé contre lui, il avait reçu des journalistes dans un endroit gardé secret, à seulement 400 kilomètres de Buenos Aires. Dans un long entretien télévisé, le 17 mai dernier, « El Pelado » avait justifié l'attaque de la Tablada et avait raconté comment il avait personnellement déchargé les trente balles de son fusil-mitrailleur sur Somoza.

Homme d'action plus que théoricien politique, Gorriaran Merlo a participé à l'enlèvement et à l'assassinat du président de Fiat en Argentine, Oberdan Salustiano, en mars 1972, soit quatre ans avant le coup d'état militaire de 1976. En 1974 et 1975, il a été l'un des principaux chefs militaires de l'ERP dans la province de Tucumán (nord-est de l'Argentine). Gorriaran Merlo est toujours sorti indemne de

toutes les actions « militaires », contrairement à la grande majorité des militants de l'ERP.

Le président Menem s'est félicité de la capture de Gorriaran Merlo, ce qui a entraîné une protestation du gouvernement de Mexico puisque l'ex-guérillero a été arrêté par la police mexicaine. La rapidité de son extradition est expliquée, dans certains milieux politiques, par les craintes de voir Gorriaran Merlo établir d'éventuels contacts avec les rebelles du Chiapas. « Cette arrestation obéit à un arrangement préalable entre le gouvernement argentin et Gorriaran Merlo », a affirmé, pour sa part, un ancien chef de l'ERP, Amol Kremer : selon lui, l'ancien guérillero se savait plus ou moins réfugié et, de son côté, le président Menem avait besoin de faire oublier les luttes internes qui secouent son gouvernement. Gardé jour et nuit par une centaine de gendarmes, Gorriaran Merlo a refusé de répondre aux interrogatoires judiciaires. Accusé de nombreux délits, dont plusieurs homicides, il risque la prison à perpétuité pour l'opération de la Tablada, indiquant-on de source judiciaire le 2 novembre à Buenos Aires.

Cette arrestation, qui intervient quelque mois après la cascade de « confessions » de militaires et d'anciens tortionnaires de la dictature, ravive le débat ouvert sur la reconstruction de l'histoire des années noires en Argentine et sur le rôle des forces armées et de la guérilla.

Christine Legrand

L'état d'urgence est à nouveau proclamé en Colombie

Un ancien dirigeant conservateur a été assassiné

BOGOTÁ
correspondance
L'état d'urgence, dit de « choc intérieur », a été proclamé jeudi 2 novembre sur tout le territoire par le président colombien à la suite de la mort d'un ancien dirigeant conservateur Alvaro Gomez Hurtado, victime d'un attentat au fusil-mitrailleur dans le nord de Bogotà, la capitale du pays. L'état d'urgence décrété le 16 août, que le gouvernement avait motivé par une situation de violence exceptionnelle, venait d'être annulé par la Cour constitutionnelle. Cette fois, l'attentat a choqué tout le pays et les mesures prises sont beaucoup plus musclées. Le président Ernesto Samper déplorant « ce lâche assassinat » a annoncé à la télévision que, conformément à l'article 213 de la Constitution, les forces armées et la police pourront procéder à des arrestations ou des perquisitions sans ordre judiciaire. Elles ont, en outre, le pouvoir de restreindre la circulation des véhicules et des personnes, en avisant les autorités locales. Les médias se voient formellement interdite toute publication, même partielle, d'entretiens ou de points de vue de personnes qui s'attribuent une participation à toute activité délinquante.

A l'issue d'un conseil de sécurité extraordinaire, le gouvernement a aussi annoncé la création d'un groupe spécial chargé de l'enquête sur l'attentat. Des portables-robots des assassins ont été diffusés par toutes les chaînes de télévision quelques heures après le crime,

tandis que, sur toutes les ondes, des récompenses importantes étaient offertes en échange d'informations. Des centaines d'étudiants ont arpenté les rues de Bogotà avec les mouchoirs blancs en criant « A l'assassin ! », car la nouvelle a heurté toutes les sensibilités.

Alvaro Gomez, âgé de soixante-sept ans, s'était retiré de la vie politique après s'être présenté sans succès trois fois aux élections présidentielles. Fils de président, sénateur, député, ambassadeur en France, Suisse, Italie et Belgique, c'était un journaliste reconnu, directeur du quotidien *El Nuevo Siglo*, renommé pour ses analyses et son objectivité. Alvaro Gomez avait aussi présidé l'Assemblée constituante en 1990 et fondé un mouvement dissident du Parti conservateur, dit « Mouvement de salut national », réputé plus progressiste. Sa mort est interprétée par le gouvernement comme un nouveau geste destiné à déstabiliser le pays après l'attentat dont avait échappé de justesse l'avocat du président Samper, le 28 septembre dernier, et le scandale du financement de la campagne électorale par l'argent de la drogue. Mais elle reste peu compréhensible. Certains médias ont reçu un communiqué d'un groupe - « Pour la dignité de la Colombie » - qui revendique l'attentat. Mais la police n'avait, hier soir, évoqué aucune piste et demandait dans des messages radio « la coopération des citoyens ».

Anne Proenza

La stabilisation de l'économie brésilienne n'est pas encore achevée

La « culture de l'inflation » demeure, comme les risques de déséquilibre de la balance commerciale

BRASILIA
de notre envoyé spécial
« Il n'y a ni déflation ni récession : nous ne constatons ni baisse généralisée des prix ni recul de la production. » De son bureau de la capitale, qui domine l'esplanade des ministères, Pedro Malan, le ministre des finances brésilien, rejette les craintes bruyamment exprimées après la baisse des prix constatée en septembre et les suppressions d'emplois enregistrées sur les deux derniers mois dans l'état de São Paulo, cœur de l'industrie brésilienne. Dans un pays accoutumé tant au dynamisme économique qu'à l'inflation, ces nouvelles ont amené des organisations syndicales et patronales à réclamer des mesures « anti-récession ». Le Brésil serait-il déjà arrivé au stade des pays européens, préoccupés du chômage et de la mollesse de la croissance économique ?

Préparé par le président Fernando Henrique Cardoso, lorsqu'il était ministre des finances, le plan real, appliqué depuis juillet 1994, a interrompu l'hyperinflation endémique : depuis, la hausse des prix n'a pas dépassé 2 % par mois, et l'indice de consommation a augmenté de 20 % sur l'année 1995 - contre 40 % par mois au début de 1994. Les plans précédents n'avaient tenu que quelques mois. La politique suivie par le gouvernement Cardoso a-t-elle pour autant véritablement remis l'économie sur les rails, sans effets pervers ?

Obtenu sans le blocage des prix - et des comptes bancaires - utilisés lors des précédentes tentatives de stabilisation, cette retombe de l'inflation a, au contraire, redonné du pouvoir d'achat. Comme explique un universitaire brésilien, « pour la première fois, les gens ont commencé à savoir ce qu'ils avaient dans leurs poches ». Jusque-là les salaires flottaient trop vite. La consommation a monté en flèche. Celle des plus modestes. « Ce que nous avons vu manquer, ce sont d'abord les achats de produits bas de gamme, comme le ciment ordinaire, typiquement utilisés pour aménager la maison », raconte Jean-Carlos Angulo, directeur délégué de Lafarge, gros

producteur à Rio. Mais aussi celle de la classe moyenne tout entière : les ventes de biens durables se sont envolées et les importations avec. « Structurellement excédentaire » en théorie, malgré l'abaissement des droits de douane de 45 % à moins de 17 % en moyenne depuis 1990, le commerce extérieur brésilien a enregistré un déficit de 4,2 milliards de dollars sur le premier semestre 1995.

MARGES ENCORE CONFORTABLES
Inquiet des comptes extérieurs, le gouvernement a non seulement fait barrage aux importations des produits, mais aussi sévèrement restreint le crédit. Effet obtenu : les échanges sont de nouveau équilibrés depuis juillet, la machine économique emballée s'est ralentie. La croissance du PIB, déjà revenue à 7 % par rapport à l'année précédente au deuxième trimestre, contre 10 % au premier, a sans doute été « proche de zéro » au troisième, selon la Confédération nationale de l'industrie (CNI), le CNPF local. Rapide, le ralentissement a fait doubler les déficiences d'entreprises et les suppressions d'emplois dans l'industrie : 29 400 en juillet, 57 600 en août pour l'état le plus atteint, celui de São Paulo. L'automobile est particulièrement touchée, malgré les restrictions appliquées aux importations.

De quoi amener 40 organisations patronales et syndicales de l'état à réclamer, dans un manifeste commun, un desserrement du crédit et une baisse des taux d'intérêt, qui atteignent encore des niveaux (plus de 3 % par mois) jugés « assassins ». « Le Brésil est le champion des taux d'intérêt », affirme de son côté José Augusto Coelho Fernandes, directeur de la CNI. Si nous ne sommes pas encore au niveau du Mexique, il y a déjà un crédit crunch (une pénurie de crédit). Si on n'assouplit pas, on va vraiment arriver à une contraction de l'activité ».

Mais les suppressions d'emplois ne sont pas seulement l'effet de la conjoncture - voire un moyen de pression sur le gouvernement -, elles traduisent aussi l'adaptation

des industries brésiennes à la concurrence internationale. Certains secteurs comme la sidérurgie ou la chimie ont accru leur productivité et modernisé leurs équipements et en réduisant leurs effectifs - parfois de 30 % ou 40 % -, mais tous n'ont pas fait le même chemin. La « culture de l'inflation » n'a pas disparu. « A l'abri des barrières douanières, les entreprises ont longtemps profité de marges confortables, malgré l'inflation : lorsque la demande baissait, on les augmentait. Dans beaucoup de secteurs, elles restent plus élevées sur le marché intérieur qu'à l'exportation, les prix brésiliens n'ayant pas encore rejoint le niveau international », explique un industriel, qui reconnaît : « Aujourd'hui, nous souhaiterions augmenter nos prix, mais le marché n'est pas porteur... ».

Dans les services, les hausses demeurent la règle - il est vrai que l'indexation, supprimée pour les salaires, subsiste pour les loyers, l'enseignement privé ou les « services personnels » - et les gains de productivité restent à faire. Caractéristique, le secteur bancaire. Sur les quelque 300 établissements financiers brésiliens, certains, comme la Banque Itaú, première banque privée du pays, qui a racheté récemment le Banco Franco-Brasileiro, filiale du Crédit lyonnais, ont informatisé systématiquement et réduit drastiquement leurs effectifs. Mais d'autres, notamment parmi les petits, supportent mal les restrictions imposées par le gouvernement et la fin de la période bénie où ils gagnaient beaucoup en jouant sur les dates de valeur.

AGIR AVEC PRUDENCE
Au demeurant, la conjoncture reste incertaine : les suppressions d'emplois, qui affectent inégalement les secteurs et les états, paraissent se ralentir depuis septembre. Le gouvernement doit naviguer entre les écueils d'une baisse trop rapide de la monnaie nationale, qui découragerait l'investissement et pourrait contribuer à faire repartir les prix, le risque d'un nouveau déficit de la balance commerciale et celui d'un afflux excessif de capitaux à court

terme attirés par les taux élevés. Il a donc choisi la prudence. « Il faut éviter les attentes inflationnistes et le déséquilibre de la balance commerciale, souligne Pedro Malan. Pour assouplir les restrictions de crédit et abaisser les taux, nous devons agir avec prudence et dans le temps. Depuis l'été, nous avons déjà pris des mesures. » Et il préconise une politique de soutien par secteurs - voire par produits, comme suggère Dorothea Werneck, ministre de l'Industrie.

RÉDUCTION GRADUELLE
Au mois d'août, en abaissant les réserves obligatoires sur les dépôts à vue et à terme, le gouvernement a déjà injecté dans l'économie l'équivalent d'au moins 12 milliards de dollars ; en septembre, la banque centrale y a ajouté 3,6 milliards en rachetant des titres d'état. Pas question d'aller au-delà : lundi 23 octobre, elle a encore laissé « glisser » le real de 0,95 pour 1 dollar à 0,97, afin de prévenir un élargissement du déficit commercial, qui dépasse 3,4 milliards de dollars sur 9 mois, malgré les légers excédents d'août et septembre. « On va revenir progressivement au niveau des taux internationaux », assure Gustavo Loyola, le président de la Banque. Mais la réduction se fera graduellement, à mesure qu'avanceront les réformes structurelles, fiscales et administratives - indispensables pour assurer l'équilibre des finances publiques.

Ces projets de réforme avancent lentement au Congrès. Si M. Cardoso a obtenu la flexibilité de l'emploi des fonctionnaires locaux, les gouvernements des états ne sont pas encore prêts à abandonner l'impôt sur les exportations (dont ils fixent les taux, de surcroît) ni à accepter de nouvelles charges ; les législateurs n'ont pas encore accepté sans contrepartie la privatisation des banques d'état - parfois mises en déficit par les dettes des états à leur égard, comme la Banespa à São Paulo... Ce n'est donc pas de sitôt que le gouvernement va pouvoir relâcher sa surveillance conjoncturelle.

Guy Herzlich

80 millions d'enfants au travail dans le monde

AU MOINS 80 millions d'enfants de cinq à quatorze ans exercent une activité professionnelle dans le monde, selon un rapport qui doit être présenté la semaine prochaine au conseil d'administration du Bureau international du travail. Le phénomène touche surtout le tiers-monde, mais n'épargne pas l'Europe.

Le travail des enfants ne paraît guère régresser, souligne le rapport. Si des progrès ont été constatés en Asie du Sud, et du Sud-Est, notamment en Inde (où travaillaient cependant 40 millions d'enfants), au Pakistan, au Bangladesh et en Thaïlande, le mal semble s'accroître en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Dans cette dernière région, la détérioration de l'économie, l'urbanisation désorganisée, les réductions de dépenses sociales ont amené un enfant sur trois à travailler, au moins à temps partiel. Mais, comme le montrent des études réalisées en Inde, en Indonésie, au Sénégal et au Ghana, le travail des enfants reste deux fois plus fréquent dans les campagnes que dans les villes, et plus des trois quarts des enfants sont employés dans des entreprises familiales et ne sont donc pas rémunérés.

Une partie des enfants, devenus la propriété, temporaire ou définitive, de leur employeur, sont en situation d'esclavage. Cet esclavage, qui persiste sous une forme traditionnelle en Asie du Sud et dans l'est de l'Afrique subsaharienne, paraît se développer sous de nouvelles formes. On le retrouve dans l'agriculture, les emplois domestiques, les industries (textile, notamment tapis, confiserie, bijouterie) et la prostitution, et il toucherait « plusieurs dizaines de millions d'enfants ».

Mais des pays plus industrialisés sont aussi touchés : en Turquie, près d'un million d'enfants de six à quatorze ans exercent en 1994 une activité professionnelle rémunérée. En Europe occidentale, il arrive aussi que des enfants assurent des petits emplois, ou même travaillent dans des ateliers clandestins. (AFP)

صلى الله عليه وسلم

سكواة العرب

L'ANC de Nelson Mandela remporte les élections locales en Afrique du Sud

L'ancien ministre de la défense Magnus Malan sera jugé le 1^{er} décembre

Le Congrès national africain (ANC) du président Mandela a remporté, sans surprise, les élections locales organisées mercredi 1^{er} novembre. Le Parti

national (NP) de Frederik De Klerk s'affirme comme la principale formation d'opposition. Jeudi, l'ancien ministre de la défense Magnus Malan

et dix autres officiers ont été arrêtés lors de leur comparution devant le tribunal de Durban, puis libérés sous caution. Ils seront jugés le 1^{er} décembre.

JOHANNESBURG

Le Congrès national africain (ANC) est sorti largement vainqueur des premières élections municipales multiraciales organisées mercredi 1^{er} novembre en Afrique du Sud. Le parti du président Mandela obtiendrait 60 % des sièges attribués à la proportionnelle aux partis politiques, loin devant le Parti national (NP) de Frederik De Klerk (18 %) et le Front de la liberté (FF) du général Constand Viljoen, formation d'extrême droite (5 %). Les résultats concernant le vote par candidat indiquent une percée du Parti démocrate (DP) Parti libéral blanc dans la région de Johannesburg et le bon score des candidats indépendants un peu partout dans le pays.

Ces tendances ne portent que sur la moitié environ des circonscriptions, celles situées dans des quartiers blancs en général. Le dépouillement des bulletins a pris un retard considérable dans les cités noires, les plus peuplées. Il

commençait à peine, jeudi en fin de journée, par exemple, dans la majeure partie de Soweto, la grande township de Johannesburg (plus de 3 millions d'habitants). Ce retard s'explique par les difficultés rencontrées le jour du scrutin. Organisations comme électorales étaient en effet confrontées pour la première fois à un vote basé sur des listes et des circonscriptions électorales. Certains bureaux de vote ont ouvert avec retard et beaucoup ont fermé leurs portes après l'heure officielle de clôture.

« CHASSE AUX SORCIÈRES »

Soixante pour cent des électeurs enregistrés avaient fait le déplacement, d'après les estimations provisoires (un taux de participation bien inférieur aux 88 % des élections générales de l'année dernière). Ils ont dû, bien souvent, faire la queue plusieurs heures au soleil avant de pouvoir voter. Une partie d'entre eux ne savaient pas trop dans quel bureau électoral ils devaient aller. D'autres voulaient voter alors qu'ils n'étaient pas ins-

crits. Certains électeurs enfin s'étaient bien fait enregistrer mais n'apparaissent pas sur les listes. Mis à part ces cafouillages, le scrutin n'a connu aucun incident majeur. Certains groupes d'extrême droite avaient pourtant promis de faire parler d'eux à l'occasion de ces élections municipales. Une menace partiellement motivée par les poursuites judiciaires lancées contre toute une partie de la hiérarchie militaire du régime de l'apartheid : le général Magnus Malan, ancien ministre de la défense, et dix autres officiers supérieurs à la retraite. Pour l'extrême droite et l'aile conservatrice de la population blanche, ces poursuites judiciaires constituent une chasse aux sorcières inacceptable.

Ils sont accusés d'avoir participé à la mise en place d'un « escadron de la mort », un groupe paramilitaire responsable du massacre de treize personnes (des femmes et des enfants) dans une cité noire du KwaZulu-Natal en janvier 1987. Ce massacre visait un militant du

Front démocratique uni (UDF), proche de l'ANC, alors frappé d'interdiction. Cette opération s'inscrivait dans le cadre de la politique de déstabilisation des mouvements anti-apartheid menée par une partie de la police et de l'armée.

Tous ont comparu jeudi 2 novembre devant le tribunal régional de Durban, où ils ont été mis en état d'arrestation et libérés sous caution. Ils seront jugés le 1^{er} décembre. Le Parti national du vice-président Frederik De Klerk, comme le Front de la liberté de l'ancien chef d'état-major de l'armée, Constand Viljoen, demandent pour les accusés le bénéfice de l'amnistie prévue pour les crimes politiques. M. Viljoen a sollicité l'intervention du chef de l'Etat dans ce sens. Mais le président Mandela, à l'occasion de sa tournée dans les bureaux de vote mercredi, a indiqué qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir pour stopper les poursuites judiciaires.

Frédéric Chambon

La Libye justifie par la montée du chômage l'expulsion des travailleurs immigrés

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

C'est un miracle si le Fokker F-28 qui relie Syrte, au centre de la Libye, à Tobrouk, près de la frontière égyptienne, vole encore. Avec un Boeing 727, il est le dernier survivant de la flotte de la compagnie Libyan Airways. Si le bi-réacteur, vieux d'une vingtaine d'années, a réussi, une fois encore, à prendre l'air, c'est parce que d'autres avions ont été canibalisés pour récupérer les pièces de rechange qui manquent dramatiquement, depuis que la Libye est soumise à un embargo aérien imposé, en avril 1992, par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Se déplacer, ici, est devenu un véritable calvaire, les distances étant considérables : plus de 1 300 km entre Tripoli et Benghazi, la deuxième ville du pays. Aussi, pour la population, les Nations unies ne sont-elles pas en odeur de sainteté, et peu importe si l'embargo est dû au refus de Tripoli de livrer les auteurs présumés des attentats contre un avion de la Panam (270 morts, en décembre 1988, en Ecosse) et contre un appareil d'UTA (171 morts, en septembre 1989, au Niger). Il n'est donc pas étonnant que les autorités libyennes rejettent les problèmes auxquels doit faire face le pays sur les sanctions imposées par le Conseil de sécurité.

Le problème qui préoccupe de plus en plus les habitants est la montée spectaculaire du chômage. Nul ne sait quel en est le taux, mais il est clair qu'il frappe surtout les jeunes. Jusqu'à récemment, ces derniers avaient un travail garanti dans l'administration ou le secteur public. Mais les restrictions budgétaires ont nettement réduit les capacités de création d'emplois. Les jeunes doivent donc se tourner vers le secteur privé naissant. Mais ce dernier préfère engager des travailleurs étrangers, qui acceptent la moitié du salaire d'un Libyen : 200 dinars au lieu de 400.

Les travailleurs immigrés ayant été autorisés

à changer, en vue d'un transfert à l'étranger, 50 % de leur salaire, au taux officiel - 1 dinar pour 16,25 francs - lequel est douze fois supérieur au taux parallèle, un simple tour de passe-passe permettait des gains considérables. Mais c'est une catastrophe économique quand on sait que le nombre d'immigrés en Libye dépasse les deux millions.

Les autorités ont tenté d'y mettre un frein en réduisant la somme transférable à 40 % du salaire de ceux qui ont un contrat en bonne et due forme. Malgré les retards de plusieurs mois dans les versements, la mesure n'a pas eu beaucoup d'effets. Au printemps, les autorités ont donc décidé de limiter à 200 dinars la somme annuelle transférable au taux officiel par les travailleurs liés par un contrat local. Cette décision, qui a affecté l'élite - ingénieurs, médecins etc., - n'a pas découragé en revanche la majorité des travailleurs arabes et africains, pour lesquels les sommes transférées constituent un pécule.

« ÉTRANGERS INFILTRÉS »

Le mécontentement des chômeurs libyens a atteint un point tel que des agressions ont été commises contre des immigrés. Pour faire face aux désordres qui pouvaient naître de cette situation - il y a pratiquement un étranger pour deux Libyens - les Congrès populaires, qui sont l'équivalent du pouvoir législatif, ont décidé de prendre des mesures drastiques. Une loi a donc été adoptée, en juin, qui interdit à tous les travailleurs étrangers qui n'ont pas de contrat, de rester en Libye.

Dès juillet, l'exode, encouragé par les rafles des forces de l'ordre, a commencé. Les plus touchés ont sans doute été les Soudanais. On estime aujourd'hui que près de 40 000 sur 400 000 ont déjà quitté le pays. Le reflux des Égyptiens - ils sont 700 000 au total - est beaucoup moins sensible, compte tenu du souci de Tripoli de ne pas provoquer de tension avec le

Caire, son principal avocat et médiateur avec l'Occident. Mais ceux qui paieront le prix le plus fort sont les Africains, dont près d'un demi-million risquent d'être expulsés.

Le colonel Mouammar Kadhafi l'a encore répété à la fin octobre : « La Libye ne pourra pas se passer de la main-d'œuvre venue des pays voisins (...). Je pense que ces travailleurs reviendront un jour, mais d'une façon différente, car pour le moment ils travaillent sans autorisation, sans papiers d'identité, sans carte médicale, à cause des frontières ouvertes », a ajouté le dirigeant libyen.

Le départ des travailleurs immigrés ne résoudra pas pour autant les problèmes de la vie quotidienne, comme la dégradation de l'enseignement et des services de santé. Il ne jugulera pas non plus la hausse des prix. Avec des salaires compris entre 400 et 500 dinars, de moins en moins de Libyens arrivent à boucler les fins de mois, depuis qu'une bonne partie des subventions ont été supprimées.

Les parents ont fait l'amère expérience lors de la rentrée des classes, il y a un mois. Les prix des cahiers, pour ne citer qu'un exemple, ont quadruplé. Les jeunes diplômés, même ceux qui trouvent du travail, sont obligés de continuer à dépendre de leurs parents, faute de disposer des quelques dizaines de milliers de dinars indispensables pour trouver un appartement.

Il se pose donc plus à la plupart des jeunes chômeurs qu'à se rassembler aux coins des rues pour ruer le temps, en attendant les programmes de télévision, notamment des chaînes italiennes que l'on capte sans antenne parabolique. D'autres cherchent un refuge dans la religion. L'islamisme, même s'il ne constitue pas encore un danger du fait d'une répression sans merci, commence à se répandre. Le pouvoir montre du doigt les « étrangers infiltrés », raison de plus pour les expulsions.

Alexandre Buccianti

Une vision saoudienne de la guerre du Golfe

Le GÉNÉRAL Khaled a le nationalisme chatouilleux. Petit-fils du roi Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie saoudienne, et fils du prince Sultan, ministre saoudien de la défense depuis 1962 et troisième personnage du royaume, Khaled ben Sultan a exercé le commandement dans le Golfe, en 1990-1991, en parallèle avec le général américain Norman Schwarzkopf, contre l'agresseur irakien.

An nom de la souveraineté de son pays et de sa fierté d'être saoudien, il lui a tenu tête, comme il a résisté aux lobbies américains de l'armement du temps où il était responsable de l'achat de matériels modernes aux États-Unis. Pour autant, le général Khaled a beaucoup de mal à comprendre le nationalisme chez les autres : on témoignait ses aveux sur son « duel » - selon sa propre expres-

sion - avec le ministre français de la défense de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, et les États-majors français, qui ne voulaient pas se dissoudre dans une coalition menée par les Américains.

Avec *Guerrier du désert*, le général Khaled nous livre une somme ou plutôt, comme il l'admet lui-même, une « vision personnelle » de la guerre du Golfe, où rien ne nous est épargné de ses états d'âme. Dans cet ouvrage, souvent technique mais alerte, l'auteur convient que, cinq ans après, ce conflit ouvert par Saddam Hussein avec l'invasion du Koweït, garde encore tous ses mystères. En particulier, celui-ci : pourquoi les Irakiens se sont-ils retranchés dans Koweït, une fois l'émirat conquis, quand ils pouvaient bouculer la garde frontalière saoudienne et foncer sur Ryad ?

Le général Khaled n'hésite pas, par moments, à contredire ou rectifier le général Schwarzkopf, qui a déjà livré ses Mémoires, en 1992. Il est vrai que ni l'un ni l'autre ne cachent les difficultés que chacun

a rencontrées pour établir « un commandement parallèle » des opérations, et pour maintenir la cohésion d'une coalition dont certains membres ont fourni jusqu'à un demi-million d'hommes (les États-Unis) et d'autres se sont contentés de mettre cinq cents soldats - même pas équipés - à la disposition de Ryad.

EN PAYS CONQUIS

Les Américains dissimulaient à leurs alliés les renseignements qu'ils obtenaient par leurs propres moyens. Il a fallu inventer des règles, des procédures et des codifications, car rien n'existait, pour planifier des actions combinées au cas par cas. Le général Khaled explique, à ce propos, qu'il ne voulait pas - et le roi Fahd pas davantage - rééditer ce qui s'est passé au Vietnam ou en Corée, où le commandement américain s'était comporté comme en pays conquis.

Pour autant, le général Khaled n'aboutit pas les Français, et notamment leur ministre de la dé-

fense et leurs chefs militaires, d'avoir voulu se conduire pareillement - quand, par exemple, Jean-Pierre Chevènement et le général Maurice Schmitt, alors chef d'état-major des armées, ont tout fait, avant l'opération « Tempête du désert », pour conserver une relative autonomie d'appréciation face à la « machine » militaire américaine. « Je leur ai servi de cible », constate le général Khaled avec humour, tout en reconnaissant que la division Daguet, aux ordres du général Michel Roquejeoffre, a probablement été très efficace, par sa mobilité. Il note même le paradoxe suivant : c'est la division française qui est entrée la première et le plus en profondeur en territoire irakien, alors que, dit-il, M. Chevènement ne voulait pas la voir trop mêlée aux combats.

Jacques Isnard

★ *Guerrier du désert*, du général Khaled ben Sultan, en collaboration avec Patrice Seale, Hachette, 500 p., 129 F.

Le gouvernement veut réduire le budget des échanges franco-allemands

L'OFFICE franco-allemand pour la jeunesse (FOFA), est menacé par les restrictions budgétaires françaises. Alors que son conseil d'administration doit se réunir les 15 et 16 novembre, le ministre français de la jeunesse et des sports, dirigé par M. Guy Druet, veut réduire de 5 % sa contribution au budget de l'Office, qui s'élevait en 1995 à 70 millions de francs. Cette décision provoquerait automatiquement une réduction du même ordre de la part allemande. L'FOFA a été créé par le traité de l'Élysée, conclu en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer pour doter les relations franco-allemandes d'un cadre institutionnel. Il a été un instrument essentiel de la réconciliation franco-allemande. Plus de cinq millions de jeunes ont profité de ses programmes. Son action est souvent citée en exemple, notamment pour l'Europe de l'Est. Allemands et polonais ont créé un organisme du même type.

La position française a suscité beaucoup d'émotion en Allemagne. Les interventions de très nombreuses personnalités, dont le ministre des affaires étrangères et la présidente du Bundestag, ont conduit les responsables français, qui avaient prévu une réduction de 10 %, à amorcer une marche arrière.

Multiplication des accrochages meurtriers au Burundi

BUJUMBURA. Plus de 40 personnes ont été tuées mercredi 1^{er} novembre dans le nord du Burundi, quelques jours après le massacre de Tangara, qui a fait au moins 250 morts (Le Monde du 3 novembre), a indiqué la radio nationale, citant les forces de sécurité. Ces informations ont déclenché de violentes émeutes dans la capitale, Bujumbura, où cohabitent Hutus et Tutsis. Cinq personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées au cours d'affrontements dans la nuit de mercredi à jeudi, dans le quartier de Buyenzi. Le président burundais, Sylvestre Ntibunganya, en visite à Paris, a estimé jeudi que son pays était « à même de réunir tous les moyens pour éviter une catastrophe du type rwandais ». Il a insisté sur la nécessité d'ouvrir les forces de sécurité à toutes les composantes de la population burundaise. L'armée et la police sont contrôlées par la minorité tutsie. - (AFP, Reuters.)

AFRIQUE

■ **BÉNIN** : un « complot » était « en préparation depuis quatre mois », a annoncé jeudi 2 novembre le quotidien gouvernemental *La Nation* publié à Cotonou. Le quotidien fait état d'une vingtaine d'arrestations, « notamment des militaires ». Le journal ajoute que pour le gouvernement il ne s'agit que de « rumeurs visant à terroriser l'État du sommet de la Francophonie » prévu du 2 au 4 décembre à Cotonou. - (AFP)

■ **TANZANIE** : les premières élections générales multipartites, organisées dimanche 29 octobre, ont été entachées d'irrégularités, ont affirmé jeudi 2 novembre les observateurs des Nations unies. La Haute Cour tanzanienne a annoncé le même jour qu'elle examinerait à partir de vendredi la requête déposée par les dix partis d'opposition, demandant l'annulation de ces élections dont le parti au pouvoir est sorti vainqueur. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CUBA** : pour la quatrième année consécutive, une majorité de pays (117 voix contre 38) s'est prononcée, jeudi 2 novembre, pour la levée de l'embargo économique américain contre Cuba, lors de l'Assemblée générale de l'ONU. L'an dernier, 101 pays avaient voté en faveur d'une résolution semblable. - (AFP)

■ **ARGENTINE** : la Cour suprême a accepté, jeudi 2 novembre, l'extradition vers l'Italie, du nazi Erich Priebke, où il devra être jugé pour crimes contre l'humanité. Cet ancien capitaine SS, réfugié en Argentine depuis 1948, a reconnu son implication dans le massacre de 335 otages italiens, près de Rome, le 22 mars 1944. - (AFP, Reuters.)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE** : le gouvernement de Bonn a condamné, jeudi 2 novembre, les critiques formulées par plusieurs dirigeants du SPD vis-à-vis de l'Union économique et monétaire (UEM) européenne. Après Rudolf Scharping et Gerhard Schröder, le vice-président du SPD, Oskar Lafontaine, avait réclamé des améliorations au traité de Maastricht, disant qu'on ne pouvait pas « bricoler n'importe quelle monnaie unique » sans une concertation plus forte des pays membres de l'UEM en termes de politique économique, budgétaire, et sociale. - (Correspondant)

■ **UKRAINE** : les autorités de Kiev et les experts du G7 ont conclu, jeudi 2 novembre à Kiev, deux jours de négociations sur le financement de la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl sans parvenir à un communiqué final. Le délai pour parvenir à une entente pourrait être repoussé de la fin du mois de novembre à la fin de l'année, ont annoncé des représentants des deux parties. - (Reuters)

■ **CRIMÉE** : dix des quatorze députés tatars (Ukraine) ont entamé, jeudi 2 novembre, une grève de la faim illimitée pour protester contre l'adoption de la nouvelle Constitution de Crimée, mercredi, qui supprime le quota de parlementaires réservés aux minorités nationales (Le Monde du 2 novembre). - (AFP)

■ **LESTONIE** : Riga est prête à négocier « à tout moment avec la Lituanie pour définir le tracé des frontières maritimes », a annoncé, jeudi 2 novembre, un porte-parole du ministère letton des affaires étrangères, à la suite du différend entre les deux gouvernements, concernant l'exploration pétrolière sur les côtes de la Baltique. - (AFP)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE** : le président Liamine Zerrouk s'est engagé, jeudi 2 novembre, à Tlemcen, dans l'ouest du pays, lors de la première réunion publique de sa campagne électorale, à combattre le terrorisme « jusqu'à son éradication », tout en promettant la clémence aux maquisards islamistes qui renonceraient à la violence. De son côté, le candidat du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, a appelé, jeudi, à Tizi Ouzou (Kabylie), à « l'union des patriotes » contre M. Zerrouk, « candidat du régime », et contre Mahfoud Nahhal, président du Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas), « candidat des islamistes ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **OLP** : le bureau de l'Organisation à Washington « va devoir cesser ses activités », a annoncé, jeudi 2 novembre, le département d'État, au lendemain de l'expiration du programme d'assistance aux Palestiniens. Pour continuer leur aide, les États-Unis avaient besoin d'une prolongation de la loi sur l'aide à la paix au Proche-Orient, mais cette prorogation est empêchée par des divergences sur l'avancement, de nombreux élus étant opposés au versement de toute assistance à des pays ou des organisations favorisant l'interdiction de grossesse. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : l'activité économique a continué de connaître « une croissance modérée », quoique « parfois à un rythme plus lent », ces derniers mois, indique le Livre beige de la Réserve fédérale (Fed) publié mercredi 1^{er} novembre. La prochaine réunion du comité de l'open-market de la Fed, qui décide de la politique monétaire, se tient le 15 novembre et il y a peu de raisons pour la Fed baisse ses taux, estiment les analystes. Au troisième trimestre, le PIB a fait un bond de 4,2 %, sans poussée d'inflation. - (AFP)

■ **LES EFFORTS pour ramener l'équilibre du budget américain « ne sont qu'un premier pas » et il « faut penser sérieusement à créer un excédent budgétaire au début du siècle prochain » en raison de l'évolution démographique, a déclaré jeudi 2 novembre le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. Il s'est dit « optimiste » sur un accord entre le président et le Congrès sur un équilibre du budget. - (AFP)**

■ **RUSSIE** : le taux d'inflation pour le mois d'octobre devrait s'établir à 4,9 %, soit 0,4 % de plus que celui de septembre, a indiqué mercredi le ministre russe de l'économie, Evgueni Yassine, cité par l'agence Interfax. - (AFP)

AGRICULTURE Jacques Chirac doit se rendre, lundi 6 novembre, à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), et y prononcer un discours à l'occasion de la signature de la

« charte nationale de l'installation » entre Alain Juppé et Christiane Lambert, présidente du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Des mesures sont prévues pour alléger

les charges des nouveaux exploitants. ● PHILIPPE VASSEUR, ministre de l'agriculture, veut parvenir à compenser progressivement chaque départ en retraite par une installa-

tion nouvelle. ● LES PRODUCTEURS de blé du Bassin parisien ont accueilli avec satisfaction la baisse à 10 % du taux de jachère décidée par les Quinze. ● L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté jeudi le projet de budget du ministère de l'agri-

culture. Il s'élève à 35,4 milliards de francs, hors pêche (lire notre éditorial page 12).

Le gouvernement courtise les nouvelles générations agricoles

M. Chirac veut valoriser la place des paysans dans la nation lors de la signature, le 6 novembre, d'une charte nationale entre le Centre national des jeunes agriculteurs et le premier ministre. En première lecture, le budget de l'agriculture, en légère diminution, a été adopté

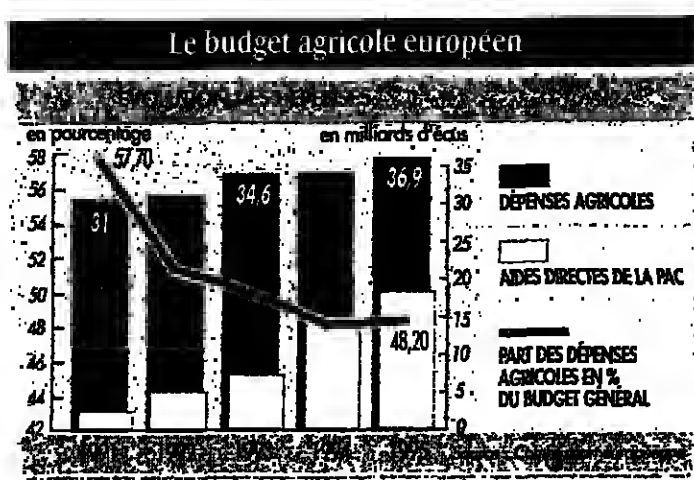
LE GOUVERNEMENT précédent, celui d'Edouard Balladur, ne les avait pas mal traités : une négociation, en fin de course, des accords du GATT qui a relativement limité les dégâts, une loi de modernisation, des services de Bercy compréhensifs, un cadre juridique tracé pour la reconquête des zones rurales les plus fragiles. Avec Jacques Chirac, ancien ministre de l'agriculture maintenant à l'Elysée, les paysans - qui, en majorité, lui gardent un attachement presque affectif - ne devraient guère se faire de souci pour l'avenir, bien au contraire.

Malgré les difficultés des temps et les sacrifices demandés, « leur » budget pour 1996 est quasi reconduit, tandis que les versements européens augmentent. La France a obtenu de ses partenaires de l'UE, fin septembre, une réduction appréciable du taux de jachère. Les rendez-vous majeurs sont déjà fixés. Le rite de la salennelle « conférence annuelle », ouvert en 1971 et interrompu en 1988, va reprendre en décembre. Et lundi 6 novembre dans le Pas-de-Calais, sur les terres du ministère de l'agriculture Philippe Vasseur, maire de Saint-Pol-sur-Ternoise, sera signée la « charte nationale pour l'installation des jeunes en agriculture » par Christiane Lambert, présidente du CNJA, et Alain Juppé. Jacques Chirac sera là et prononcera un

discours, pour souligner que les agriculteurs « font partie des forces vives qui produisent et investissent » et qu'un contrat doit lier la « nation à son agriculture ».

Dans un livre récent, corrosif et enlevé (*Quand une jacquerie finit à l'Elysée*, 172 p., 85 francs, Calmann-Lévy, octobre 1995), Michel Leblanc, ancien vice-président du CNJA, aujourd'hui membre du PS, avance un jugement sans appel : « Avec l'avènement de Jacques Chirac à l'Elysée, nous assistons au socle des relations incestueuses entre l'Etat agricole et l'Etat tout court. Les scènes de ménage, les inévitables levées de boucliers, ne doivent pas faire illusion : ces deux partenaires se trompent à tire-larigot : ils ne divorcent jamais. »

Les questions agricoles sont devenues autant culturelles, sociétales et subjectives qu'économiques. L'avenir du monde rural et de son patrimoine dépasse la seule activité de production agricole. Le nombre d'exploitants continue de baisser au rythme de 3 à 4 % par an et beaucoup de citadins rêvent que les paysans deviennent des jardiniers de l'espace, alors que ces derniers, eux, cherchent à s'affirmer comme des chefs d'entreprise performants. Et la France reste de loin - nul diplomate ou ministre ne l'ignore - la première puissance agricole et agroalimentaire de l'UE. Mais dans ce secteur comme



Malgré l'augmentation en valeur absolue, la part des dépenses agricoles dans le budget européen a considérablement diminué depuis 1991.

dans d'autres il n'est de richesse que d'hommes. Sans renouvellement des chefs d'exploitation et des salariés, l'agriculture pourra rester « gagnante » en termes de commerce extérieur, mais ce sera sur des territoires abstraits et désertifiés, comme c'est le cas dans certaines contrées défavorisées du Massif Central ainsi que dans des régions riches comme la Beauce ou la Champagne. D'où l'importance de la relance d'une politique volontariste d'installation, véritable cheval de bataille du CNJA et de Phi-

lippe Vasseur, dont l'un des conseillers, précisément, est un ancien cadre dirigeant du CNJA.

TRANSPARENCE

Mais le vivier des familles agricoles elles-mêmes ne suffira pas pour assurer le renouvellement des producteurs. Si l'on veut, à l'horizon 2005-2010 que s'est fixé Philippe Vasseur (l'an 2000, préfère pour sa part Christiane Lambert), parvenir à une installation nouvelle pour un départ de paysan âgé, il faudra faire appel pour 20 à 30 % à

l'« extérieur » : à des jeunes, donc, originaires d'autres catégories socio-professionnelles ou à des personnes qui, enfants ou proches de paysans, ont d'abord opté pour d'autres voies et voudraient - enorgueillir de l'élevage ou de la culture. Ce sera l'objet de l'opération déjà baptisée Pivoine (Programme d'insertion et de valorisation des opportunités pour l'installation de nouveaux exploitants), appuyée sur les financements de l'Etat et des collectivités locales. Les statistiques recensent 740 000 exploitants aujourd'hui, le but - le pari - étant de stabiliser leur nombre à 550 000 dans dix ans.

C'est possible et souhaitable, assurent maintenant, avec un unanimité parfois contrainte, la majorité des responsables professionnels. Une étude officielle montre que 80 % des agriculteurs installés depuis vingt ans sont satisfaits de leurs conditions d'existence. Au bout de cinq ans, 95 % des jeunes affirment que leur démarche a été une réussite, alors que dans les autres secteurs ce taux n'atteint que 50 % après trois ans. Et un emploi créé en agriculture induit en moyenne trois emplois dans les communes rurales voisines.

« C'est en attirant vers l'agriculture des jeunes de tous les milieux que nous garderons notre force poli-

tique et notre légitimité vis-à-vis du reste de la société », analyse Jean-François Hervieu, président de l'Assemblée des chambres d'agriculture. La Confédération paysanne (située à gauche) veut, elle aussi, une vigoureuse politique d'installation. Mais elle demande qu'au préalable soient plafonnées les aides publiques, en fonction des revenus et du maximum de personnes actives et arrêtées la « pernicieuse logique de la concentration et de l'intensification. »

Plafonnement, mais aussi assainissement, transparence et nécessaire élagage des structures. Innombrables restent en effet les organismes divers, publics, parapublics, associatifs ou professionnels qui se maintiennent ou prospèrent à corps de subventions nationales, régionales, européennes ou de taxes parafiscales. Ce fourmillement opaque est pour le moins paradoxal, alors que le nombre d'agriculteurs continue et continuera à baisser. Il risque de rebouter des candidats à l'installation si leur futur métier leur apparaît administré et encadré à l'excès. Tâche ardue pourtant que d'y mettre bon ordre, car il faudrait s'attaquer à de redoutables lobbies.

F. Gr.

Les députés ont adopté un budget amputé de 70 millions de francs

IL EST dans la discussion budgétaire des moeurs solides, copieuses. Les crédits de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, soumis à l'Assemblée nationale jeudi 2 novembre, font naturellement partie de ces plats de résistance : outre les amendements d'économie proposés par la commission des finances, la charte d'installation des jeunes agriculteurs, mais aussi les rapports des producteurs avec la grande distribution ont monopolisé les débats.

Depuis le début de la session budgétaire, nombreux sont les élus qui se font l'écho d'un vif sentiment anti-grande distribution. L'examen des crédits du ministère des PME, du commerce et de l'artisanat avait déjà donné lieu, la semaine dernière, à une première offensive sérieuse.

Cette fois, c'est au nom des pêcheurs ou des petits producteurs agricoles, « épinglés » par les pratiques commerciales des chaînes d'hypermarchés, que les attaques ont été portées. Le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, a indiqué

que le projet gouvernemental de réforme de l'ordonnance de 1986 sur le commerce, actuellement en préparation, « devrait permettre aux producteurs (...) de s'organiser », en précisant que la législation sur la vente à perte, « insuffisante », sera renforcée.

L'installation des jeunes agriculteurs, on le sait, a été hissée par M. Vasseur au rang de priorité numéro un de son ministère, devant l'allègement des charges, la promotion de la chaîne agroalimentaire, la modernisation de la filière pêche, l'utilisation de l'espace agricole et forestier, l'investissement.

ALLÈGEMENTS FISCAUX

La charte nationale qui doit être signée lundi sera soumise au Parlement, a précisé le ministre, en indiquant qu'elle intégrerait plusieurs allègements fiscaux en faveur des jeunes agriculteurs. M. Vasseur s'est refusé à toute indication sur les moyens financiers mobilisés dans le cadre de cette charte.

Dans le budget 1996, les crédits consacrés à la dotation aux jeunes agriculteurs sont de 645 millions de francs. Restaient les coupes prévues par la commission des finances. Dans le cadre du plan d'économies de 2 milliards de francs, celle-ci a défendu une série d'amendements visant à récupérer un peu moins de 165 millions de francs.

Les députés ont finalement adopté les crédits de l'agriculture, soit 35,4 milliards de francs (hors pêche), avec trois amendements de réduction des dépenses, d'un montant total de 70 millions.

Doivent ainsi être récupérés 50 millions sur la subvention de fonctionnement du Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), 10 millions sur les dépenses de fonctionnement courant du ministère, 5 millions sur les subventions aux sociétés d'aménagement rural et 5 millions sur les crédits consacrés à la valorisation de la production agricole.

C. M.

En Eure-et-Loir, la jachère n'émue pas les « seigneurs du blé »

VILLIERS-THIMERT

de notre envoyé spécial

Que de casquettes professionnelles ! Dans sa demeure cossue qu'encadre un corps de ferme imposant, Jean-Jacques Vorimore étale ses cartes de visite : président de la coopérative agricole de la région drouaise (CARD), président d'une coopérative exploitant de gigantesques silos portuaires à Rouen, secrétaire général de l'Association générale des producteurs de blé... Il revient d'une réunion internationale à Lisbonne avec des collègues européens, le secrétaire d'Etat américain à l'agriculture et les chefs du très influent lobby d'outre-Atlantique l'American Farm Bureau. On l'attend en Argentine. Du blé, il connaît l'économie, les maladies, la civilisation, mieux qu'un lapin son terrier.

Cette partie nord de l'Eure-et-Loir est aux céréales ce que le Libournais est aux vins les plus illustres. L'osmose des gens et des terres se perpétue avec les générations. Des rendements de 80 à 85 quintaux à l'hectare ne sont pas rares. Même si, « pour trouver le fin du fin, il faut aller au sud de Chartres, où le sous-sol crayeux est recouvert de limon ». Depuis trente ans, il exploite quelque 140 hectares, « une surface dans la norme pour ici », dont les deux tiers semés en blé tendre. La campagne 1994-1995 a été fructueuse et rémunératrice. La prochaine, avec un taux de jachère ramené de 18,3 % à 10 %, promet d'être, évidemment, bien meilleure encore.

« La jachère, on connaît, mon grand-père en faisait, ce qui ne veut pas dire que le sol n'était pas entretenu. Depuis la fin de 1992, c'est devenu un moyen de maîtriser les volumes, et, pour moi, je ne trouve pas que ce soit un mauvais système. » Les agriculteurs y avaient été préparés, puisque dès 1991 ils pouvaient faire de la jachère culturale, avec indemnisation à la clé. « Le grave traumatisme est venu du fait qu'avec la réforme de la politique agricole commune de mai 1992 le gel est devenu obligatoire », explique-t-il. Fixé à 10 % et trois ans à 2 300 francs l'hectare, le taux d'indemnisation a été révisé en 1993 à 2 900 francs dans les zones où le rendement est le

meilleur, et l'Eure-et-Loir en fait partie. Sur les hectares soustraits à la production, il sèmera dans quelques mois du trèfle, « une bonne plante qui prépare avantageusement le sol à recevoir du blé l'année prochaine ». Autre utilisation : la « jachère faunistique ». Il s'agit de créer, en lisière des bois, un couvert végétal permettant la nidification des oiseaux : « Ici, la chose est un loisir et un art qu'il faut préserver. Dans ce but, Bruxelles me donne 200 francs par hectare. »

INDEMNISATIONS « CORRECTES »

A l'indemnisation des hectares gelés s'ajoutent les primes européennes qui, depuis 1993, compensent les baisses des prix garantis. L'hectare planté en oléagineux « rapporte » à l'exploitant environ 3 500 francs, avec une modulation en fonction du cours mondial. Le blé, lui, est indemnisé 2 300 francs, un niveau qui ne variera pas l'an prochain, « mais qui est correct ». D'autant plus correct que le cours mondial du blé - celui qui détermine les recettes de vente effectives - a doublé depuis trois ans. Résultat : les céréaliers gagnent sur les deux tableaux avec des primes compensatoires convenables et payées rubis sur l'ongle, et des prix de vente qui s'envolent.

Dans ce bassin parisien plantureux, on entend davantage parler « prix » qu'« hommes ». Pour 5 000 exploitants en Eure-et-Loir, on ne dénombre qu'une cinquantaine d'installations par an. Avec ses trois associés pour 350 hectares, Jean-Jacques Vorimore n'emploie que trois personnes à temps plein, dont son épouse pour la comptabilité. « Nos exploitations doivent impérativement rester compétitives sur le marché mondial. Les frontières de l'Europe ne se fermeront pas. La prospérité d'aujourd'hui est un gage d'avenir. »

Le doigt pointé vers l'est, il montre la bourgade d'Ecublé, à trois kilomètres à peine : la coordination rurale, qui voulait faire le blocus de Paris en juin 1992 pour dénoncer la « politique européenne sclérotée », y avait établi son quartier général. « Il y avait de mes amis parmi eux. Ils se sont fourvoyés. Ce fut une erreur de l'histoire. »

F. Gr.

Christiane Lambert, présidente du CNJA

« Une installation pour un départ en l'an 2000, ce n'est pas utopique »

« Pourquoi signer une charte avec Alain Juppé et pourquoi maintenant ? »

« Dans la loi de modernisation du 1^{er} février 1995, la politique volontariste d'installation est clairement énoncée comme une priorité. C'est donc déjà pour nous une victoire politique. Le document qui sera signé le 6 novembre en est la concrétisation à travers un contrat solennel. On parlait d'un constat dramatique fait en 1992 : 43 600 départs d'agriculteurs, seulement 8 000 installations nouvelles. L'année suivante, la mise en œuvre d'un système incitatif aux préretraites a encore accentué ce décrochage statistique catastrophique. Si vous ajoutez, à l'époque, les craintes suscitées par la réforme de la politique agricole commune (PAC) et les accords du GATT, vous ne comptiez plus les gens qui disaient « j'arrête le métier » ou bien « je ne suis pas assez fou pour me lancer là-dedans ! ».

« Depuis que vous avez été élue à la présidence du CNJA en juin 1994, l'installation est donc votre « credo »... »

« Et même mon obsession ! Je dis : les paysans ont plus besoin de voisins que d'hectares. Les hommes sont le sang de l'agriculture. Beaucoup nous ont critiqués et traités d'utopiques. Ils di-



CHRISTIANE LAMBERT

« Il y avait déjà des dispositions concrètes dans la loi Puchet... »

« Oui, des dispositions et des orientations. Par exemple quand des quotas de lait se libèrent suite à un départ dans le Puy-de-Dôme, ces quotas ne peuvent pas être repris par un agriculteur de l'Eure. C'est ce qu'on appelle la gestion territorialisée des volumes et c'est une bonne chose pour maintenir un équilibre géographique. Autre mesure : l'allègement de l'impôt foncier non bâti pendant cinq ans. Je vous citerai encore un exemple d'orientation judicieuse : il faut que les terres libérées par un départ servent d'abord à installer un jeune, plutôt que de permettre à un agriculteur déjà en place de s'agrandir. Mais sur ce dernier point, il y a encore bien des progrès à faire, puisque 35 % seulement du foncier libéré sert aujourd'hui à une installation nouvelle. »

« Vous préparez cette charte depuis près de deux ans. Pourquoi ne pas l'avoir signée avec le gouvernement Balladur ? »

« Nous ne voulions pas d'un texte bâclé ou insipide. Jean Puech, prédécesseur de Philippe Vasseur, aurait bien voulu la signer avant son départ de la rue de Varenne, mais il a reconnu que le temps lui manquait. Et nous vou-

lions que cette charte soit l'expression d'un vaste mouvement d'adhésion de la base, je dirai d'un consensus populaire paysan ». Il faudra ensuite décliner le texte national dans chaque département.

« Quel sera le contenu financier de la charte ? »

« Nous n'avons pas que la revendication financière à la bouche. Nous préférons des mesures structurelles qui ont un effet à long terme. Mais le CNJA a deux requêtes prioritaires : la revalorisation à 900 000 francs du prêt global d'installation (au lieu de 650 000 francs aujourd'hui), la mise en place d'un fonds national de garantie, avec l'aide de toutes les banques, pour faciliter les projets qui risquent d'achopper lorsque les cautions familiales exigées par les banquiers font défaut. »

« En définitive le métier agricole n'est pas mort ? »

« Disons les métiers ruraux, ça forme un tout. Notre pari, c'est une installation pour un départ en l'an 2000. C'est possible car le rythme des départs, vu la pyramide des âges, va se ralentir et le monde agricole s'ouvre sur l'extérieur. »

Propos recueillis par François Grosrichard

صوتنا من الداخل

150

Le maire Front national d'Orange envisage un référendum sur la « préférence nationale »

Les associations locales ne semblent pas émuës par ce projet de plébiscite

Après les remontrances de Jean-Marie Le Pen, invitant les maires du Front national à mettre en pratique le programme de leur parti, Jacques

Bompard, nouveau maire d'Orange (Vaucluse), a annoncé un référendum d'initiative populaire sur la « préférence nationale ». Cette annonce

médiatique ne semble pas émouvoir outre mesure les associations locales, bien que certaines redoutent une tentative de plébiscite.

AVIGNON

De retour dans sa ville d'Orange, le maire Front national, Jacques Bompard, n'a pas tardé à annoncer la couleur. Il est aux ordres, du moins médiatiquement. Jean-Marie Le Pen a vertement tancé, lundi 30 octobre, les trois membres de son mouvement élus à la tête de municipalités en juin, leur intimant l'ordre d'appliquer le programme du parti, à savoir notamment la « préférence nationale ». Obéissant, M. Bompard, après avoir commencé par expliquer que les recommandations nationales ne le touchaient pas directement puisqu'il applique déjà ce programme, a donc lancé l'idée d'organiser un référendum d'initiative populaire sur la « préférence nationale ».

Mais cette annonce inédite n'émeut pas vraiment les associations orangeoises. « Ça ne changerait rien pour les jeunes. Ils n'attendent plus rien ni de la mairie ni

d'ailleurs. Cette éventuelle consultation ne les concerne pas », explique, ainsi, Frédéric Gallot, un éducateur spécialisé qui, dans le quartier Fourcheville, au sein de l'association Les Petits Gâtes, s'occupe du soutien scolaire des jeunes âgés de treize à vingt-cinq ans.

LA « PRÉFÉRENCE ORANGEOISE »

Il ne croit pas à cette idée de référendum, faisant remarquer : « Ici dans le quartier, c'est le je-m'en-foutisme qui règne. D'ailleurs, un référendum populaire, ils ne savent même pas ce que cela veut dire. »

C'est pourtant dans ce quartier populaire de HLM que Jacques Bompard a fait son meilleur score aux élections municipales (près de 40 %), des jeunes d'origine maghrébine ayant même voté pour lui. Ses adversaires ne sont pas plus écoutés : récemment, un envoyé spécial de SOS-Racisme a fait chion blanc dans le quartier, personne ne venant au rendez-vous, pourtant annoncé à l'avance.

Localement, jusqu'à présent, M. Bompard en était pourtant resté à la « préférence orangeoise ». Il expliquait : « Il est évident qu'on va d'abord réserver les aides aux Français, puis aux étrangers en situation régulière. Mais, compte tenu de la situation financière de la ville, je ne vois pas comment on pourrait faire autrement. On ne peut être Orangeois que si on est en situation régulière. »

L'annonce d'un référendum ne surprend pas Michel Crumière, président de l'association Faire face, proche de l'ancien maire socialiste, Alain Labé : « De la préférence orangeoise on passe à la préférence nationale. C'est la même chose pour le Front national. On était à peu près certain qu'il finirait par l'appliquer. » Cet opposant n'a jamais cru au credo de M. Bompard (« Je laisse ma casquette Front national à la porte de la mairie. »).

Pour autant, M. Crumière doute que le maire d'Orange mette véritablement en application sa der-

nière annonce : « Ou alors c'est qu'il recherche un plébiscite pour asseoir et conforter sa légitimité, mais ça m'étonnerait qu'il gagne sur ce terrain. Il ne faut pas oublier qu'il ne représente que 35 % des électeurs. » M. Bompard a en effet été élu au second tour grâce à une triangulaire où il a devancé de moins de 100 voix la liste de gauche, celle de la droite parlementaire s'étant maintenue.

Le président de l'OPAR (Orange prévention, accueil, réinsertion), Pierre Estève, s'interroge aussi : « Un référendum pour dire quoi ? Si vous demandez aux Orangeois s'ils sont pour la préférence nationale, ils diront oui. Mais elle existe déjà. En revanche, si vous leur précisez que la préférence nationale, c'est ne rien donner aux malheureux parce qu'ils sont étrangers, pas d'allocations familiales aux étrangers parce qu'ils sont étrangers, alors là, le résultat peut être différent. »

Monique Glasberg

La crise de confiance semble confirmée par les sondages

L'EFFONDREMENT de la cote de confiance de Jacques Chirac et d'Alain Juppé se poursuit, selon le dernier baromètre mensuel Sofres, réalisé du 24 au 26 octobre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes, et publié par le Figaro Magazine du 4 novembre. 61 % des personnes interrogées disent ne pas faire confiance au président de la République « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement », soit une hausse de 4 points par rapport à octobre, et 64 % ne font pas confiance au premier ministre (+7 points). Depuis le mois de juin, la proportion des Français qui ne font pas confiance à M. Chirac a augmenté de 29 points. La hausse est de 38 points pour M. Juppé. D'une manière générale, 76 % des personnes interrogées estiment que « les choses ont tendance à aller plus mal », contre 5 % qui jugent qu'elles s'améliorent. Enfin, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, suscite une attente croissante et se retrouve, hormis l'indéfectible Jacques Delors, très largement en tête des personnalités politiques, avec 57 % d'opinions favorables.

Une guerre d'usure autour de la carrière de Vingrau

DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX de Vingrau (Pyrénées-orientales) ont rejoint, mercredi 1^{er} novembre, le maire écologiste Claude Bazinet, qui a entamé, lundi, une grève de la faim pour protester contre l'extension d'une carrière de carbonate de calcium sur sa commune. Cette carrière est située près d'un vignoble AOC et du lieu de nidification d'un des derniers couples d'aigles de Bonelli de la région, espèce protégée en Europe. Des espèces florales, également protégées, sont aussi présentes. Le maire proteste, en outre, contre l'évacuation musclée par les gendarmes, jeudi, d'une cinquantaine de personnes qui occupaient depuis une semaine le site de la nouvelle carrière. Un arrêté ministériel du 17 octobre autorise la poursuite des travaux interrompus depuis la fin 1994. — (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ AMENDEMENTS : Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a annoncé, jeudi 2 novembre, à l'issue d'une réunion à Matignon consacrée aux moyens extérieurs de l'Etat, que le gouvernement « proposerait à l'Assemblée nationale, au terme de l'examen de la seconde partie » du projet de budget 1996, « des amendements » permettant de trouver les 2 milliards de francs d'économies supplémentaires votés par les députés.

■ BUDGET : la commission de la défense de l'Assemblée nationale s'est prononcée à l'unanimité, jeudi 2 novembre, contre deux amendements de la commission des finances visant à amputer de plusieurs centaines de millions de francs les crédits du ministère de la défense pour 1996. Après avoir exprimé son « étonnement » quant à la « brutalité » des réductions budgétaires, Jacques Boyon (RPR), président de la commission, a reproché à la commission des finances de « proposer, sans véritable étude préalable, des réductions aveugles ».

■ TAUX D'INTERÊT : la Banque de France pourrait décider de nouvelles baisses. C'est ce qu'a laissé entendre, jeudi 2 novembre, sur France 3, le gouverneur de la Banque, Jean-Claude Trichet, qui s'est félicité d'un « mouvement de confiance » des marchés financiers envers l'économie française et du franc. Il a indiqué que l'institut d'émission entendait « accompagner » cette tendance. Il a assuré qu'il n'y avait « aucun problème, ni aucune polémique entre le gouvernement et la Banque ».

■ BALLADURISME : l'ancien premier ministre, Edouard Balladur, s'est réjoui, jeudi 2 novembre, sur RTL, que le président de la République, Jacques Chirac, fasse « enfin » du « balladurisme ». Evoquant l'actuel débat budgétaire, il a déclaré : « Je suis très frappé d'une chose. Le déficit du budget de l'Etat est considérable. L'Assemblée propose 4 milliards d'économies, on lui dit : c'est trop. Elle en propose 2, on n'y arrive pas encore. » Il s'est demandé « comment on va réduire les déficits publics si on arrive pas à réduire les dépenses ».

■ MOBILISATION : la CFDT participera, de façon décentralisée, le 14 novembre, au « temps fort de la mobilisation », décidé mardi par huit organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FEN, FSU) sur l'avenir de la Sécurité sociale. Les unions départementales et régionales « décideront des meilleures modalités d'action », a expliqué Jean-René Masson, secrétaire national de la CFDT, en précisant que, « dans un grand nombre d'endroits, cela sera unitaire ».

■ EXPLOSION : Pierre Poujade, chef de file des commerçants dans les années 1950, a assuré, jeudi 2 novembre, après la récente émeute de commerçants à Bordeaux, que, « aujourd'hui, tous les ingrédients de l'explosion sont réunis » et qu'« il n'y a plus de recours miracle ». Jacques Chirac est condamné à choisir entre le peuple et le système pourri », a-t-il déclaré dans un communiqué.

L'extrême droite a gagné des voix dans l'électorat socialiste

LA POUSSÉE imprévue du vote en faveur de Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle (15 % des suffrages exprimés, 195 244 voix de plus qu'en 1988), puis lors des élections municipales (plus de 8 % des suffrages exprimés dans 108 villes de plus de 30 000 habitants et trois victoires frontistes à Toulon, Orange et Marignane) est actuellement au centre de nombreuses études menées par des chercheurs d'horizons divers. Parmi elles, celle de Pascal Perrineau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et particulièrement intéressante. Elle confirme et démontre ce que l'analyse rapide des résultats aux élections de 1995 laissait entendre : « La dynamique du vote Le Pen : le poids du gauchisme » dans la progression du lepénisme dans les couches populaires et plus précisément au sein de l'électorat socialiste.

Les travaux de M. Perrineau, poussés jusqu'à l'observation des votes aux cantonales avec comparaison des résultats depuis 1988 et appuyés par des sondages post-électoraux, font ressortir une double logique, sociale et politique, dans l'implantation électorale du FN.

L'aspect social apparaît nettement dans l'évolution géographique du vote frontiste. Si la carte lepéniste déjà dessinée lors de l'élection présidentielle de 1988 se confirme, avec ses bastions à l'est d'une ligne Le Havre-Perpignan et essentiellement dans les grandes métropoles urbaines, à forte concentration d'immigrés, elle montre de fortes poussées géographiques le long d'un axe allant de l'Eure au Rhin, en passant par la Seine-Maritime, l'Oise, le Nord, l'Alsace, les Ardennes, la Meuse, la Marne, l'Aube, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle et les Vosges, ainsi que dans les départements de la Loire, du Rhône, de l'Ain et de la Savoie.

Ce sont des départements touchés par la destruction industrielle des années 70-80 : « Des terres

souvent populaires atteintes de plein fouet par la crise économique et sociale, la crise urbaine » où, note M. Perrineau, « la fracture sociale a peu à peu débouché sur une véritable fracture politique ».

A titre d'exemple, les résultats (entre 25 et 30 % des suffrages exprimés) recueillis par le FN lors de la présidentielle dans des villes frontistes touchées par la crise comme Toulouse, Saint-Dizier, Tournon, Le Chambon-Fenguerolles, Saint-Priest, etc. : « Toutes ces communes ouvrières de vieille industrie semblent avoir craqué socialement et politiquement. Le chômage de longue durée, les difficultés de la vie dans des quartiers connaissant de véritables processus de

En fait, Pascal Perrineau va même plus loin, il assure que « la dynamique lepéniste n'est plus articulée sur la présence étrangère, elle l'est, fortement, sur la présence ouvrière ». Ce qui l'amène à préciser que, « pour la première fois de son histoire, un courant d'extrême droite connaît en France un véritable enracinement populaire ».

Après avoir connu dans les années 1984-1986 une poussée parmi les commerçants et travailleurs indépendants, puis dans les années 1988-1989 une percée du côté des artisans, l'extrême droite des années 1990 gagne du terrain du côté des hommes, des jeunes, des ouvriers et des employés (30 % d'ouvriers, 25 %

Les points d'ancrage traditionnels

Dans les départements bordant la Méditerranée (Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Gard), Jean-Marie Le Pen et les candidats du FN continuent de recueillir des scores élevés mais perdent cependant des électeurs pour des raisons que Pascal Perrineau n'explique pas. Il met à part l'Alsace — pourtant une région à forte poussée lepéniste —, où « le terrain du malaise des couches populaires confrontées à la question de l'immigration et du problème de l'insécurité n'est pas décisif ».

« Dans une période où la défense des valeurs traditionnelles véhiculées par Jean-Marie Le Pen rencontre un écho de plus en plus large dans la société française, un certain modèle culturel alsacien conservateur, voire réactionnaire, articulé autour des notions d'ordre, de travail, d'autorité et de propriété, a fait écho au discours traditionaliste du leader du FN », écrit M. Perrineau.

déclinement du social et la perte des repères sociaux et culturels ont provoqué une réaction de nombreux électeurs des couches populaires autour des thèmes chers à Jean-Marie Le Pen. »

« ENRACINEMENT POPULAIRE »

Ces thèmes sont bien sûr ceux de la sécurité et de l'immigration, mais plus seulement. Ouvriers et employés, plus que les représentants des autres catégories professionnelles, se laissent influencer par les thèmes lepénistes de dénonciation de la classe politique ou de la défense des valeurs traditionnelles.

de chômeurs, 16 % d'employés ont voté pour Jean-Marie Le Pen). L'électorat d'Arlette Lagüiller ne comprendrait que 38 % d'ouvriers et employés, celui de Robert Hue 34 %, de Lionel Jospin 31 %, de Jacques Chirac, 26 %.

Les logiques politiques ayant mené au vote de Le Pen déagées par l'étude de M. Perrineau sont, elles aussi, pénétrées. Les « affaires » et les critiques de M. Le Pen à l'encontre de la classe politique ont porté leurs fruits, notamment dans le Midi pyrénéen. Une reprise des sondages post-électoraux montre qu'une forte majorité d'électeurs lepénistes se sont

décidés en fonction du programme du candidat. Pascal Perrineau précise même que « les électeurs de couche populaire, longtemps arrivés à la gauche, peu séduits par le lepénisme personnel des années 80, usés par l'approfondissement de la crise économique et sociale, ayant connu en quinze ans quatre alternances politiques entre droite et gauche, semblent se tourner vers le Front national comme troisième voie politique non explorée ».

En 1995, pour la première fois, Jean-Marie Le Pen, tout en fidélisant son ancien électorat venant de la droite, gagne du terrain dans les fiefs socialistes. Ainsi, en 1988, 65 % de l'électorat frontiste positionnait à droite sur l'échiquier politique alors qu'ils ne sont plus que 53 % en 1995. La corrélation établie au niveau des départements entre les pertes des candidats socialistes et les gains de l'électorat lepéniste est forte et montre que « les nouveaux électeurs lepénistes semblent venir maintenant d'un électorat socialiste déçu ». Ce constat se vérifie au niveau cantonal. En revanche, M. Perrineau ne constate pas une telle évolution de l'électorat communiste.

La conclusion tirée par Pascal Perrineau va de soi. Cette évolution de l'électorat frontiste « met la question du FN non seulement au centre des débats d'extrême droite, mais aussi au cœur du débat d'extrême gauche. La reconquête de l'électorat populaire par la gauche socialiste ne se fera pas seulement en s'adressant aux abstentionnistes et aux convertis au discours social chiraco-

Christiane Chombeau

* La dynamique du vote Le Pen, le poids du gauchisme lepéniste », de Pascal Perrineau, dans Le Vote de crise. Presses de sciences politiques, 115 F jusqu'au 31 mai 1996, 144 F ensuite.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Marie Le Chevallier

Après l'article où nous rendions compte du rejet de son compte de campagne par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (Le Monde daté 22 et 23 octobre), Jean-Marie Le Chevallier, maire (Front national) de Toulon, nous a adressé la lettre suivante :

Ce ne sont pas les comptes de campagne de Jean-Marie Le Chevallier qui ont été rejetés par la Commission de contrôle des comptes. Ces comptes ont été reconnus transparents et impeccables. Aucune anomalie, aucune irrégularité, aucun dépassement n'ont été invoqués. Au demeurant, il faut rappeler que la campagne de Jean-Marie Le Chevallier a été financée sur ses propres

deniers et ceux de ses colistiers. Aucun fonds public n'a été utilisé. La commission refuse son agrément en raison de la présence de M. Jean-Claude Poulet-Dachary, mandataire financier de la liste de Jean-Marie Le Chevallier, en neuvième place sur cette liste. Pour ce faire, la commission se réclame de l'article L.52-4 de la loi 90-55 du 15 février 1990. Or cette loi stipule simplement que « le candidat doit désigner un mandataire financier qui est soit une personne physique, soit une association », et la modification 95-65 du 18 janvier 1995 précise que « le candidat ne peut pas être membre de sa propre association de financement ». Ces dispositions n'ont été enfreintes à aucun moment.

La Commission de contrôle ne dit donc pas le droit, mais seulement sa propre interprétation de la loi. Ce faisant, elle se met en contradiction avec elle-même puisqu'à La Seyne et à Boulogne-sur-Mer elle a agréé deux listes dont le mandataire financier était également le colistier. Elle se met, en outre, en contradiction avec le ministère de l'Intérieur dont les directives, publiées à la veille du scrutin, ne font état d'aucune incompatibilité entre le statut de mandataire et le rôle de candidat.

Enfin, les interprétations journalistiques de ce différend qui font état d'une possible annulation de l'élection, voire d'une sanction d'illégalité, ignorent la jurisprudence constante du

Conseil d'Etat. Aux termes de celle-ci, une élection ne peut être annulée que si la faute relevée a porté atteinte à la sincérité du scrutin, ce qui n'est évidemment pas le cas ; et l'illégalité, sanction qui vise un droit fondamental, ne peut être prononcée que sur la base d'un texte « exprès », ce qui n'est encore pas le cas. L'exploitation médiatique de la décision de la commission relève de l'habituel processus de diabolisation qui semble régir toute information concernant le Front national et ses élus. Plus que jamais Jean-Marie Le Chevallier affirme sa détermination à continuer à conduire les destinées de Toulon, mains propres et tête haute.

France Paris
Ile-de-France

Samedi
4 novembre

à 13 heures

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Françoise
de VEYRINAS

secrétaire d'Etat chargé des quartiers sensibles

sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (France 3)
et
Nathaniel HERZBERG (Le Monde)

France Paris
Ile-de-France

Le Monde

TERRORISME L'arrestation, mercredi 1^{er} et jeudi 2 novembre, de plusieurs personnes soupçonnées d'appartenir à des réseaux terroristes a fait franchir une étape déci-

sive à l'enquête sur la vague d'attentats commis en France depuis juillet. **PLUSIEURS LIENS** sont établis entre Boualem Bensaïd, l'étudiant algérien au cœur du réseau démantelé, et cer-

tains attentats commis précédemment à Paris : son empreinte digitale a notamment été retrouvée sur un débris de la bombe qui avait explosé le 6 octobre dans le 13^e arrondisse-

ment. **LES POLICIERS** estiment que c'est un responsable du GIA, installé à Londres, qui a été le véritable « donneur d'ordres » de ce réseau. Abou Fares – son pseudonyme –, qui

supervise en Grande-Bretagne l'édition anglaise du bulletin clandestin *Al Ansar*, était en relation suivie avec Boualem Bensaïd et lui transmettait les consignes.

Un responsable du GIA à Londres aurait coordonné les attentats

Selon les policiers français, « Abou Fares », pseudonyme d'un dirigeant du Groupe islamique armé vivant en Grande Bretagne, serait le « donneur d'ordres » du réseau terroriste dirigé depuis Paris par Boualem Bensaïd et démantelé jeudi 2 novembre

LE RÉSEAU terroriste animé en France par Boualem Bensaïd, alias « Mehdi », travaillait sous les ordres d'un responsable du Groupe islamique armé (GIA) algérien installé à Londres, considéré-t-on aujourd'hui de sources policières françaises. Ce réseau était aussi en liaison directe avec des responsables du GIA installés en Belgique. De tels contacts entre des jeunes gens d'origine algérienne résidant dans l'Hexagone et des représentants du GIA exilés dans des pays voisins dessinent les contours de réseaux internationaux prêts à passer à l'action terroriste sur le continent européen.

Jouant un rôle de coordination et de commandement opérationnel des groupes lyonnais et illois, « Mehdi » était en relation régulière avec le responsable de l'une des tendances du GIA à Londres, Abou Fares. Cet Algérien est légä-

lement installé en Grande-Bretagne, où il supervise notamment l'édition anglaise d'un bulletin clandestin, *Al Ansar*, proche du GIA. Il a donné des consignes à « Mehdi » dans la semaine ayant précédé l'interpellation du jeune homme à Paris, selon les éléments résultant de la surveillance de ce dernier par les services français.

Abou Fares est ainsi considéré comme « un donneur d'ordres », si non le « donneur d'ordres » des attentats coordonnés, sur le sol français, par « Mehdi », qui retransmettait ses consignes aux équipes actives en France.

Le nom d'Abou Fares avait aussi été retrouvé dans un carnet d'adresses appartenant à Khaled Kelkal, le responsable local du groupe qui s'était réfugié dans les monts du Lyonnais. En outre, « Mehdi » est considéré par les services de renseignement fran-

çais comme étant lui-même en contact avec l'un des principaux chefs de la branche armée du GIA, Djamel Lounici, actuellement détenu en Italie.

UNE BELLE OPÉRATION

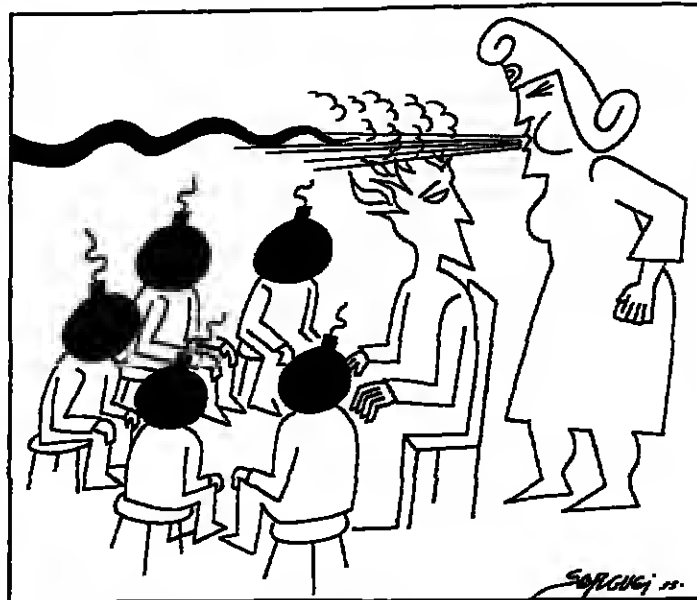
Les relations étroites existant entre le réseau terroriste et le GIA apparaissent enfin par le truchement de l'un des activistes islamistes interpellés, jeudi matin 2 novembre, en région illoise, Ali Ben Fattoum.

Cet Algérien, âgé de trente-cinq ans, est en effet considéré par les services de police français comme l'un des adjoints d'un responsable du GIA en Belgique qui avait été écroué en mars dernier dans ce pays et jugé en septembre par le tribunal correctionnel de Bruxelles (*Le Monde* du 6 et du 9 septembre). Les enquêteurs soup-

çonnent d'ailleurs Ali Ben Fattoum d'avoir, grâce à la proximité géographique entre la région illoise et la Belgique, pris du galon au sein de la filière belge ravitaillant en armes et en argent les maquis islamistes en Algérie.

« On a démantelé un réseau grâce à une belle opération policière, mais on n'a pas gagné la paix », commentait, vendredi matin 3 novembre, un haut responsable de la police. Une nouvelle escale de violence est toujours à redouter. Le même notait, sans cacher son pessimisme, que les deux pistolets-mitrailleurs retrouvés lors des interpellations de la veille – l'un de marque israélienne Uzi, l'autre de marque tchèque Scorpion – sont des armes pouvant être utilisées pour des actions homicides visant des personnalités.

Hervé Gattegno et Erich Inciyan



Boualem Bensaïd semble directement impliqué dans des actions terroristes à Paris

L'INTERPELLATION, mercredi soir 1^{er} novembre, de Boualem Bensaïd alias « Mehdi », étudiant algérien considéré comme « un élément actif de commandement et de coordination » de la campagne d'attentats qui secoue la France depuis le mois de juillet, marque le premier véritable succès de la police française. En déjouant un attentat imminent sur le plus grand marché de Lille, les policiers ont, pour la première fois, pris de vitesse les terroristes (*Le Monde* du 3 novembre). Contraints, depuis l'explosion d'une bombe dans le RER parisien, le 25 juillet à la station Saint-Michel, de couvrir derrière d'insaisissables groupes prêts à passer à l'action d'un jour à l'autre, écartelés entre les pistes parisiennes et lyonnaises, entre la thèse d'un commando du Groupe islamique armé (GIA) algérien et celle d'apprentis-terroristes venus des banlieues françaises, les enquêteurs se félicitaient, vendredi 3 novembre, d'avoir franchi ce que le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a qualifié d'« étape déterminante ».

Les premiers éléments recueillis par la 6^e division de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et les

services de renseignement (RG et DST), qui ont travaillé ensemble au démantèlement de ce réseau, semblent mettre en lumière plusieurs liens entre le groupe de « Mehdi » et plusieurs des attentats commis au cours des derniers mois. Une empreinte digitale avait ainsi été retrouvée sur un morceau de ruban adhésif fixé à l'enveloppe de la bombe posée par les terroristes le 6 octobre, qui avait fait treize blessés près de la station de métro-Maison-Blanche (13^e arrondissement de Paris), quelques heures après les obsèques de Khaled Kelkal (*Le Monde* du 8-9 octobre) ; les experts ont formellement établi que cette empreinte est celle de Boualem Bensaïd. Placé en garde à vue après son interpellation par les policiers du RAID, l'étudiant algérien – qui, selon les services de renseignement, serait recherché dans son pays pour meurtre et « atteinte à la sûreté de l'Etat » – a en outre reconnu sur procès-verbal que le 17 octobre, plusieurs individus ayant pris part à l'attentat commis, le même jour, contre le RER entre les stations Musée d'Orsay et Saint-Michel, étaient « passés chez lui ».

De source policière, on précisait, vendredi matin, que Mehdi n'avait toutefois pas admis son implication personnelle dans cette action terroriste, la dernière commise à ce jour sur le territoire français. Mais la découverte, dans son appartement proche de l'avenue de Versailles, rue Félix-David (16^e arrondissement), de relevés de chronométrages effectués sur plusieurs lignes du métro et du RER de la capitale confortent le soupçon des enquêteurs d'avoir identifié un « élément actif » du réseau terroriste. Les policiers s'efforcent par ailleurs de des « contacts » existant entre Mehdi et un proche du groupe lyonnais de Khaled Kelkal, Nasseridine Simani, un jeune Français d'origine algérienne de 25 ans.

De fait, c'est en remontant la piste du « groupe Kelkal » que les enquêteurs sont parvenus jusqu'à « Mehdi », au moment où ses correspondants illois s'appréhendaient à perpé-

trer un attentat à la voiture piégée sur le marché de Wazemmes, ce plein centre de Lille. Les coordonnées de Simani avaient été découvertes dans un carnet d'adresses d'Abdelkader Mameri, l'un des comparses venus de Vaux-en-Velin pour ravitailler Kelkal, lorsque celui-ci, en fuite, s'était réfugié dans les monts du Lyonnais. La Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) avait alors placé Simani sous surveillance, au même titre que d'autres relations de Kelkal. Les policiers constatent alors qu'il téléphone régulièrement au numéro d'une cabine située avenue de Versailles à Paris.

REMISE DE DOCUMENTS

La surveillance du RAID se met alors en place à son tour : des « plantes » sont installées près de toutes les cabines téléphoniques de l'avenue – pour être certain de ne pas manquer un appel, elles seront toutes

« branchées » par des dispositifs d'écoutes. C'est ainsi qu'est identifié le jeune homme qui, dissimulé derrière une allure d'étudiant appliqué, semble être au cœur de la vague terroriste imputée à la mouvance du GIA.

A des centaines de kilomètres de là, les RG surveillent aussi, à ce moment-là, un réseau d'activistes illois qui leur avait été « signalé » par des informateurs. Les policiers ont même été avertis qu'une « bombe » a été confectionnée, et qu'elle est « prête à l'emploi ». « Mardi 31 octobre, raconte un responsable policier, le puzzle s'est finalement assemblé en quelques heures, pratiquement sous nos yeux ».

Ce jour-là, les enquêteurs assistent en effet, en spectateurs discrets, à la rencontre Mehdi-Simani. Les deux hommes se retrouvent à Paris. Ils sont habillés en costume de ville, de manière à ne pas attirer l'attention,

porte de petites sacoches. De sources policières, on précise que cette rencontre a donné lieu à une « remise de documents ». Ils ont conversé dans la rue, au cours d'une promenade qui les a conduits dans des quartiers de la capitale comptant « de nombreux monuments » historiques – soit dans le but de passer inaperçus au milieu de la foule, soit à des fins de repérages pour préparer des actions ultérieures. Lorsque le lendemain, en fin de journée, Mehdi appelle le groupe des « Lilios », les enquêteurs comprennent qu'un nouvel attentat est imminent, sans doute programmé pour le dimanche suivant. Au téléphone, Mehdi évoque une voiture qui doit être déplacée dans la nuit de mercredi à jeudi, vraisemblablement pour transporter la bombe sur le marché de Lille. Considérant que le dispositif terroriste est en place, les autorités décident d'intervenir sans tarder.

L'interpellation du groupe illois suivra de quelques heures. Jeudi au petit matin, les policiers surprennent Mohamed Drici, un Français âgé de 28 ans, Ali Ben Fattoum, un Algérien de 35 ans, connu des services de renseignement pour son appartenance au GIA, ainsi qu'un homme disant se nommer Omar Allaoui, mais disposant de papiers d'identité à un autre nom. Dans l'appartement occupé par l'un d'eux, à Villeueuve d'Ascq (Nord), les enquêteurs découvriront une bombe en cours de fabrication, conçue à partir des éléments désormais classiques : « bonbonne de gaz de 13 kilos, produits explosifs, clous, boulons et un système de mise à feu complet, en tous points identique à ceux découverts lors de certains attentats précédents », selon les termes du communiqué du ministre de l'Intérieur.

H. G. et E. In.

« Mehdi », un locataire discret

Boualem Bensaïd, alias « Mehdi », est né le 11 novembre 1967 en Algérie. Le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, l'a désigné, jeudi 2 novembre, comme « l'un des pivots » de la vague d'attentats perpétrés en France depuis le 25 juillet. Devant les enquêteurs, Mehdi s'est présenté comme un étudiant algérien entré en France il y a plusieurs mois – hésitant lui-même entre la fin de l'année 1994 et l'été dernier –, qui se serait livré au *trabendo* (petit trafic de marchandises entre la France et l'Algérie). A son domicile de la rue Félix-David (Paris, 16^e arrondissement), les policiers ont découvert, outre une arme de poing (modèle Beretta), plusieurs kilos de chlorate de soude, l'un des produits utilisés lors de certains des attentats précédents. Ils ont également saisi des documents, parmi lesquels un agenda et un carnet de comptes qui fait apparaître des mouvements financiers de faible ampleur. Locataire poli et discret, selon ses voisins, il avait laissé sur sa boîte aux lettres le nom de la propriétaire de l'appartement, qu'il occupait depuis deux mois, et se présentait généralement sous ce même patronyme.

COMMENTAIRE

BANLIEUES ET GIA

La poursuite des investigations dira l'importance exacte des arrestations opérées ces derniers jours. Mais d'ores et déjà les enquêteurs peuvent s'estimer satisfaits : depuis le début de la vague d'attentats qui frappent la France, c'est la première fois qu'ils devancent l'événement, parvenant à procéder à des arrestations avant que l'irréparable ne se produise. Le minutieux travail policier a fini par « rendre ». Au-delà de la satisfaction – non négligeable – d'avoir évité un nouvel attentat, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré avait bien besoin de ce succès pour faire remonter sa cote de crédibilité sévèrement mise à mal jusque parmi les siens.

Lorsqu'avaient débuté les premiers attentats, les enquêteurs et les services de renseignement faisaient la différence entre la première explosion, survenue dans le métro parisien le 25 juillet, et les autres. Autant, selon eux, elle portait la « patte » de professionnels, autant les attentats suivants apparaissaient comme l'œuvre d'« amateurs » issus spontanément des banlieues chaudes. Si les premières indications recueillies par les enquêteurs se confirment, il faudra sans doute nuancer cette analyse et reconnaître le rôle prépondérant du GIA.

La personnalité du principal suspect, Boualem Bensaïd, alias « Mehdi » est, de ce point de vue, particulièrement intéressante. Ses contacts étaient avec Abou Fares,

qui, à Londres, est chargé, entre autres, de l'édition locale d'*Al Ansar*, le bulletin de l'organisation islamiste, pourraient mieux faire comprendre le rôle d'Abdelkrim Deneche, dont les autorités judiciaires suédoises viennent de refuser l'extradition demandée par Paris. La principale activité de Deneche à Stockholm était d'éditer, lui aussi, *Al Ansar*, notamment à partir d'articles rédigés et photocopiés de Londres ou même, durant un temps, de Varsovie. Même s'il demeure que Deneche n'était pas à Paris le jour de l'attentat à la station Saint-Michel, son bulletin avait apparemment de bonnes raisons d'être convenablement informé.

Georges Marion

Trente-six policiers parisiens en cheville avec des dépanneurs sont jugés pour corruption

LA SALLE D'AUDIENCE est entièrement remplie de policiers soupçonnés d'avoir été corrompus. Tête baissée, regard buté, ils évoquent irrésistiblement une

classe de mauvais élèves en train de se faire gronder. Pourtant, il ne s'agit pas d'enfants illégaux. Trente-six policiers sont ac-

cusés d'avoir, en 1991 et 1992, moyenné le droit d'enlever les voitures accidentées en recevant diverses sommes de la part des dépanneurs. Ont-ils exigé, sollicité ou seulement « agréé » ces versements ? Le débat porte sur cette nuance, qui ne change pourtant rien au délit car, quel que soit le verbe utilisé, il entre dans la définition de la corruption.

Le scénario semble toujours le même. Lors de leur intervention sur un accident, les policiers choisissent parmi les dépanneurs qui s'étaient précipités sur les lieux grâce au message capté sur des récepteurs réglés sur les ondes de la police. L'heureux bénéficiaire de l'enlèvement de la voiture accidentée se voyait pécunier de remettre sa carte de visite professionnelle. Le dépanneur la pliait en deux et, à l'intérieur, le policier trouvait les 100 ou 200 francs imposés par un usage, apparemment ancestral. Seuls ceux qui se pliaient à la coutume pouvaient travailler. C'est un dépanneur qui s'est plaint à l'inspection générale des services (IGS). Les enquêteurs ont donc accompagné certains dépanneurs pour constater la remise de la précieuse carte pliée, mais il y avait aussi des cadeaux, allant de l'accessoire automobile au four à micro-ondes.

L'argent était partagé entre les membres de l'équipe du car de police-secours. « La première fois que l'an m'a remis 25 francs, explique un brigadier, j'ai été un peu surpris. J'ai accepté et, un jour, j'ai demandé le compte. On a conservé l'argent. On m'a dit que ça avait toujours existé. » Et il ajoute : « En fait, tout le monde recevait de l'argent de la part des dépanneurs. » Le président, Jean-Yves Monfort, demande, suave : « Ça vous a paru moral ? Normal ? Légal ? »

ACHATS DE CASSE-CROÛTE

Le magistrat vient d'entamer un dialogue de sourds : les réponses ne sont que justifications maladroites. Ainsi, le brigadier raconte que l'argent servait à payer le repas de la nuit de l'équipe et même la casse-croûte des personnes en garde à vue. « Mais en quoi les dépanneurs seraient-ils amenés à

payer le casse-croûte des détenus ? », explose le président. Il n'est pas au bout de ses surprises. Un gardien de la paix, promu brigadier depuis les faits, considère bonnement que les versements d'argent par les dépanneurs faisaient partie de la « coutume ». Le président insiste : « Il ne vous est pas venu à l'idée de dire : Je ne mange pas de ce pain-là ? » Le brigadier, qui n'a pas le sens des mots, répond : « Non ! Car cet argent était destiné à manger et non pas pour m'enrichir. » Personne n'a pensé à refuser. Quelques rares policiers bonnettes ont versé l'argent à l'orphelinat de la police. Les autres expliquent : « Quand on arrive, on veut s'installer. »

Un brigadier, devenu depuis brigadier-chef et qui a derrière lui vingt-huit ans de service, reproche à l'administration de ne pas avoir fait des notes de service pour inter-

dire cette pratique. C'est plus que ne peut en supporter le très calme président Monfort, qui lance, glacial : « Je ne comprends pas. Il est interdit aux fonctionnaires de recevoir des pots-de-vin. Le policier doit être honnête. Il connaît la loi. On n'a pas besoin de lui expliquer. » Les policiers et le magistrat ne vivent pas, à l'évidence, sur la même planète. Plus que les faits, c'est l'ignorance de leur gravité par les fonctionnaires qui donne au débat un aspect particulièrement consternant : la corruption semble admise comme inévitable.

Le procès révèle aussi une foule de carences dans la formation des policiers. Juge et prévenus ne sont d'accord que sur un point : tout le monde n'est pas là. « Ce n'est pas trente-six, ni trois cents, c'est trois mille six cents policiers qui devraient être poursuivis. Ce n'est pas seulement à Paris, c'est partout en

France », remarque un gardien de la paix, en précisant : « L'IGS ne pouvait pas vous apporter tant de policiers. Nous, on est passés dans les premiers, on a recanonné les faits. Après, la consigne est passée. » Le président le coupe : « N'avez-vous jamais, ce n'est pas une consigne de policiers, c'est une consigne de truands ! »

Le magistrat constate aussi avec amertume que l'inspection générale des services avait déjà été saisie des faits antérieurement, sans intervenir. Un officier de paix avait prévenu un commissaire, mais rien n'a bougé. « Les plus hauts grades poursuivis sont des brigadiers », remarque le magistrat avant d'ajouter, sur un ton caustique : « Il est vrai que les investigations menées sur la hiérarchie n'ont rien donné... »

Maurice Peyrot

صلى الله عليه وسلم

Le « plan Marshall » pour les banlieues sera présenté fin novembre

Des désaccords subsistent au sein du gouvernement à propos de la délinquance des mineurs

Le programme national d'intégration urbaine ne sera pas rendu public le 6 novembre, comme il était initialement prévu. L'hôtel Matignon a

annoncé dans un communiqué que le « plan Marshall » pour les banlieues serait présenté « dans la deuxième quinzaine de septembre ».

Des arbitrages ont été rendus sur le volet économique mais des désaccords subsistent sur le traitement de la délinquance des mineurs.

LES PREMIÈRES MESURES du programme national d'intégration urbaine ne seront pas présentées lundi 6 novembre, comme prévu. Matignon a annoncé, jeudi 2 novembre, que le « plan Marshall » pour les banlieues serait rendu public « dans la deuxième quinzaine de novembre ». Au ministère de l'intégration, on explique que « ce délai supplémentaire permettra d'opérer les derniers ajustements ». Lundi 6 novembre, Eric Raoult se contentera donc d'annoncer l'ouverture de la concertation en direction des

mairies et du monde associatif. Toutefois, le gouvernement a d'ores et déjà arrêté un cadre qui permettra aux « partenaires » de proposer des « amendements ».

Deux gros volets du programme ont ainsi été précisés mercredi. Le premier porte sur les contrats d'initiative locale (CIL). Le secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté, François de Veyrinas, avait annoncé que 30 000 de ces emplois de proximité, payés au SMIC horaire sur la base de 30 ou 32 heures hebdomadaires, seraient créés en 1995, et 100 000 en trois ans. En réalité, le gouvernement pourrait rebaptiser « CIL » les 20 000 contrats d'emploi solidaires consolidés déjà inscrits au budget 95. Il y ajouterait 10 000 nouveaux emplois, plus spécifiquement destinés aux quartiers difficiles.

350 « ZONES FRANCHES »

Le second volet concerne les « zones franches ». En 1993, la loi Pasqua avait ainsi prévu de détaxer les « zones de redynamisation urbaine » mais les décrets dénombrant celles-ci n'étaient jamais sortis. Le gouvernement avait décidé de fixer à 350 ces zones dans lesquelles les entreprises qui s'installent seront exemptées de taxe professionnelle, d'impôt sur les sociétés pendant deux ans et d'exonération des charges sociales sur 12 mois en-dessous de 50 salariés. Cette dernière exonération devrait être portée à 24 mois, tandis que celle sur l'impôt sur les sociétés serait portée à cinq ans. Enfin, et peut-

être surtout, la taxe professionnelle serait également réduite pour les entreprises déjà installées.

Au sein de ces zones, un effort particulier serait porté sur 20 sites particulièrement problématiques. Dans ces « zones de développement urbain et économique », les entreprises seraient également exonérées, pendant cinq ans, de la taxe foncière et de l'impôt sur les sociétés. Un effort déjà chiffré, toutes mesures confondues, à environ 1,5 milliard pour l'année 1995. Une somme qui, dans le contexte actuel, provoque de sérieuses tensions qui rendent ces décisions encore fragiles.

Les discussions portent également sur le traitement de la délinquance des jeunes. Dans un document transmis le 21 août à Matignon, Jean-Louis Debré proposait des mesures clairement répressives : instauration d'une procédure de comparution immédiate pour les mineurs, développement des convocations en justice, multiplication des placements éloignés pour les « éléments les plus durs » et création de « centres de placements

contrôlés » dotés de règles « précises et strictes ».

Ces propositions du ministre de l'intérieur se sont heurtées à l'opposition du ministère de la justice. Au cours d'une réunion interministérielle, le 22 septembre, la chancellerie a souligné que les comparutions immédiates, qui pourraient être institutionnalisées – la privation de liberté des moins de treize ans doit être entourée de garanties particulières – seraient difficiles à mettre en place car les tribunaux pour enfants ne siègent pas en permanence.

Quant à la création de centres de « placements contrôlés », elle ne sied guère à la chancellerie, qui rappelle que les anciennes « maisons de corrections » ont été supprimées en 1978 par Alain Peyrefitte en raison de leur inefficacité. Elle craint également que ces centres restent vides : si les juges des enfants n'adhèrent pas à ce projet, ils refuseront sans doute d'y placer les mineurs.

Anne Chemin
et Nathaniel Herzberg

Lire notre éditorial page 12

M. Bernès revient sur ses accusations contre l'ex-entraîneur de Nantes

LE JUGE D'INSTRUCTION Pierre Philippon, chargé de l'enquête sur les comptes de l'Olympique de Marseille, a confronté, jeudi 2 novembre, l'ancien directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, et l'ex-entraîneur du FC Nantes, le Croate Miroslav Blazevic. Interpellé le 20 octobre à Genève et placé en détention, ce dernier avait été nommément désigné, le 30 juin, par M. Bernès, comme ayant reçu de l'argent afin que l'équipe nantaise « lève le pied » face à l'OM. « Tout soupçon de corruption a été écarté », a déclaré au Monde l'avocat de M. Blazevic, M. Jacques Barillon, au terme de ce face-à-face de quatre heures. Le défenseur de M. Bernès, M. Gilbert Collard, a confirmé qu'il n'avait « pas été question de corruption ». M. Barillon a indiqué que l'actuel manager de l'équipe nationale de Croatie n'avait joué, auprès de l'OM, qu'un rôle d'« intermédiaire financier » dans le transfert du joueur yougoslave Stojkovic, en 1989. L'avocat a déposé, jeudi, une demande de mise en liberté pour M. Blazevic.

DÉPÊCHES

■ INCENDIE : une halte-garderie située dans la banlieue de Dole (Jura) a été entièrement ravagée par le feu, dans la nuit de mercredi 1^{er} au jeudi 2 novembre. Le centre Schweitzer, qui abrite divers autres services municipaux, a subi d'importants dégâts matériels. Le commissaire Paul Agostini a déclaré avoir « l'impression qu'il s'agit de jeunes de seize à vingt ans déjà connus de [ses] services ». Au cours de la nuit, dans deux autres quartiers, deux voitures ont été incendiées et un local appartenant à la société HLM endommagé par un engin incendiaire. Aucune interpellation n'a été effectuée.

■ VIOLENCES : une nouvelle interpellation a eu lieu à Bordeaux, jeudi 2 novembre, dans le cadre de l'enquête sur les violences commises pendant la manifestation du Centre de défense des commerçants et artisans (CDCA), lundi 30 octobre. Parmi les vingt personnes interpellées, quatorze ont été placées sous mandat de dépôt et seront jugées le 14 novembre. Un dispositif de sécurité a par ailleurs été mis en place aux abords du palais de justice de Bordeaux.

■ AMIANTE : les personnels des ateliers de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) devront porter un masque, en raison de la présence d'amiante, a indiqué, jeudi 2 novembre, un syndicaliste de Force ouvrière (FO). Le médecin de prévention du comité d'hygiène et de sécurité de la prison avait demandé à la direction de prendre cette mesure de précaution. L'observatoire international des prisons a demandé aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat l'ouverture d'une enquête parlementaire.

M. Emmanuelli exprime sa différence

Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a déclaré, jeudi 2 novembre, qu'il ne partageait pas le point de vue d'Eric Raoult, ministre de l'intégration, au sujet de la multiplication des incidents dans les banlieues, et qu'il ne croyait pas « que ce soit de l'intifada ».

Pour M. Emmanuelli, qui était l'invité du « Grand O'FEM-La Croix », « il faut arrêter de faire l'amalgame pauvreté, islam, terrorisme, Intifada. Tout ça, ce sont des images de coïncidence ». « Il faut traiter le mal à la racine », a-t-il ajouté, soulignant qu'il fallait privilégier le développement des structures existantes : écoles, centres de santé, associations de quartier.

Manifestation à Laval après la mort d'un jeune homme au commissariat

LAVAL
de notre envoyée spéciale
Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, jeudi 2 novembre, à Laval (Mayenne), pour demander que la lumière soit faite sur la mort de Djamel Bennaka, vingt-six ans, tué par balles mercredi par un policier alors qu'il tentait, selon la police, de s'échapper du commissariat après avoir volé une arme de service (Le Monde du 3 novembre). La manifestation a parcouru les rues du centre-ville jusqu'à la mairie, où une délégation a été reçue par le maire et secrétaire d'Etat au budget, François d'Aubert (UDF-PR). Plusieurs passants ont fait part de leur étonnement de voir leur ville sans histoires se trouver sous les feux de l'actualité. « Quand j'ai entendu la télé, j'ai cru qu'ils parlaient du Mans », disait un retraité.

Devant l'hôtel de police, les manifestants ont enfilé leur consigne de silence. « La police, assassins », ont crié les jeunes du quartier Saint-Nicolas alors qu'un escadron de CRS était en embuscade. Ils ont aussi scandé le nom de deux de leurs camarades interpellés après les violences de la nuit précédente, au cours desquelles les vitrines de quatre magasins ont été cassées et la cafétéria du centre commercial incendiée.

Parmi les manifestants, on remarquait de très jeunes écoliers, mais aussi des pères de famille, ouvriers dans la région depuis plus de vingt ans, comme le père de la victime, et tout aussi scandalisés par le drame, même s'ils ne s'expriment pas avec « la haine » de la deuxième génération. Le secrétaire de la fédération du PCF participait à la marche, ainsi qu'un conseiller municipal venu, à titre personnel, par sympathie pour le frère de la victime, Mohammed Bennaka, délégué médical et « marié à une Lavalloise », symbole selon lui de l'intégration réussie. Sur les marches de la mairie, le responsable de l'Association des travailleurs arabes du Mans, Nabi Driss, a lancé un appel au calme. De son côté, M. d'Aubert a souligné que la justice fasse son travail tout en jugeant intolérables les incidents de la nuit, qu'il estimait liés à « une délinquance organisée allant bien au-delà du mouvement d'émotion ».

Sans s'attarder sur le fait que Djamel souffrait de problèmes psychologiques, de l'aveu même de sa famille, la plupart des manifestants ont mis en doute la thèse de la légitime défense avancée par la police. Ajusteur depuis 1968 à Laval, Abdel Lila s'est demandé comment le jeune homme aurait pu « désarmer un policier en plein commissariat ». D'autres participants s'interrogeaient sur le fait que Djamel s'appuyait sur le ressort libre du commissariat, où il avait été convoqué après avoir été interpellé dans la nuit pour une tentative de vol que le parquet qualifiait même d'« affaire très mineure ».

AUCUN DESIR DE VENGEANCE

Le substitut du procureur de la République, Evelyn Le Morlec, a réaffirmé que Djamel Bennaka avait réussi à s'emparer d'une arme de service dont il avait menacé plusieurs policiers avant de faire feu à quatre reprises dans les locaux du commissariat. Le jeune homme aurait également tenté de s'emparer d'une voiture de police pour s'enfuir. Une équipe de trois policiers arrivant à la rescousse de l'extérieur, il aurait été tué « en zone mitoyenne » alors qu'il tentait d'escalader le portail. Le substitut a également fait état des « antécédents psychiatriques » de Djamel, sans en préciser la nature.

Parmi la famille, seule Samira, la sœur de Djamel, a assisté à la manifestation, les yeux rouges sous le foulard blanc du deuil. Mhammed, le frère, a préféré convoquer les journalistes dans le décor théâtral du jardin de la Perrine, devant le bateau avec lequel Alain Gerbault, un enfant du pays, a fait le tour du monde au début des années 30. Mohammed Bennaka a indiqué que la famille n'était animée d'aucun « désir de vengeance » et que Djamel aurait eu, avant tout, « besoin de repos et de soins ». Témoin privilégié, puisqu'il se trouvait au moment des faits au commissariat, où il avait conduit Djamel, le frère de la victime a refusé de répondre aux questions. Le mystère reste donc entier sur un drame peut-être plus personnel et familial que le contexte actuel de banlieues surchauffées ne l'a d'abord laissé penser.

Corine Lesné

entreprise clients

Numéro Vert
APPEL GRATUIT

Le numéro vert le premier des services.

Le Numéro Vert, c'est bien plus qu'un moyen de donner à vos clients ou vos prospects les informations qu'ils demandent. C'est l'outil idéal pour affirmer votre volonté d'établir une relation de proximité en leur proposant des services directs à travers des relations plus humaines. Pour fidéliser vos clients, en gagner beaucoup d'autres, augmenter l'impact de vos actions, pensez au Numéro Vert. Pour définir une première évaluation de votre Numéro Vert, France Telecom, en quelques

minutes, étudie les paramètres de votre entreprise et vous communique vos premiers indicateurs chiffrés. Pour faire de votre Numéro Vert le premier de vos services, appelez le :

N° Vert 05 25 15 15
APPEL GRATUIT



France Telecom

La Française des jeux innove et augmente son chiffre d'affaires

Plus de 28 millions de personnes ont joué en 1995, année qui aura vu le lancement de trois nouveaux produits. Le dernier né, le Solitaire, sera proposé le 6 novembre

À PEINE trois semaines après avoir lancé Goal, jeu de grattage destiné aux amateurs du ballon rond, la Française des jeux continuera d'alimenter la croissance accélérée de son activité avec le lancement, lundi 6 novembre, du Solitaire, autre jeu instantané. Au cours des dix premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de la Française des jeux a progressé de 3,5 %. 1995 devrait se terminer avec un résultat équivalent pour un volume de vente de quelque 32 milliards de francs.

Proposé sur un ticket octogonal et vendu au prix de 10 francs, le Solitaire est un jeu de grattage sur lequel sont indiqués deux numéros gagnants qui diffèrent d'un ticket à l'autre. La zone à gratter est matérialisée par douze billes sous lesquelles se trouvent autant de numéros accompagnés d'une somme. Si un ou plusieurs de ces derniers correspondent aux numéros gagnants, les gains pourront s'élever de 10 francs à 50 000 francs (deux tickets sur 300 000 permettront de gagner une telle somme). « Le Solitaire correspond à la tendance actuelle et

aux attentes des joueurs : du suspense et la possibilité de faire durer le plaisir car on ne connaît son gain qu'après avoir gratté le dernier numéro », commente-t-on à la Française des jeux.

Ouvriers, employés, professions libérales sont les premiers séduits

Un sondage Ipsos publié jeudi 2 novembre confirme l'appétit des Français pour les produits de la Française des jeux. Cette année, 28,8 millions de personnes, soit 64 % de la population française, ont pratiqué au moins un de ses jeux, ce qui représente une progression de 6 % par rapport à l'année précédente. Le Millionnaire a mobilisé 21 millions de joueurs en 1995, suivi par le Loto (16 millions de joueurs) et le Morpion (13,5 millions

de joueurs). Les amateurs sont assez représentatifs de la population française. Toutefois, ils sont un peu plus jeunes (42 % sont âgés de moins de trente-cinq ans contre 36 % pour la moyenne nationale) et séduisent davantage les ouvriers, employés et professions libérales que les inactifs et les cadres supérieurs.

« Les Jeux instantanés - Kéno, Tac-O-Tac... », qui correspondent à un achat d'impulsion et séduisent une clientèle jeune et assez féminine, enregistrent les taux de croissance les plus forts. Mais tout cela exige que nous sachions entretenir la demande en procédant à une adaptation permanente de nos produits », insiste Yves Grasset, directeur du marketing de la Française des jeux. En 1995, celle-ci aura lancé trois nouveautés (Loto-7, Goal, déjà diffusé à cinquante millions d'exemplaires, et Solitaire), modifié le Kéno et le Tac-O-Tac et supprimé le Carte-jeu. Cet effort de renouvellement vise, aussi, à compenser la tendance du public à privilégier les jeux les moins chers.

J.-M. N.

Les étudiants de Rouen mettent fin à trois semaines de grève

Ils se félicitent des postes et des crédits obtenus

Les étudiants de l'université de Rouen ont décidé, jeudi 2 novembre, de reprendre les cours. Ils ont accepté les propositions du médiateur Gilles Bertrand, qui pré-

voient une dotation de 9 millions de francs pour 1995 et un plan quadriennal de création de postes de 188 enseignants.

ROUEN

de notre correspondant
Au terme de plus de trois semaines de grève, les étudiants de Rouen estiment avoir enregistré un réel succès puisque les trois quarts de leurs revendications ont été satisfaites. Ils demandaient une rallonge budgétaire de 12 millions de francs, ils en obtiennent 9. Surtout, un plan de création de postes a été élaboré sur quatre ans, qui concernera 188 enseignants et 52 agents administratifs et techniques.

Le mouvement avait été déclenché par les étudiants en sciences et techniques, le 9 octobre, alors que le conseil de gestion avait déjà décidé de ne pas reprendre les enseignements. « Faut de moyens », avec un déficit de l'ordre de 4 millions de francs sur un budget de 18 millions de francs pour 1995, la faculté de sciences et techniques n'avait, en effet, pas pu passer une seule commande depuis le mois de mai. Une première rallonge du ministère d'un million de francs et « l'effort de solidarité des autres composantes de

l'université » n'ont pas suffi. Arc-boutés sur un seul mot d'ordre - « Il faut douze millions ! » - les grévistes ont alors multiplié les manifestations spectaculaires à Rouen, avec une occupation du rectorat, le 25 octobre. Leur évacuation par la police, sans management mais aussi sans blessés a été « le détonateur du mouvement », constataient, jeudi à l'instinct de la reprise, les chefs de file du mouvement.

SUCCÈS DU MÉDIATEUR

Reçus le 27 octobre par le secrétaire d'Etat aux universités, Jean de Boisbue, étudiants et personnels avaient été déçus par la seule annonce de la nomination d'un médiateur, Gilles Bertrand.

Ce dernier a finalement réussi sa mission en trois jours de présence effective sur le campus. Le résultat des négociations a comblé les assemblées générales. « Par rapport aux bagarres passées dans les autres universités, c'est énorme comme victoire. Il est temps qu'on reprenne notre année », ont proposé les animateurs du mouve-

ment à leurs camarades, qui ont voté à l'unanimité « la levée de l'appel à la grève illimitée », tout en décidant de participer à la manifestation nationale du 9 novembre à Paris. Dans la soirée de jeudi à vendredi, étudiants et personnels avaient organisé une fête dans les locaux de la faculté des sciences.

Le mouvement, qui a retardé la rentrée 1995, a mis en évidence la crise qui secoue l'université rouennaise depuis avril dernier, lorsque son président, Jean-Marie Carpentier, avait décrié « une journée université morte » après avoir pris connaissance de la notification budgétaire. M. Carpentier avait dû, par la suite, subir l'appel public « à une gestion maîtrisée et rigoureuse » fait par le recteur Joëlle Le Morzelec.

C'est donc ce budget arrêté par le recteur, représentant du ministre, que le médiateur Gilles Bertrand, envoyé par ce même ministre, a réussi à améliorer trois mois plus tard.

Etienne Banzet

CARNET

DISPARITIONS

Gérard Espéret

Un missionnaire du syndicalisme en Afrique

GÉRARD ESPÉRET, ancien vice-président de la CFTD, est décédé dimanche 22 octobre, à Nailloux (Haute-Garonne), à l'âge de quarante-huit ans. Il a été notamment l'un des acteurs du passage de la CFTC à la CFTD.

Né le 8 octobre 1907, à Versailles, d'un père militant du Sillon et d'une mère très pratiquante, Gérard Espéret est entré au travail dès l'âge de quatorze ans, comme ajusteur mécanicien, à Saint-Lô (Manche), après avoir accompli en 1920 un tour de France. Secrétaire de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) locale, il s'installe à Cherbourg en 1933. Il devient le permanent de l'union locale CFTC, avant d'être, de 1936 à 1939, le secrétaire de l'union départementale de la Manche. Sous l'Occupation, il crée, avec le Père Bouche, l'Université populaire de Marly-le-Roi (Yvelines), qu'il codirige jusqu'en 1947. A cette date, il devient secrétaire général-adjoint de la CFTC, chargé pendant trois ans des services de propagande et de formation. En 1950, il prend en charge le secteur des territoires d'outre-mer. Anticolonialiste convaincu, il cherche à promouvoir l'émergence d'un syndicalisme africain autonome. Au cours d'une tournée en Afrique, il crée des unions syndicales entre Dakar et Brazzaville. Il appuie la création d'un code du travail des

TOM, qui sera voté par le Parlement en décembre 1953. Il a été très tôt favorable à l'indépendance de l'Algérie.

Au sein de la CFTC, il est, dès les années 50, proche de la « minorité », et milite en faveur d'une CFTC plus ouvrière, mais ses importantes fonctions l'obligent à garder un devoir de réserve. En 1964, il franchit le Rubicon et participe, aux côtés d'Eugène Descamps, un métallo comme lui, à la création de la Confédération française et démocratique du travail (CFDT), issue de la scission avec la CFTC « maintenue ». Agé de cinquante-trois ans, il fait figure d'ancien, parmi la nouvelle équipe dirigeante, constituée pour l'essentiel de « quadras ». Il retrouve à l'intérieur de la CFDT le poste de vice-président qu'il occupait à la CFTC. Mais, dès le 34^e congrès, en 1967, il décide de se retirer, à l'âge de soixante ans, pour se consacrer uniquement à l'Institut syndical de coopération technique internationale (ISCTI), qu'il a créé en 1960 et qui, rebaptisé Institut de Belleville en 1984, est chargé de mettre en œuvre des actions de coopération entre la CFDT et les syndicats des pays en voie de développement. Gérard Espéret a été membre du Conseil économique et social de 1951 à 1964.

Alain Beuve-Méry

■ PIERRE VITTER, ancien sénateur et ancien député (républicain indépendant) de Haute-Saône, est décédé mercredi 25 octobre à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Né le 29 octobre 1913, à Gray (Haute-Saône), pharmacien, il a siégé au Sénat de 1948 à 1952, avant de faire son entrée à l'Assemblée nationale en janvier 1956. Il a conservé son siège de député de Haute-Saône jusqu'aux élections législatives de mars 1978, auxquelles il ne s'est pas représenté. Pierre Vitter a par ailleurs été longtemps maire de Gray et président du conseil général de Haute-Saône à trois reprises, notamment de 1971 à 1976.

■ CLAUDE WEBER, ancien député (PCF) du Val-d'Oise, est décédé jeudi 26 octobre dans les Landes où il s'était retiré. Né le 21 juin 1919 à Paris, Claude Weber, ancien instituteur à Cormeilles-en-Parisis, y a fait toute sa carrière militante et politique, après un passage par la Résistance. Entré au Parti communiste en 1945, il a été conseiller général de Cormeilles-

en-Parisis (1964-1982) - canton aujourd'hui détenu par Robert Hue, secrétaire national du PCF - et député de la 2^e circonscription du Val-d'Oise (1973-1978).

■ BRIAN LENIHAN, ancien vice-premier ministre irlandais, est mort mercredi 1^{er} novembre à Dublin à l'âge de soixante-quatre ans. Né le 17 novembre 1930, membre du Flanna Fail (centre-droite), député à partir de 1961, il a participé à sept gouvernements de 1964 à 1990. Ministre des affaires étrangères (1972-73, 1979-81 et 1987-89), il a présidé la conférence anglo-irlandaise sur l'Ulster après 1987. Vice-premier ministre du gouvernement de Charles Haughey de 1987 à 1990, il a été le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1990 contre Mary Robinson, actuel chef de l'Etat irlandais. Avant le cessez-le-feu de l'IRA en septembre 1994, il a tenu un important rôle d'émissaire du premier ministre Albert Reynolds, lors de contacts secrets avec les partis nord-irlandais, dont le Sinn Féin.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Juliette BRISAC, Igor URRESOLA et Tristan sont heureux d'annoncer la naissance de

Inès,

le 27 octobre 1995.
25, rue Richard-Lenoir, 75011 Paris.

Géraldine et Jean-Marc FAYET, leurs parents, sont heureux d'annoncer la naissance de

Julien

le 31 octobre 1995, à Saint-Cloud.

Mariage

Debbie KIECKHAFFER et Christophe ATTEGNO ont la joie d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 11 novembre, en l'église Saint-André.

3200 North Mountain Road, Waussau, Wisconsin, Etats-Unis.

Décès

Bianca BARUSCOTTO FERGOLA nous a quittés.

Nous l'avons beaucoup aimée.
Paris 17/19/95.

Giovanni Proccacci, Alessandra Quaglia, Philippe Rabanes, Magdalena Lombardi, Rossana Rossanda, K.S. Karol, Catherine et François Rocchini, Paulette Pérez, Fernando Caruso, Fulvia et Gérard Namer.

Le président de l'université Paris-Sorbonne, le directeur de l'UFR d'italien et de roumain, Ses collègues, Ses étudiants, Et l'ensemble de la communauté universitaire de Paris-IV,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Bianca BARUSCOTTO FERGOLA, maître de conférences d'italien.

La présidence.

— L'association AIDES Ile-de-France a la douleur de vous informer du décès de

Yvon LEMOUX, administrateur, ancien président du Comité.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, lundi 6 novembre 1995, à 9 h 15.

— Djamel, Eliane et Karim ont la douleur d'annoncer le décès de

Lakhdar BENYKHLEF, ancien haut fonctionnaire des Chemins de fer algériens, ancien responsable de la CGT en Algérie,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à Alger.

Il laisse dans le deuil Saadia, Fatma, Djamilia, Zahia, Rachida, Hakima, Houd, Médi.

Que Dieu ait son âme !

— Le président et les membres de l'Association psychanalytique de France ont le regret de faire part du décès du

docteur André BERGE, ancien président.

24, place Dauphine, 75001 Paris.

— Le conseil d'administration et le personnel du Centre Claude-Bernard,

ont la tristesse de faire part de la disparition du

docteur André BERGE,

survenue le 27 octobre 1995.

Le docteur André BERGE fut l'un des membres fondateurs du Centre psychopédagogique Claude-Bernard. Par ses nombreux ouvrages, par ses multiples interventions, il a contribué à mettre en évidence le lien entre les difficultés relationnelles et l'échec scolaire.

Le conseil d'administration et le personnel du Centre Claude-Bernard expriment leurs plus sincères condoléances à M^{me} André BERGE, ses enfants et ses petits-enfants.

— Elisabeth Bonel, son épouse,

Louis-Alexandre et François-Xavier, ses enfants, M^{me} Louis Bonel, M. et M^{me} François Pernod, M. et M^{me} Didier Pernod, et leurs enfants,

Parents et alliés, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Bernard BORREL,

le 18 octobre 1995 à Djibouti.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Frouzins le samedi 4 novembre à 15 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, avenue du Chêne-Vert, 31270 Frouzins.

— L'association AIDES Ile-de-France a la douleur de vous informer du décès de

Yvon LEMOUX, administrateur, ancien président du Comité.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, lundi 6 novembre 1995, à 9 h 15.

— M. et M^{me} Jean-François Le Brizault, ses parents,

M^{me} Anne Le Brizault, sa sœur, M^{me} Marcel Le Brizault, sa grand-mère, M. Marcel Gorce, son grand-oncle,

M. et M^{me} Denis Le Brizault, son oncle et sa tante, M^{me} Alix Le Brizault, sa cousine,

M. Jean-Pierre Bonnel, son grand-père,

Jean-Pierre, Pierre, Jean, David, Ellen, Et tous ses autres amis, ont la douleur de faire part du décès de

François LE BRIZAULT,

survenu accidentellement à Sénamont, le samedi 28 octobre 1995, à l'âge de douze ans.

Ses obsèques seront célébrées le samedi 4 novembre, à 15 heures, en l'église Saint-Etienne de Baillieu-l'Evêque.

1, rue Olivier-Gault, Sénamont, 28300 Baillieu-l'Evêque.

14, avenue de Tourville, 75007 Paris.

— Georges Delbosquet, son fils,

Omar Maïga, son fils adoptif, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paule COIGNARD, chevalier dans l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

survenue à Paris, le 29 octobre 1995.

L'inhumation aura lieu à Cholet (Maine-et-Loire), sa ville natale.

Un service religieux sera célébré à son intention, ainsi qu'à la mémoire de son père.

le docteur Emile COIGNARD,

mort au champ d'honneur en 1918.

BP 668, Bamako (République du Mali).

— Les administrateurs, les consultants, collaborateurs et collaboratrices de Groupe Panissod SA et Philippe Panissod Conseil,

ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

Philippe PANISSOD,

survenu le 1^{er} novembre 1995.

Il sera à ses côtés lors de la cérémonie religieuse qui sera célébrée le lundi 6 novembre à 10 heures en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Isaïre, 75014 Paris, et à laquelle, vous tous qui l'avez connu et aimé, êtes conviés.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire part.

16, rue du Louvre, 75001 Paris.

— M^{me} Jean Polenti, son épouse,

M^{me} Geneviève Polenti, M. Bernard et M^{me} Dagry Polenti, ses enfants,

Cécile Polenti, sa petite-fille, Les familles Polenti, Mané, Bjornson-Laegre,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean POLETTI,

survenu le 1^{er} novembre 1995, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 6 novembre, à 10 h 45, en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet, suivie de l'inhumation au cimetière du Vésinet (78).

43, avenue de Lorraine, 78110 Le Vésinet.

Fouad RIZK

a quitté sa famille et ses amis le 21 septembre 1995.

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 7 novembre 1995 à 19 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, Paris-5^e.

Cet avis tient lieu de faire part.

Anniversaires de décès

— Le 4 novembre 1991 décédait

Nordine ZAÏML

Ses amis, membres de l'association AANZ, se souviennent et annoncent la parution de ses romans aux éditions L'Harmattan.

Manifestation du souvenir

— Le président et les membres du Conseil israélite de Paris, Le président et les membres de la Commission administrative Victoire,

communiquent qu'une cérémonie à la mémoire des soldats morts pour la France sera organisée le :

lundi 6 novembre 1995 à 18 h 30

à la synagogue Victoire

44, rue de la Victoire, 75009 Paris,

par le Comité du Souvenir et des Manifestations nationales.

Communications diverses

— Droits de l'homme (cours par correspondance).

Reins. et Inscr. : CEDI, route de Thèves 6, building B, 2633 Sennelsberg, Luxembourg.

صلى الله عليه وسلم

صكنا عن الامم

mettent fin
à la grève

LE MONDE / SAMEDI 4 NOVEMBRE 1995 / 11

HORIZONS

PORTRAIT

Azouz Begag

UN jeune admirateur lui demanda, un jour : « Dis Azouz, comment t'as fait pour sortir du bidon d'huile ? » Il avait confondu bidon d'huile et bidonville. Azouz Begag éclata de rire, se voyant mauvais génie s'échappant d'un réservoir rouillé, lui, l'enfant du Chaâba (en arabe, le gourtbi) qui a toujours évité de s'écrouler à la vue d'un clou ou d'une boîte de sardines aplatie. Parfois, l'écrivain, âgé de trente-huit ans, retourne dans le « bidon d'huile », retrouve le Chaâba, même s'il n'y a plus aujourd'hui de décharge publique. Il y salue ses cousins et regarde les chèvres, les oies, la végétation envahir la mémoire. Le long d'un boulevard, en bordure de canal, le Chaâba réunit encore deux, trois cabanes à la lisière de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin. Personne, excepté les initiés, ne pourrait trouver l'entrée. Le lieu est pourtant populaire, presque mythique dans les bibliothèques des cités, les classes de zone d'éducation prioritaire : *Le Gone du Chaâba* - le gone, dans le parler lyonnais, signifie le gamin - retrace une enfance, du bidonville au destin de bachelier.

Azouz allait couper l'herbe à lapins dans les champs de Vaulx-en-Velin. Il faisait les marchés, le dimanche matin, « à 50 centimes la demi-journée ». Il jetait des pierres sur les putains tout en restant fasciné par l'une d'elles, « Vieux ronds », maquillée, « vachement belle ». Il fallait se méfier des hommes qui marchaient le long du canal, les « dévoreurs d'enfants ». Mais l'été, le niveau de l'eau baissait et tout le monde ramassait les poissons. Les Bach étaient les seuls Français à vivre au Chaâba, les seuls à avoir une maison, plutôt une maisonnette, avec de vrais murs, une cheminée. Ils vivaient à huit dedans, ils possédaient la télé. « On la branchait sur une batterie, on regardait Rintintin, la série de Rusty. » Dehors s'élevaient des châtaigniers, des chênes, des pruniers sauvages et des bouleaux, des acacias et des arbres dont Azouz n'a « jamais su le nom », des arbres à lianes, « notre jungle », les lianes que les enfants découpaient et alumaient pour en faire les premières cigarettes. Les gones chassaient les écureuils, les renards, les lapins. Ils se faisaient engueuler par « la Louise » quand ils oubliaient de l'avertir qu'un camion venait de décharger les ordures alors qu'ils s'étaient, eux, déjà arrogés un droit de propriété sur quelques mètres carrés de trésor - moteur de solex, chaussures, journaux illustrés - malgré la frousse de la maladie du remblai, celle qui vient par les boîtes de conserve rouillées et par laquelle les enfants « s'imaginaient pourrir de l'intérieur ». Au loin, de l'autre côté du canal, sur les hauteurs, s'élevaient de nouveaux immeubles comme des montagnes. Pour les Français, le Chaâba s'appelait le Bois noir. Quand il revient, Azouz Begag trouve que « ça sent bon l'humidité ».

Il fallait ruser pour traduire les carnets de notes au père, se taire lorsque celui-ci revenait de travailler et que les femmes lui apportaient le café, s'habituer aux chamailleries des mères se disputant le point d'eau, écouter Radio-Algérie et les premiers rocks de la période yéyé, parler français à l'école, arabe à la maison ou mélanger les deux, comme on pouvait le faire en disant le « saboun de Marseille » (« le savon de Marseille »), la « tiffizou » (« la télévision »), « l'izbour » (« le sport ») ou la suprême insulte, couramment utilisée au Chaâba : « Zaloubard di Gran Bazar ! Zaloubard di Moumouprix ! » (« Salopard du Grand Bazar, saloperie du Monoprix »). Il ne fallait pas trop poser de questions sur l'Algérie, apprendre, des années plus tard, que le père travaillait sans salaire pour un colon français dans la région de Sétif, logé et recevant un quintal de blé pour l'année.

Azouz grandit entre six frères et sœurs et la famille d'à côté, celle des treize cousins avec lesquels il eut fâcherie quand les policiers ont découvert qu'ils faisaient les bou-

chers clandestins. « Moi, convoqué au Kaissaria, moi qui n'ai jamais adressé la parole à la bouffice, ils vont nous expulser de là maintenant, comme des chiens », le père d'Azouz, ouvrier en bâtiment, paniqua. Finalement, le danger écarté, tout le monde se réconcilia. Azouz, lui, n'apprit pas seulement les leçons de morale et de politesse à l'école primaire Léo-Lagrange, il accumula les points comme on se forge une pointe d'orgueil lorsqu'on doit affronter le regard condescendant du petit Français premier de la classe. Azouz dut résister à l'idée d'être un traître, un *Gonéri*, un Français qui avait de bonnes notes. « T'as une tête d'Arabe comme nous, mais tu voudrais bien être un Français », lui reprochaient ses copains et ses cousins. Moussaoui en tête, le petit dur de la classe qui traitait son professeur « de pédé et de raciste qui croit qu'on n'a toujours pas compris pourquoi il nous met derniers au classement ». Un jour, le professeur répondit à Moussaoui : « Mais regardez Azouz, c'est aussi un Arabe, regardez, il est deuxième de la classe... »

Aujourd'hui, à Vaulx-en-Velin, Azouz Begag passe devant l'école nationale d'architecture, regarde le lycée, fraîchement construit, s'arrête à une maison qui fait déjà partie de Villeurbanne. Il dit, en promettant une animation sur l'écriture avec des jeunes : deux d'entre eux, assis dans un couloir, se tapent du coude : « C'est Begag, le mec qui a

« Nos parents étaient invisibles ; nous, nous avons envie d'être visibles, et nous n'avons pas peur »

écrit *Le Gone du Chaâba*. Azouz va voir sa sœur aînée, une femme d'une cinquantaine d'années. Elle revient d'Algérie avec son mari. Celui-ci y a fait construire une maison, mais personne ne veut y aller et surtout pas ses filles, qui travaillent ou étudient à l'université. Elles se moquent de leur père, de leur mère qui se sont aventurées, le temps des vacances, de l'autre côté de la Méditerranée. « Un *Aïd* en Algérie, merci ! Tu parles, ils n'ont pas bougé de leur maison, ils n'ont rien vu. » « Mais non, je vous assure, à Sétif, on se baladait dans la rue, c'était calme, y avait pas de policiers », tente de convaincre le père. La sœur d'Azouz sort de dessous le canapé un exemplaire du *Monde* dans lequel a été publiée l'interview que le sociologue allemand Dietmar Loch a réalisée avec Khelil Kelkal, en octobre 1992. « Toi, Fatima, l'achète le *Monde* ? », se moque Azouz. « Nan, mais je le garde. J'ai envie de comprendre comment ce gamin a dérapé. » « Comprendre, comprendre... s'insurge l'une de ses filles. Deux cloques dans la gueule oui, ça l'aurait calmé. Ce sont des mecs comme ça qui vont tout bousiller. C'était pas la joie, mais va te promener maintenant dans la rue à Lyon, tu vas voir... »

En bas de l'escalier, des gamins ont inscrit « Kelkal, le boss ». Le lendemain de la mort de celui-ci, ils avaient fait brûler un canapé sous les fenêtres du gardien : « On sentait que Kelkal, ce n'était qu'un prétexte, assure la sœur d'Azouz. Ils sont une dizaine, ils n'ont peur de rien. Il n'en faut pas plus pour changer l'ambiance d'une cité ».

LES voisins ont gagné au jeu du Millionnaire ; ils ont acheté un pavillon à Vaulx-en-Velin. Mais, chaque soir, leurs enfants éprouvent le besoin de revenir dans la cité ; « C'est plus fort qu'eux, on les soupçonne même de dormir dans la cage d'escalier ».

Plus loin, à la Duchère, un quartier sur les hauteurs de Lyon, Azouz Begag retrouve les imposantes barres de dix-huit étages de son adolescence, lorsque la famille quitta le Chaâba pour le HLM et l'électricité. Les barres s'appellent « 260 », « 340 ». Un commissariat a pris la place du café et un supermarché propose ses produits emballés à même les cartons. Un vigile



le gone du Chaâba

Le beur des bidonvilles a grandi, a passé des diplômes, est devenu écrivain, mais il n'a pas oublié ses copains de banlieue. Il raconte des histoires de chiens en colère

noir surveille les clients. Dans un magasin du centre commercial se tient un gardien maghrébin. « C'est ça l'intégration ! », ironise Azouz Begag. Il le reconnaît : « Alors Nordine, avant, tu vidais les rayons, maintenant c'est toi qui empêches les autres de les voler. » « Eh ouais, fallait se décider à arrêter les conneries. Je suis toujours là, mais je suis passé de l'autre côté. » Devant le magasin, un jeune Arabe discute avec un policier de la mort de Kelkal. L'agent prend le bras du garçon et lui demande : « Que veux-tu faire, t'as un mec qui te tire dessus, que veux-tu faire ? » Nordine à Azouz : « Tu te souviens de mon frère, comme il était dangereux quand le RAID l'a arrêté ? Quand même, ils avaient évité de le tuer. » Azouz prend l'ascenseur qui mène chez ses parents, croise un autre

copain, fils d'Algériens, et lui demande, pour plaisanter : « Alors, tu vas à la mosquée ? » Arrête, c'est plein de mecs de la DST » (direction de la surveillance du territoire), répond l'ancien voisin en rigolant ; de toute façon, il ne va jamais à la mosquée.

Dans l'ascenseur, « Monsieur Jean », le « le » Français, est heureux de revoir Azouz. Autrefois, c'était le premier à offrir sa voiture pour emmener les gamins - « les petits Algériens, les chrétiens, les juifs, les pieds-noirs, tout le monde ! » - disputer un match de foot. On vient de brûler la voiture neuve de sa fille, et « Monsieur Jean », dont le gendre est tunisien, dit que, parfois, certains gamins, « certains Arabes, on les mettrait dans un bateau, ils quitteraient le pays, ça ferait pas de mal ». Puis « Monsieur

Jean » s'excuse de « parler comme ça ». Azouz Begag s'arrête chez ses parents, surpris et heureux : ils regardaient la télévision, les variétés de la chaîne officielle algérienne. Ils ne parlaient ni ne lisaient le français, mais ils ont affiché le poster de leur fils, une photo de promotion de la maison d'édition. Le fils devenu écrivain, docteur en économie, sociologue - « sarcialogue, alors tu fais de la magie », dit un enfant de la cité -, Azouz, le bon élève qui est même allé étudier aux États-Unis.

Un jour, Azouz Begag renonça à écrire les contes pour enfants et les romans autobiographiques qu'attend régulièrement son public - plus de 200 000 exemplaires vendus depuis *Le Gone du Chaâba*, en 1986, aux éditions du Seuil. L'écrivain prit un calepin et raconta une histoire de chiens. Il inventa César,

jeune chiot qui, le soir, relouque son père quand celui-ci rentre à la niche et lui demande de lui enlever ses tiques. Chaque jour le père fabrique d'un cran, marche « le dos de plus en plus voûté, comme s'il en avait trop porté » ; c'est un père chien, devenu sourd et fatigué, qui, dit-il, dans un moment d'inattention, vendrait sa famille pour retrouver la liberté ; un chien enragé contre les « profiteurs de vie » qui l'ont dressé, comme les chiens du monde entier, à faire tourner la roue et vivre une vie marquée. Un père qui emmène son fils voir cette roue, broyeuse de chiens, pour lui montrer à quoi il devrait échapper s'il sait éviter les raccourcis de la vie ; mais comment ? Il n'en sait trop rien.

CÉSAR, lui, s'assure, la nuit, que son père est encore vivant, soulève ses paupières et voit ses yeux blancs. César croise parfois son ami Akim, un chiot en chasse d'amour sauvage, et ils errent tous les deux dans la ville ; ils aimeraient manger un « chien chaud », manger les miettes d'un « doner kebab » au restaurant Antalya « interdit aux chiens », les restes d'une côte d'agneau chez la blonde, la patronne des Très Bons Copains, qui dit aussi « interdit aux chiens » et « sale chien de la race ». Akim, César évitent les « zamins », les passants, et les jeux de leurs enfants : « Cauché ! assis ! mords-le ! » ; ils évitent la brigade des policiers anti-chiens errants.

Azouz Begag a fait de son César le chef d'une émeute de chiens un peu par hasard, par la grâce d'un tabassage policier qui le transforme en héros ayant de l'autorité sur tous les chiens révoltés : « Je sais que des milliers d'entre nous attendent un grand changement dans leur vie de chien, mais il faut y aller doucement... L'heure n'est pas encore arrivée », lance le chiot. « La République a peur des chiens méchants, surtout quand ils sont en bande », dit-il aux chiots des cités qui finissent par l'entendre. Le préfet qui reçoit César et la délégation des chiens enragés s'enflamme : « Qu'est-ce que vous croyez ? Vous avez déjà une mauvaise image dans l'opinion publique : vous ôtez bien l'arranger, avec vos émeutes de chiens. (...) Oui, je sais. Vous allez me dire : c'est à cause de l'injustice sociale, de l'histoire, de la colonisation, et du grand capital, et du grand Sotlon, et patati et patata... Mais qu'est-ce que vous avez dans le crâne ? Des pois chiches, ma parole ! Plus les gens ont peur de vous et plus ils font dans les grandes surfaces pour s'acheter des armes. Ce sera vous, les cibles. » On veut que ça bouge pour nous. Nos parents ont été des esclaves, tenus en laisse... Nous, on ne se laissera pas faire. On veut tout apprendre. Finie la vie de chien ! »

Azouz Begag a intitulé son roman *Les Chiens aussi* (publié avant l'été, aux éditions du Seuil) et sa marche des chiens se termine par une victoire : « J'avais les images des Nairs des townships qui dansaient et portaient Mandela au pouvoir. » Azouz Begag, enfant de l'école républicaine, effrayé par le communautarisme à l'américaine, n'a pourtant pas peur de dire que, derrière la crise économique et sociale, se cache aujourd'hui un problème ethnique : « Je ne veux pas être l'Arabe qui cache la forêt car il y a une ethnicisation des quartiers. Les Arabes français, on les voit bien vigiles dans leurs cités, et puis c'est tout. Nous sommes dans une période où il faut doper l'intégration, prendre des mesures, quitter à faire, pourquoi pas, de la discrimination positive, voir des gueules d'Arabes journalistes à la télé, employés aux guichets des banques, dans la police, dans toute la société. Nos parents étaient invisibles ; nous, nous avons envie d'être visibles, et nous n'avons pas peur. Et le modèle républicain tel qu'il est n'est pas indiscutable, c'est pour ça qu'il faut couper l'herbe sous le pied des jeunes qui se disent qu'ils seront toujours victimes du racisme, les empêcher de tomber dans le communautarisme, les faire participer à la vie politique autrement qu'à travers un Arabe de service. »

Quand il n'écrit pas des romans, Azouz Begag travaille sur les transports urbains dans les cités, ces fameux bus qu'une partie de la population défend et qu'une autre attaque à coups de pierres. Quand il n'écrit pas des histoires de chiens, ce Français, fils d'Algérien, n'en finit pas de voyager entre les deux rives.

Dominique Le Guilledoux

Le Monde

Sauver le système bancaire

En interdisant d'activer sur leur territoire l'une des principales banques japonaises, la Banque Daiwa, les États-Unis prennent d'abord les États-Unis sur le Japon. Dans les années 80, les banques américaines avaient été particulièrement menacées par l'invasion des géants nippons sur leur propre marché national. Elles s'étaient inquiétées de ne pouvoir investir elles-mêmes dans l'archipel. Approuvée par Tokyo et confortée par la Banque du Japon, la décision des autorités new-yorkaises dépasse cependant largement ce cadre. Elle s'inscrit dans une opération plus vaste de sauvetage du système bancaire mondial, malmené par les récessions, la déflation et les crises immobilières.

Ensemble du système financier mondial. L'internationalisation et la diversification des marchés de l'argent ont plongé toutes les banques dans un monde opaque où les pratiques frauduleuses sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus difficiles à repérer. Il s'agit d'éviter que des affaires comme celle de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), de la Barings et maintenant de la Banque Daiwa ne se reproduisent.

L'objectif des dirigeants américains, soutenus en cela par Tokyo, est également de rassurer sur l'avenir du système bancaire japonais. La crise des banques au Japon est à l'origine de la récession la plus grave qu'ait connue l'archipel depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les établissements de crédit japonais doivent faire face à une masse considérable de créances douteuses accumulées à la suite de l'effondrement depuis cinq ans des marchés immobiliers et boursiers.

L'extrême fragilité du système bancaire du premier créancier du monde menace l'ensemble de l'économie mondiale. En marquant leur détermination à agir, et à agir fermement si nécessaire, les autorités américaines et japonaises démontrent leur volonté de conserver la maîtrise du système financier de la planète. Les marchés financiers s'inquiètent du risque d'une défaillance majeure d'un établissement japonais et de la panique qui s'ensuivrait. La baisse du yen depuis plusieurs semaines est la conséquence directe de la méfiance croissante à l'égard des banques nipponnes.

Civilisation urbaine

La réalité du XIX^e siècle continue à imprégner l'image que beaucoup de Français se font de leur pays à la veille du XXI^e. Ils pensent que la France est encore un pays rural alors que la majorité de ses habitants vivent dans les villes. Sans être seuls responsables d'un tel retard, les dirigeants politiques ne sont pas non plus responsables de cette évolution sociologique, mais se complaisent à renforcer une tradition devenue obsolète. Il n'est que trop significatif qu'au moment même où le président de la République et le premier ministre s'apprennent à signer solennellement une nouvelle charte avec le monde agricole le gouvernement ne parvienne pas à mettre au point un plan de sauvetage de banlieues qui s'effondrent dans le désespoir, l'excision, la délinquance. Dans un cas, on sait, comme depuis toujours, trouver des milliards ; dans l'autre il faut gratter les fonds de tiroir pour découvrir quelques sous.

Tout, certes, n'est pas affaire d'argent. Mais, dans la logique politique et administrative française, la somme des crédits alloués révèle l'attention portée à un dossier. Il ne faut pas, c'est vrai, opposer rats des villes et rats des champs. Les difficultés d'adaptation aux contraintes d'une France ouverte sur le monde sont parfois aussi difficiles dans le monde rural que dans le monde urbain. Pour aller le premier, Jacques Chirac

continue à penser qu'il suffit de subventionner les agriculteurs, alors même qu'il y a eu des décennies, ce sont trop souvent ceux qui en ont le moins besoin qui sont le plus aidés. L'actuel gouvernement freine même l'application d'une ambition politique d'aménagement du territoire qui, au-delà des objectifs électoraux de Charles Pasqua et d'Edouard Balladur, avait l'avantage d'être plus conforme à la réalité d'aujourd'hui.

Dans les villes, le schéma est malheureusement identique. La solidarité nationale ne joue pas non plus véritablement pour les plus pauvres. C'est pourtant dans les banlieues que la fracture sociale, si justement dénoncée par le chef de l'État, est la plus grave. C'est dans les quartiers défavorisés que l'unité de la République et donc la démocratie sont le plus sérieusement menacées. Leur intégration pleine et entière dans la société française ne peut être que la priorité des priorités. Y parvenir implique l'invention d'une vraie civilisation urbaine. François Mitterrand l'avait évoquée dès le début de son premier septennat. Mais force est de constater que, malgré quelques tentatives, les socialistes ne s'étaient guère montrés inventifs. Comme la droite, ils ont été prisonniers de leur électorat et d'institutions où les ruraux sont sur-représentés par rapport aux urbains. Le retard doit être rattrapé. Il est plus que temps que la France s'accepte comme elle est et non plus comme elle se rêve.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ; Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction ; Edouard Mialou, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directeur délégué ; Directeur adjoint de la rédaction : Edouard Pirelli ; Rédacteurs en chef : Thomas Pirelli, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ; Jean-Paul Besson, directeur de la presse ; Laurent Gaudier, directeur de la presse ; Daniel Heymann, directeur de la presse ; Daniel Heymann, directeur de la presse ; Alain Rollin, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Pourcin, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ; Anciens directeurs : Hubert Beyer-Méry (1944-1949), Jacques Favret (1949-1961), André Laurens (1961-1965), André Fontaine (1965-1971), Jacques Lescaze (1971-1974) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 999 999 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Robert-Beyer-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions, Jean-Marie Colombani, président du conseil ; Rédaction et siège social : 15, rue Falguère 75001 PARIS CEDEX 15 ; Tél. : (01) 46-45-35-36 Télécopieur : (01) 46-45-35-91 Fax : 24-6059 ; Administration : 1, place Hubert-Rodière 92057 Ivry-sur-Seine CEDEX ; Tél. : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-30-10 Fax : 26-1311

Valeur par Guy Billout



Les armées demandent un cap

LES ARMÉES FRANÇAISES naviguent à vue, dégraisant leurs effectifs et réduisant leurs matériels. Les industriels de l'armement pilotent au jour le jour, licochant au risque de perdre leur savoir-faire. Les élus ont adopté en 1994 une programmation militaire pluriannuelle, qui a fait long feu, et un budget pour 1995, qui s'est défilé au bout de six mois. La défense ressemble aujourd'hui à un bateau ivre, dont l'équipage attend qu'on lui fixe un cap. Obstinément, le gouvernement répète : les choix tomberont avant l'été prochain, après qu'un comité stratégique présidé par Charles Millon aura proposé les options possibles à Jacques Chirac, en conseil de défense. Le 8 novembre, les députés, appelés à examiner un projet de budget pour 1996 à horizon fuyant, savent que leur vote a strictement aucune signification.

Comme le remarque Arthur Paecht, député PR du Var, au nom de ses collègues de la commission des finances, la défense tend à devenir « une variable d'ajustement de l'équilibre budgétaire » : on ponctionne au coup par coup les crédits militaires, selon les besoins, sans vue stratégique sur le long terme. Comme le demande, échaudé par l'expérience, Jacques Boyon, député RPR de l'Ain, au nom de la commission de la défense qu'il préside : « Le projet de budget militaire pour 1996 a-t-il une espérance de vie au-delà de six mois ? » Honnêtement, le ministre de la défense réplique qu'il n'en sait rien.

LE CHAIR LECLERC, MATÉRIEL « INUTILE »

Un autre rapporteur, et 000 des moindres, de la commission de la défense, René Galy-Dejean, député RPR de Paris, annonce qu'il y aura pas de second porte-avions nucléaire, après le Charles-de-Gaulle. Il se s'attire aucun démenti officiel. Le même député, proche de l'ancien premier ministre Edouard Balladur, considère : « L'armée de terre ne recevra vraisemblablement que 150 chars Leclerc », au lieu des 1 400 programmes au départ, parce que c'est un matériel « inutile » dans le cadre de la stratégie d'action définie par le Livre blanc en faveur de forces « projetables » et légères. Son propos — ou son prospect — ne suscite aucun écho gouvernemental. Mais ce silence contraint le constructeur du Leclerc, le groupe GIAT Industries, au bord de la faillite, à devoir rassurer « l'autre » client du char, les Émirats arabes unis, qui ont commandé pas moins de 400 exemplaires.

Interrogés par les commissions parlementaires, les chefs d'état-major et les responsables de l'administration laissent, chacun à sa façon, apparaître leurs inquiétudes. Avec la discrétion qui le caractérise, François Roussely, secrétaire général pour l'administration, lâche : « Les moyens des armées [en clair, les crédits de fonctionnement] sont considérés actuellement comme des seuils minimaux au-delà desquels les missions devraient être réexaminées. » A la baisse, naturellement. Pour la première fois, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean Ranou, fait observer que, le manque d'argent étant ce qu'il est, c'est-à-dire irrémédiable, il ne pourra plus acheter à la fois le Rafale, le Mirage 2000 et l'avion de transport futur. Il faudra bien choisir, en dépit des grincements de dents qu'il entend, déjà, chez les industriels.

Il n'est pas jusqu'au directeur général de la gendarmerie, Patrice Maynial, qui n'apporte de l'eau au moulin de ses homologues. Avec un détail, qui fera sans doute sourire, mais qui traduit bien le fait que l'institution militaire évolue aujourd'hui sur une corde raide. La suppression de la franchise postale, à compter du 1^{er} janvier 1996, coûtera aux brigades quelque 150 millions de francs supplémentaires, soit 10 % des frais de fonctionnement de la gendarmerie, et à l'ensemble des armées, 400 millions de francs par an, l'équivalent d'un avion Rafale. Au demeurant, l'armée de l'air ne commandera pas de Rafale l'an prochain.

Ce ne sont là que quelques exemples. En réalité, tout est en attente au ministère de la défense. Pour l'instant, l'entourage de M. Millon explique que le ministre procède à « une opération-vérité » et que, dans cette optique, il a stoppé la barre à zéro pour savoir — au travers d'une série d'audits qui débouchent sur des diagnostics — où il en est et amener le décideur ultime, le président de la République, à prendre ses responsabilités de chef des armées.

RÉVISION DE LA LOI DE PROGRAMMATION

Dans cette attente, les armées vivent à crédit, qu'il s'agisse de signer des chèques en bois qui pourraient en fin de compte ne pas être honorés. Le chef de l'État, qui a le temps pour lui, et le gouvernement, qui doit parer au plus pressé, agissent comme si le budget 1996 de la défense n'avait pas de sens et comme si le seul rendez-vous qui importe désormais était la révision de la programmation militaire 1995-2000 adoptée, en 1994, par le Parlement.

La colère des élus — et indirectement celle des chefs militaires et des industriels de l'armement — provient du fait, précisément, que le nouveau pouvoir considère comme nul et non avenue un texte de loi qui n'a qu'un an d'existence et qu'ils venaient d'approuver. « On demande au Parlement de se déjuger et donc de perdre toute crédibilité à moins d'une année de distance », soulignent la plupart des députés, majorité incluse. « Le monde n'a pas changé de façon telle, affirme François Léotard, le précesseur de M. Millon, qu'il faille remettre en cause la programmation 1995-2000, votée par Jacques Chirac et Alain Juppé. »

Pourtant, le comité stratégique, auquel on a demandé de travailler sans tabou et qui n'est pas une instance de décision, ne s'interdit aucune hypothèse, aucune spéculation. « Il passe la maison au crible, depuis la cave jusqu'au grenier », admet l'un de ses membres. A l'instar de ce qui s'est passé aux États-Unis, quand le Pentagone a pratiqué sa politique de révision dite « de fond en comble », sans toujours déboucher sur du concret. « On ne s'en sortira pas, ajoute la même source, sans abandonner un ou deux programmes majeurs et sans tailler dans les effectifs. » Ce qui présage de nouvelles fermetures de sites militaires, une restructuration de l'industrie de l'armement, avec les suppressions d'emplois qu'elle entraîne, et une loi de dégauchissement des cadres qui a laissé de mauvais souvenirs à une armée de terre déjà traumatisée par la perte du tiers de ses effectifs en vingt-cinq ans.

Jacques Isnard

AU FIL DES PAGES/International

Quo vadis Polonia ?

Où vas-tu, Pologne ? La question, adaptée du célèbre roman du Prix Nobel (1905) Henryk Sienkiewicz, est toujours justifiée en cette veille d'élection présidentielle ; six ans après la chute du mur de Berlin, que les ouvriers et les intellectuels polonais avaient préparée avec courage et opiniâtreté, un héritier des communistes repointe aux couleurs social-démocrates menace le président sortant, l'ancien électricien des chantiers navals de Gdansk, le héros de Solidarnosc. Si la Pologne n'est pas menacée d'une résurgence du communisme, une incertitude n'en pèse pas moins sur son avenir, surtout si les Occidentaux restent sourds à ses appels en faveur de son retour dans la famille européenne. « Si nous ne rejoignons pas l'Ouest à temps, a coutume de dire Lech Walesa, l'Est va nous rattraper. »

On peut juger ces craintes infondées, pour le moins exagérées. Pour la première fois de son histoire, la Pologne a des frontières acceptées par tous ses voisins ; elle n'est plus ce ventre mou de l'Europe dont les frontières « ont tant embrassé des territoires immenses (...) tantôt se sont réduites jusqu'à disparaître totalement ». Mais cet acquis est récent ; il date de 1945 et il a même fallu attendre 1990 et la réunification pour que les Allemands le consacrent solennellement. Dans son Histoire de la Pologne, Daniel Beauvois a raison d'insister sur le lien indissoluble entre la stabilité de la Pologne et celle de tout le continent. En parcourant à grands pas l'histoire de ce pays, depuis qu'un moine inconnu de la région d'Aix-en-Provence, surnommé « Gallus anonymus », écrivit au début du XII^e siècle la première chronique des rois polonais jusqu'aux derniers sondages avant le scrutin présidentiel, il entonne un hymne à « l'europanité » de la Pologne, sous-estimant toutefois les effets de l'antisémitisme et le massacre de la communauté juive polonaise par les nazis.

La nation polonaise s'est forgée dans le mythe d'un État rayé de la carte

Le livre de Daniel Beauvois détaille les étapes d'une histoire marquée par les rivalités, les guerres, les ambitions folles suivies des défaites les plus cuisantes, jusqu'à 1795 et la disparition même du pays après un troisième partage entre ses voisins, puissants — ou moins puissants qui héritaient des miettes. Il montre bien comment la nation polonaise s'est maintenue, mieux peut-être s'est forgée, dans le mythe d'un État rayé de la carte ! « La Pologne n'est pas morte tant que nous vivons », disait à la fin du XVIII^e siècle un chant de Józef Wybicki, qui deviendra l'hymne national. Il insiste sur le rôle des émigrés polonais dans les mouvements révolutionnaires de l'Europe, notamment en France ; il s'attarde sur les hésitations et les contradictions de la II^e République, après la renaissance du pays en 1918 (la I^{re} République se réfère à la monarchie élective d'avant 1795) ; sur la figure contestée de Józef Piłsudski, réhabilité après la chute du communisme : « Vie étrangement commencée dans le terrorisme révolutionnaire et achevée dans la répression conservatrice », dit-il. Est-ce ce parcours contrasté qui fascine à ce point Lech Walesa, ce devenu président. Il a voulu prendre modèle sur le vieux maréchal ?

Pendant les cinquante ans de tutelle soviétique, les Polonais ont maintenu l'esprit de leur hymne national, jusqu'à ce jour d'octobre 1978 où l'un des leurs est monté sur le trône de saint Pierre. « N'ayez plus peur », a alors lancé Karol Wojtyła au monde entier, mais ses compatriotes ont compris qu'il s'adressait d'abord à eux et ils l'ont pris au mot. Depuis deux ou trois ans déjà, quelques ouvriers et intellectuels avaient commencé à s'organiser, parce que « la société n'a d'autre moyen de se défendre contre l'injustice que la solidarité » (appel du KOR, comité de défense des ouvriers en 1976). « Solidarité » : le mot était lâché qui serait le signe de ralliement de toute la société polonaise après les grèves de 1980 dans les chantiers navals de Gdansk. Et ce n'était pas l'état de guerre proclamé l'année suivante par le général aux lunettes noires sur les ordres du Krasinski qui pouvait arrêter le mouvement. Le catholicisme ne pouvait être stoppé que par l'effondrement de tout le système communiste. Quel que soit son sort à l'élection présidentielle, Lech Walesa, et quelques autres qui ont résisté à la mégalomanie, resteront les symboles de cette contribution polonaise à l'histoire européenne.

Daniel Vernet

* Histoire de la Pologne par Daniel Beauvois, Hatier, 460 pages, 150 F. Lire aussi Quand le soleil se couche à l'est par Jean-Louis Potel, Ed. de l'Aube, 320 pages, 149 F.

RECTIFICATIF ATTENTATS

A la suite de la publication, dans Le Monde du 3 novembre, d'un article consacré à l'enquête sur les attentats attribués à la mouvance islamiste, M. Patrick Gattegno, défendeur de Zebur Salih, nous prie de préciser que son client, interpellé et placé en détention le 31 août dans le Rhône, a été remis en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris le 27 octobre, sans être placé sous contrôle judiciaire.

صوتنا من الداخل

150

Le communisme est-il de retour ?

par Jellou Jelev

Au début de 1990, un peu partout en Europe de l'Est, des intellectuels, des étudiants, procédaient, dans une joyeuse euphorie de carnaval, à l'éclatement symbolique du communisme. Je garde toujours quelque part dans mon bureau un petit souvenir de cette époque glorieuse. Une petite boîte de conserve bien fermée qui contenait « le dernier soupir du communisme ». Aujourd'hui, en 1995, l'enterrement du fameux spectre proclamé par le Manifeste communiste, il y a un siècle et demi, apparaît moins probable qu'en 1990. D'un point de vue historique, ce phénomène ne devrait pas nous surprendre.

A l'an V de la grande révolution, la France avait déjà fait voter deux Constitutions : elle avait vécu la mort du roi guillotiné avant de voir les enfants chériss de la Révolution, Danton et Robespierre, balayés par les changements. Elle allait avoir à faire face aux années Napoléon et à la Restauration.

A l'an V de la grande révolution, la Russie mettait fin à la guerre civile, obligée de reconnaître l'échec du communisme de guerre. Lénine venait d'inventer la formule de la « nouvelle politique économique ». Les cellules du parti se disputaient pour savoir si cette politique était, ou non, un retour du capitalisme... La Russie allait avoir à faire face aux années Staline et au Goulag.

Les révolutions, même les « révolutions de velours », se trouvent rarement capables de répondre aux espérances qu'elles ont engendrées. La déception, le pessimisme envahissent les esprits et nous sommes obligés de nous rendre à l'évidence : l'ancien régime, qu'on espérait enfoui profondément sous la terre, est bien vivant.

Le retour des anciens communistes au pouvoir peut être compris à travers deux paradigmes de base. Le premier paradigme, celui de la « récommunication », est mis en avant surtout par le parti des « décommunisateurs ». Le deuxième, celui de la « restauration de velours », est soutenu par les modérés qui présentent la reprise du pouvoir par les anciens

communistes comme une conséquence inévitable de la révolution elle-même.

Pour les adeptes de la « décommunisation », il n'y a pas eu de changement, ni de révolution, mais une simple simulation qui a permis aux anciens communistes de convertir leur pouvoir politique en puissance économique, et d'éviter la juste vengeance des dominés. De fait, sous le regard angoissé de la population, les anciens membres de la Nomenklatura et des hautes hiérarchies des services secrets répartissent la richesse nationale pour recréer une nouvelle « société » soumise à leurs propres intérêts. En même temps, la thèse de la récommunication comme celle de la conspiration autorisent les dirigeants démocratiques à rejeter toute responsabilité dans l'échec de leur politique.

La « restauration de velours » est aussi une explication trop confortable car elle suggère une idée de fatalité. Quatre années de gouvernement Antal se sont révélées largement suffisantes pour balayer la nostalgie du temps du régent Horthy, quatre années de gestion Horn enterreront à jamais celle de l'époque Kadar, prétendant certains de mes amis hongrois. De même, en se référant à l'Histoire de France, Adam Michnik n'hésite pas à déclarer que la « restauration de velours » est inévitable. Par rapport à une révolution qui mènerait à ses défaits, elle serait même un moindre mal. Michnik, comme mes amis hongrois, ne manquent pas d'arguments. Mais ce qui est vrai pour la Pologne et la Hongrie ne l'est pas forcément pour la Bulgarie.

Je ne puiserai mes arguments ni dans le discours de la « récommunication », ni dans la rhétorique de la « restauration ». Pour moi, le problème est ailleurs : comment reformuler l'anticommunisme des années 90 dans une perspective d'« anti-postcommunisme » ? Car ce qui menace l'Europe de l'Est et surtout la Bulgarie, c'est moins le retour du communisme que la consolidation du postcommunisme.

Le communisme, dans sa version classique et traditionnelle, est

incapable de reprendre ses anciennes positions et de rétablir son pouvoir : il est inconcevable d'imaginer que des goulags puissent réapparaître, que le multipartisme soit de nouveau interdit, que la liberté de la presse soit suspendue ou que soit imposé au pays un isolement international afin de ranimer les Comecom et autres traités de Varsovie. En tant que système politique, le communisme est bien mort, même aux yeux de ses partisans les plus farouches.

Mais nous devons faire face à une série de substitutions démocratiques qui constituent le réel danger pour un pays en transition comme le mien. L'idée même de démocratie a cédé la place à un chaos à la fois pluraliste et autoritaire, qui abrite toutes sortes de manifestations criminelles : je pense surtout aux diverses formes de criminalité organisée – mafia, corruption, chantage politique. D'autre part, l'idée d'économie de marché s'efface lentement au profit d'un capitalisme centralisé. Les derniers soubresauts du communisme menacent d'entraîner dans la tombe cette jeune et fragile démocratie qui fait ses premiers pas.

En tant que système politique, le communisme est bien mort

On est souvent tenté d'établir des analogies entre la Restauration française, au XIX^e siècle, et le postcommunisme consolidé. J'aperçois pour ma part une différence fondamentale. La Restauration française était restée fidèle à la monarchie et à la foi dans l'ordre naturel. Joseph de Maistre, Burke, Chateaubriand étaient les adversaires idéologiques de la réforme. Leur restauration n'a pas eu lieu, car la société française ne regrette pas le roi guillotiné, mais avait rejeté toute croyance dans les origines divines du pouvoir souverain du roi.

Dans le cas de l'Europe de l'Est, la volonté de maintenir un dis-

cours réformiste se heurte à celle de ne rien modifier réellement. Les autorités actuelles soutiennent fermement cette idéologie de la mutation radicale tout en abandonnant, dans le secret du pouvoir, les techniques réformatrices pour les remplacer par les anciennes pratiques communistes.

Qu'est-ce qui est donc de retour ? C'est d'abord l'Etat, omniprésent, tout-puissant. On commence à identifier subtilement deux types de propriétés – la bonne, celle de l'Etat, et la mauvaise, celle de l'individu ou d'un groupe coopératif. L'initiative privée, l'entreprise privée subissent une double pression, celle du gouvernement qui impose des méthodes de gestion trop centralisées, et celle de la criminalité organisée, qui cherche à établir ses propres règles du jeu.

Ce qui est de retour aussi, c'est un faux corporatisme qui cherche à réduire les combats d'idées et d'intérêts à une négociation dans le cadre du parti au pouvoir. L'espace public est remplacé par l'espace du parti, ce qui permet une dangereuse manipulation : les intérêts du parti ou de certaines corporations sont mis en avant, comme les intérêts de la nation.

Troisième retour, celui des pratiques discursives de l'ancien régime – cette langue de bois impersonnelle qui sentait le moisi et l'optimisme béat. Une langue qui haïssait uniquement Le Châtelet de Kafka et les couloirs du pouvoir communiste.

Sont également de retour les rites de l'ancien régime. Ces gens-là, appelés à entreprendre et à gérer des réformes économiques et politiques radicales, se laissent guider par un revanchisme politique de bas étage.

On assiste enfin au retour de la méfiance à l'égard de l'Occident. La tolérance culturelle et intellectuelle bien ancrée dans notre tradition nationale est remplacée par une xénophobie rebelle, par une espionnage algue, qui nous fait revivre l'ambiance des années 60.

Mais le retour le plus dangereux, c'est celui d'un non-engagement de la société civile. De nouveau, la division s'installe entre « nous » et « les autres ». De nouveau l'apathie politique se glisse dans les esprits. « Les autres » : c'est cette entité anonyme et amorphe, sans aucun profil politique, qui gère l'Etat en dépit de certaines volontés exprimées, en dépit de la volonté des citoyens.

Voilà, à mon avis, les quelques « retours de manivelle ». Le communisme, lui, n'est pas de retour, il ne peut pas revenir ; mais il n'est pas pressé d'abandonner la société postcommunisme.

Jellou Jelev est président de la République de Bulgarie.

Michel Foucault et la délinquance des classes dirigeantes

par Pierre Lascoumes

IL Y A vingt ans paraissait *Surveiller et punir*, de Michel Foucault. Il n'est pas sans intérêt de relire ce livre au moment où se développent des controverses sur les passe-droits dont bénéficiaient de nombreuses personnalités. L'ouvrage de Michel Foucault contient, en effet, des outils d'analyse qui permettent de mieux comprendre la mobilisation sociale et judiciaire récente sur les formes de délinquance dont se rendent coupables des dirigeants à l'occasion de leurs fonctions économiques ou politiques, pratiques que Foucault nommait les « *illégalismes des droits* ».

L'histoire de la prison n'est qu'en surface l'objet principal de *Surveiller et punir*. Il traite plus fondamentalement des changements intervenus dans les formes de pouvoir et dans la définition d'un ordre public durant la deuxième partie du XVIII^e siècle.

L'Ancien Régime se caractérisait par la multiplicité des *illégalismes* propres à chaque état social. Ceux-ci mêlaient privilèges, résistances aux pouvoirs locaux et au pouvoir royal, pratiques transgressives liées aux conditions de vie et de survie. A cet ensemble hétérogène a succédé, à la fin de l'âge classique, une conception univoque de la délinquance.

Les atteintes aux biens et les atteintes violentes contre les personnes commises par les classes populaires ont été mises au centre de notre conception de l'ordre public. Elles y sont encore aujourd'hui. Les besoins du capitalisme montant exigeaient la constitution d'un peuple moral, respectueux avant tout de la propriété, condition de la sécurité de la production industrielle et de la circulation accélérée des richesses. L'activité des appareils policiers, judiciaires et pénitentiaires s'est alors focalisée sur les « *illégalismes des biens* » et l'emprisonnement est devenu la peine de référence.

Toutefois Michel Foucault ne s'arrête pas là. Il montre que le système pénal n'a pas cherché à sanctionner tous les *illégalismes*, mais au contraire à les différencier.

Si les atteintes aux biens et les formes de violence populaire accablent l'essentiel de l'attention publique et pénale, il n'en va pas de même pour les infractions commises par les détenteurs du pouvoir économique et politique. Leurs *illégalismes*, leurs jeux avec les règles, leurs pratiques spécifiques de transgression ne sont pas

oubliés, mais traités sur un mode mineur, dédramatisant et disculpant. « La bourgeoisie se réserve, elle, l'illégalisme des droits : la possibilité de tourner ses propres règlements et ses propres lois ; de faire assurer tout un immense secteur de la circulation économique dans un jeu qui se déploie dans les marges de la législation. »

Ces *illégalismes* bénéficient de quatre formes d'euphémisation sociale :

– Euphémisation juridique, dans la mesure où l'essentiel des infractions qui leur sont applicables relève non du droit pénal ordinaire, mais d'un droit pénal administratif (fiscal, douanier, boursier, etc.), plus technique et visant davantage une réparation des irrégularités qu'une sanction des fautes. En parité continue avec cet habituel traitement juridique, le nouveau code pénal est resté muet sur ces matières. Le Livre V, qui doit en traiter, est toujours dans les limbes.

« La bourgeoisie se réservera, elle, l'illégalisme des droits : la possibilité de tourner ses propres règlements et ses propres lois »

– Euphémisation institutionnelle, dans la mesure où les services chargés de mettre en œuvre ce droit pénal sont des organismes professionnels ou des services administratifs ayant de tout autres objectifs que la recherche et la sanction des infractions. C'est aussi vrai des services des impôts, de l'inspection du travail que des commissions bancaires, de la concurrence ou de la COB. La justice et la police n'interviennent qu'à la marge, l'appréhension de l'opportunité des poursuites leur échappant totalement.

– Euphémisation dans la répression, dans la mesure où l'essentiel des situations infractionnelles repérées prend la forme non de jugements pénaux visibles, mais de sanctions aussi pragmatiques que discrètes : régularisation sous condition, mise en conformité, transaction, consignation, amende administrative, etc.

– Euphémisation culturelle, dans la mesure où, à de rares exceptions près, la production intellectuelle française est restée insignifiante sur ces questions, contribuant ainsi à l'occultation générale du problème.

La multiplication depuis cinq ans des « affaires » impliquant des responsables économiques et politiques pose la question des changements possibles dans la visibilité sociale, le traitement administratif et judiciaire, et la sanction des infractions commises par les membres des classes dirigeantes. Non seulement nous semblons découvrir que la transgression des normes légales n'est pas l'exclusivité des classes populaires, mais encore que les délinquances économiques et financières ne sont pas le fait de quelques regrettables « moutons noirs ».

Les dernières lignes de *Surveiller et punir* nous invitent à demeurer attentifs au « *grandement de la bataille* » sociale. Jusqu'où saurons-nous aller collectivement dans la mise en visibilité des *illégalismes* des droits économiques et financiers ? Démocratiquement, est-il tenable longtemps, pour un système de pouvoir, de faire l'impasse sur ses propres *illégalismes* ?

Comment garantir, alors, de façon crédible, un cadre d'action moral pour l'exercice des pouvoirs qui impose aux dirigeants autant de devoirs qu'il en exige de leurs sujets ?

Pierre Lascoumes est directeur de recherche au CNRS.

Cessons de tricher avec les taux !

Suite de la première page

Or aujourd'hui, la question posée n'est pas celle de la parité franc-mark. Vie de l'entreprise, elle apparaît assez satisfaisante. Nos sociétés bénéficient même d'un coût du travail moindre et les gros efforts de productivité accomplis ces dernières années ont ramené nos performances à des niveaux voisins de nos concurrents allemands.

Pour atteindre l'objectif de la monnaie unique, la vraie question est celle de la réduction drastique des déficits budgétaires et sociaux dans les deux ans qui viennent. Les efforts faits dans les entreprises par les salariés et les dirigeants ces dernières années doivent donc être concentrés également le secteur public. Nous faisons confiance au gouvernement – dont c'est la mission – pour s'engager fermement dans cette direction, rappelée et précisée avec force par le président de la République. Face à l'action de réduction des déficits et face à cette réalité de croissance essouffie, notre pays continue à vivre avec des taux d'intérêt réels historiquement élevés. Cette situation est dangereuse, elle n'est pas inéluctable.

Le niveau actuel des taux d'intérêt réels pénalise lourdement tous ceux qui sont endettés : l'Etat, les entreprises grandes ou petites, mais aussi les ménages. Il accroît la gravité de certaines crises, comme celle de l'immobilier. Le marché de l'immobilier, devenu marché financier, est aujourd'hui guidé par la recherche d'un taux de rendement. Dès lors, nous sommes installés dans un cercle vicieux où les taux élevés entraînent des anticipations de rendement excessives qui poussent les prix à la baisse, ce qui renforce la gravité des conséquences de la crise sur l'équilibre des établissements financiers et ce qui fragilise l'ensemble de nos entreprises.

Le niveau des taux a aussi un impact négatif immédiat sur la croissance. Or cette croissance est, avec

l'ensemble des initiatives sociales d'insertion ou d'aménagement du temps de travail, la clé de l'emploi. Les taux actuels découragent la consommation, l'investissement et la véritable épargne dirigée vers l'entreprise. Nos entreprises ne peuvent pas supporter à la fois la rigueur liée à la réduction des déficits et la rigueur monétaire. Si la ponction sur l'économie, nécessaire pour réduire les déficits publics, est accentuée par l'atonie liée à des taux réels excessifs, nous allons inéluctablement vers l'aplasie de notre économie, fût-elle lente.

Une baisse très forte et très rapide des taux est indispensable. Or elle est désormais possible.

Plusieurs éléments brouillent ces dernières années notre image : la monnaie unique apparaît incertaine et lointaine ; l'échec de l'élection présidentielle provoquait l'attentisme ; l'espérance d'un auto-allumage de la croissance, notamment en matière de consommation, servait de paravent aux vraies questions. La gestion monétaire qui a prévalu durant cette période n'est plus la réponse adaptée.

En cet automne, en effet, le constat sur l'essouffissement de la croissance est unanimement partagé ; les échéances européennes se rapprochent ; l'engagement de notre pays vers la monnaie unique a été explicitement réaffirmé ; l'action sur la réduction des déficits est accentuée et crédible ; quant aux marchés, ils sont aujourd'hui dans une phase d'anticipation. Cela veut dire qu'à l'engagement fort du gouvernement sur la réduction des déficits doit répondre une baisse non moins forte et non moins immédiate des taux ; une baisse qui se chiffre par points et non par dixièmes de point ; une baisse qui ne se contente pas d'un « pas à pas » soumis au moindre hoquet de conjoncture là où la visibilité est nécessaire ; une baisse qui, également et surtout, donne confiance aux ménages et aux entreprises.

L'analyse souvent brandie par le passé selon laquelle une forte baisse des taux menacerait le franc nous paraît obsolète et à courte vue. A l'heure où la croissance s'essouffit et où le chômage – déjà dramatiquement plus élevé en France qu'ail-

leurs – recommence à s'aggraver, les marchés comme les entreprises ont besoin d'être rassurés. Leur plus grande crainte aujourd'hui – et la nôtre – est de voir la France replonger dans un marasme économique générateur de profonds déchirements sociaux.

Pour toutes ces raisons, et aussi parce que le spectre d'une résurgence de l'inflation est boursellement et durablement terrassé, notre sentiment est qu'une forte baisse des taux serait très favorablement saluée par les marchés. Elle consoliderait rapidement nos perspectives de croissance, notre capacité à tenir nos engagements européens. Le franc n'en souffrirait pas. Il en bénéficierait.

Bien sûr, de sérieuses réformes de structures sont également indispensables pour assainir notre économie et renforcer sa compétitivité : réforme fiscale, marché du travail... Mais ne nous trompons pas de calendrier. Ces réformes-là s'inscrivent par nature dans la durée. La baisse des taux est, elle, possible très vite et peut produire des effets rapides si son ampleur est significative, vraisemblablement de l'ordre de 2 points au moins.

Nous savons, bien entendu, la décision prise jeudi 2 novembre par le comité de la politique monétaire de la Banque de France de réduire de 0,40 point le taux des prises en pension. Elle est positive mais encore très insuffisante et reste dans une logique du petit pas. Nous respectons l'autonomie de la Banque de France. Notre propos est seulement de témoigner avec force qu'un changement de rythme est à la fois urgent et possible.

Les adhérents de courses de haies savent bien qu'à l'approche de l'obstacle il faut allonger la foulée pour le franchir et non pas plier au risque de trébucher sur la haie. Le moment est venu d'allonger la foulée monétaire. Ne trichons pas. Nous bénéficions aujourd'hui d'une étroite fenêtre de tir pour procéder à cette baisse massive des taux. C'est une occasion historique. Ne la ratons pas.

Henri Lachmann et Jean-Marie Messier

70^{ème} semaine sociale

Une idée neuve : LA FAMILLE
lieu d'amour et lien social

Jean Boissonnat
Olivier de Dinechin
Bruno Frappat
Marie-Joëlle Guillaume
Philippe Julien
Xavier Lacroix
François Mahieux
Marie-Danièle Pierrelée
Guy Raymond
René Raymond
Robert Rochefort

• la famille hier et aujourd'hui
• le mariage en question
• du désir d'enfant
• la responsabilité éducative
• la famille lieu de vie
• famille, profession et vie sociale
• droit de la famille
• et politique familiale
• christianisme, famille et lien social

Trois jours d'échanges et de confrontations
sur 7 conférences et 16 carrefours

10-11-12 novembre 1995

Palais des Arts et des Congrès d'Issy-les-Moulineaux
25, avenue Victor Cresson 92130 Issy-les-Moulineaux

Renseignements et inscriptions : Semaines Sociales de France
1, rue Bayard, 75008 Paris - tél. (1) 42 56 55 40 - fax (1) 42 56 55 45

SCANDALE Pour avoir dissimulé pendant des années des pertes sur le marché obligataire américain, la Banque Daiwa, l'une des cinq plus importantes du Japon et la dix-neuvième du monde,

vient d'être, coup sur coup, mise en accusation par la justice des Etats-Unis et sanctionnée par le ministère des finances japonais. ● L'ETABLISSEMENT a été inculpé par la justice américaine de

fraude et d'une série d'autres délits. Il doit cesser ses activités aux Etats-Unis dans les quatre-vingt-dix jours. S'il est reconnu coupable des vingt-quatre charges retenues, il est menacé d'une

amende de 1,3 milliard de dollars (6,4 milliards de francs). Le ministère des finances japonais a ordonné à la banque de réduire le nombre de ses filiales et bureaux à l'étranger et de renforcer le

contrôle interne. ● CONSEQUENCE immédiate de la série de sanctions contre Daiwa, le yen a continué à faire preuve de faiblesse face aux principales devises. (Lire notre éditorial en page 12).

La banque japonaise Daiwa fait l'objet de sanctions sans précédent

Les autorités nippones vont contraindre l'établissement à réduire le nombre de ses filiales et bureaux à l'étranger. Il s'agit, pour le ministère des finances, de restaurer l'image ternie de son système bancaire et de rassurer les marchés

TOKYO

de notre correspondant
Dans les heures qui ont suivi l'ordre donné par les autorités financières américaines à la Banque Daiwa de fermer ses dix-huit représentations aux Etats-Unis, le ministère des finances japonais a annoncé, vendredi 3 novembre, une série d'autres mesures qui font de la Daiwa une sorte paria du système bancaire nippon.

C'est la première fois qu'une

La chronologie de l'affaire

- 24 juillet : Toshihide Iguchi, chef des opérations sur les bons du Trésor à la filiale de la Banque Daiwa à New York, confesse par écrit à ses supérieurs à Osaka qu'il a mené depuis onze ans des opérations frauduleuses qui se sont traduites par des pertes de 1,1 milliard de dollars (5,4 milliards de francs). En dépit de ses révélations, la direction décide de poursuivre ces opérations.
- 8 août : la direction de Daiwa informe de l'affaire le directeur général du département bancaire du ministère des finances.
- 18 septembre : le ministère des finances se décide à informer les autorités financières américaines.
- 26 septembre : M. Iguchi est inculpé.
- 9 octobre : le président de Daiwa démissionne. On apprend aussi que Daiwa Bank Trust à New York a enregistré des pertes de 95 millions de dollars entre 1984 et 1985 qui n'ont jamais été déclarées, sur ordre du siège central.

banque étrangère de cette réputation reçoit l'ordre de quitter les Etats-Unis, mais c'est également la première fois qu'une des dix grandes institutions financières nippones est frappée par le ministère des finances de sanctions d'une telle sévérité et qui se traduira par une réduction drastique de ses activités extérieures. Dans son communiqué, le ministère des finances prend acte « des pratiques de gestion inappropriées et des opérations illégales de ses employés ». Il ordonne à Daiwa de réduire le nombre de ses filiales et bureaux à l'étranger, d'améliorer le contrôle interne et de suspendre la création de nouvelles filiales ou la prise de capital dans des organismes étrangers. La banque se voit en outre intimée l'ordre de réduire le montant de ses prêts à l'étranger (25 milliards de dollars) et son portefeuille (5 milliards) et elle ne pourra à l'avenir établir des liens de correspondance avec une banque étrangère qu'après accord du ministère des finances.

DISGRACE

Aux Etats-Unis, c'est la Banque Sumitomo qui reprendra les opérations de Daiwa. Les deux organismes bancaires ont pour berceau la région du Kansai (Osaka-Kyoto). La maison de titres Nomura lui apportera également son assistance. Le président du conseil d'administration de la Daiwa, Sumio Akekawa, a annoncé jeudi 2 novembre qu'il démissionnait de ses fonctions.

La disgrâce de Daiwa ne peut qu'entamer davantage l'image déjà ternie des banques japonaises. Préoccupé par l'effet désastreux de la décision américaine qui, en

bannissant Daiwa, entame définitivement sa réputation mais constitue aussi une mise en accusation de l'ensemble du système bancaire nippon, le ministère des finances a annoncé qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la stabilité de celui-ci et qu'il entendait renforcer son contrôle sur les filiales étrangères des banques. En reconnaissant que Daiwa s'était livrée à des « pratiques de gestion inappropriées », le ministère des finances n'a fait qu'entériner ce qui était de notoriété publique depuis que le scandale a éclaté : la responsabilité de la plus haute hiérarchie de la banque dans la couverture des pertes de 1,1 milliard de dollars accumulées en onze ans par un de ses opérateurs à New York.

A la fin d'octobre, l'ancien directeur des affaires internationales de la banque, Hiroyuki Yamaji, avait reconnu dans une interview au

quotidien *Asahi* que la direction de la banque avait demandé au responsable de ces pertes, Toshihide Iguchi, de couvrir celles-ci par des jeux d'écritures pendant plus d'un mois après que le siège eut été averti de l'affaire. Une couverture qui a obtenu, semble-t-il, l'aval tacite du département bancaire du ministère des finances japonais.

ARGENT PLUS CHER

La Daiwa peut certes sans grands dommages renoncer à ses opérations aux Etats-Unis. A l'exception de la Banque de Tokyo, les banques nippones ne réalisent pas de grands profits à l'étranger. A terme, cette sanction ternit non seulement la réputation de la Banque Daiwa, mais aussi celle des autres institutions financières nippones. « Si on ne peut même pas avoir confiance dans ce que disent les banquiers japonais dans le cas d'opérations classiques sur les

obligations, quelle crédibilité donner aux garanties foncières de leurs prêts ? », s'interroge un financier local.

Depuis quelques semaines, les banques japonaises ont senti l'effet de leur mauvaise réputation sur le marché interbancaire : elles doivent payer de plus en plus cher pour emprunter : de 0,6 % à 0,7 % au-dessus du Libor (London Interbank offered rate), le loyer de l'argent entre banques. Ce « Japan premium » s'applique même aux plus prestigieuses institutions financières nippones.

Contraintes à assumer le poids de mauvaises dettes accumulées à la suite de l'éclatement de la bulle spéculative au début des années 90, les banques japonaises souffrent en outre de ce premium. Selon une estimation de Merrill Lynch Co., si celui-ci reste inchangé, les six premières banques du Japon auront à payer chacune de

60 à 88 millions de dollars supplémentaires sur le marché interbancaire au cours des six prochains mois. Conséquence : les principales banques japonaises sont en train de se retirer des opérations les moins lucratives sur le marché américain.

Enfin, le ministère des finances a perdu beaucoup de sa morgue dans l'affaire Daiwa. Même s'il a paru gronder en prenant, jeudi, des sanctions contre la filiale de la maison de titres américaine Merrill Lynch (qui doit suspendre ses opérations pendant deux jours pour avoir outrepassé des règlements), ce « coup de pied de l'âne » aux Américains n'est pas bien méchant au regard des sanctions prises à l'égard de la Daiwa, qualifiées, dans le communiqué du ministère des finances, d'« extrêmement sévères ».

Philippe Pons

L'établissement nippon est accusé de fraude par la justice américaine

LA JUSTICE américaine a inculpé, jeudi 2 novembre, les dirigeants de la banque Daiwa de fraude et d'une série d'impressionnantes autres délits pour avoir dissimulé les agissements illégaux d'un employé et s'être rendue complice de la présentation d'une fausse comptabilité aux autorités fédérales. La banque a reçu l'ordre de cesser toutes ses activités aux Etats-Unis dans les quatre-vingt-dix jours, c'est-à-dire d'ici au 2 février 1996. C'est une sanction sans précédent outre-Atlantique pour un établissement de cette taille. Le directeur de la succursale new-yorkaise jusqu'en octobre, Masahiro Tsuda, a été inculpé et appréhendé. Il risque huit ans de prison.

Si Daiwa est reconnue coupable des vingt-quatre charges retenues, la banque est menacée d'une amende de 1,3 milliard de dollars (6,4 milliards de francs), a indiqué le procureur du district sud de New York, M^{re} Mary Jo White.

COMPLICITÉ

Les autorités américaines ont déjà arrêté en septembre l'ancien vice-président de la succursale new-yorkaise, Toshihide Iguchi, dont les transactions ont été analysées, pendant plus de onze ans, sur le marché obligataire américain, sont à l'origine de la fraude. M. Iguchi avait accumulé 1,1 milliard de dollars de pertes, qu'il dissimulait en vendant des titres détenus par Daiwa en portefeuille, y compris plus de 375 millions de dollars appartenant à des clients. M. Iguchi a confessé son forfait au président de Daiwa en juillet, mais la banque n'a averti les autorités américaines que le 18 septembre, aidant entre-temps son ancien trader à dissimuler les pertes, selon l'acte d'accusation.

Les faits imputés à Daiwa Bank vont encore beaucoup plus loin qu'une simple complicité de deux mois. « Il ne s'agit pas seulement de dissimulation des pertes », a déclaré

M^{re} White. Daiwa a tenté de « faire obstacle à la supervision des autorités de réglementation bancaire depuis 1988 », et elle a menti à la Réserve fédérale (Fed) sur les responsabilités exactes de M. Iguchi depuis 1993. Ce dernier était chargé à la fois des transactions et de la comptabilité, contrairement aux assurances données à la Fed.

DISSIMULATION

Selon l'enquête menée par le FBI (Federal Board of Investigations), le directeur général de la maison mère japonaise s'est rendu à New York en juillet et a ordonné à M. Iguchi de continuer à dissimuler la fraude jusqu'à l'automne. Le siège d'Osaka aurait également proposé à M. Iguchi de lui trouver une autre place au Japon et d'effacer sa lettre de confession du disque informatique sur laquelle elle avait été rédigée.

Enfin, Daiwa est aussi accusée d'avoir continué à réaliser une partie de ses opérations de marché de 1986 à 1993 à une adresse où elle n'était pas habilitée à le faire. A l'approche des visites d'inspection régulières de la Fed, la banque faisait déménager ses traders vers d'autres locaux et allait jusqu'à chambouler l'aménagement de la salle de marché illicite pour la faire passer pour une remise.

Dans un communiqué, Daiwa a répliqué qu'elle se défendrait contre les charges « regrettables et malheureuses » portées contre elle. La banque affirme qu'aucun de ses clients n'a subi de préjudice financier, qu'elle a révélé la fraude aux autorités et licencié l'employé en cause, Toshihide Iguchi. Selon Neil D. Levin, le responsable du contrôle des banques à New York, il s'agit de faire un exemple, notamment à l'intention des autres banques étrangères. Le message devrait avoir été reçu.

Eric Leser

(avec l'agence Bloomberg)



صوت الامم المتحدة

صلى الله عليه وسلم

Gilles Ménage, président d'EDF

« L'entreprise doit rester publique, c'est le sentiment de tous et mon opinion »

L'actuel dirigeant sera remplacé par l'ancien ministre de l'économie Edmond Alphandéry le 24 novembre

Avant de passer le relais à Edmond Alphandéry, ancien ministre de l'économie d'Edouard Balladur, à la tête d'EDF, Gilles Ménage estime que l'entreprise doit rester publique et n'a pas rencontré un parti poli-

tique qui soutienne le contraire. Mûnt que de créer des troubles à l'intérieur de l'entreprise, il préconise d'ouvrir le capital d'EDF International, le holding qui sert au développement du groupe. Le président

d'EDF justifie sa politique d'expansion hors des frontières et réfute les critiques selon lesquelles elle se fait au détriment du désendettement. Au passage, il reproche à l'Etat la manière dont ont été ponctionnés

les résultats et rappelle que, dans ces conditions, le contrat de plan sera renégocié en 1996, un an avant l'échéance prévue. Après huit ans de discussions à Bruxelles, M. Ménage estime que la directive sur le

marché européen de l'électricité se rapproche des thèses françaises. Il est donc favorable à un accord le 14 décembre même si, en contrepartie, EDF doit s'ouvrir à la concurrence.

« Après Usinor, EDF vient d'entrer chez Elf Aquitaine. On évoque également son arrivée chez Pechiney. Quelle est la logique industrielle de ces prises de participation ?

— Celle-ci repose sur quatre principes : la croissance, le développement international, la valorisation de nos métiers, de nos techniques centrées sur l'énergie, et une ambition d'entreprise. Usinor Saclor est un grand consommateur d'électricité en France, mais nous nous intéressons surtout au développement très rapide des procédés d'aciéries électriques dans le monde. Nous créons dans ce but une filiale commune. La logique est identique pour Elf. Dans plusieurs pays, cette compagnie pétrolière cherche à valoriser les hydrocarbures en les transformant en électricité. Il est prématuré de parler de Pechiney, car la décision de privatisation n'est pas prise, mais cette firme pourrait répondre aussi à cette logique.

— Votre situation financière vous permet-elle de prendre de telles participations ? Pourquoi

ne pas plutôt vous désendetter et baisser les tarifs ?

— La capacité d'investissement dans des partenariats industriels tournés vers l'étranger ou dans le développement international vient du très net ralentissement des investissements en France. Mais cela ne veut pas dire que nous sacrifions le désendettement. Au contraire. Au cours des trois dernières années, l'exercice 1995 non compris, l'entreprise s'est désendettée de 53 milliards de francs, un rythme nettement supérieur à celui prévu par le contrat de plan, qui prévoyait 40 milliards de francs de réduction entre 1993 et 1997. Est-il judicieux ou non d'utiliser une partie de ce désendettement supplémentaire pour mener une politique ambitieuse d'investissements à l'étranger ? Je le crois. Ce faisant, nous valorisons nos compétences, nous obtenons une rentabilité élevée, nous contribuons au développement de l'emploi. En fin de compte, ce sont nos clients qui bénéficieront de ces investissements. Pour les tarifs, nous sommes soumis à la forte concurrence des

autres énergies. Pour conserver nos parts de marché, il faudra, à l'avenir, accentuer la baisse des tarifs. L'accélération du désendettement favorisera ce mouvement grâce à l'allègement des charges financières.

Pour conserver nos parts de marché, il faudra, à l'avenir, accentuer la baisse des tarifs

— Les prélèvements de l'Etat ne pénalisent-ils pas la politique d'EDF ?

— La situation financière s'étant améliorée depuis 1993, je comprends que l'Etat ait posé le problème des prélèvements supplémentaires. Mais il fallait le faire suivant des modalités préservant mieux les intérêts de l'entreprise. Au lieu d'intervenir en amont, il eût été plus judicieux de maintenir

le résultat bénéficiaire d'EDF, qui l'aurait ensuite reversé à l'Etat. Il est anormal qu'une entreprise comme la nôtre, avec un chiffre d'affaires de 185 milliards de francs, ne dégage qu'un bénéfice extrêmement modeste en 1995. Tout cela devra être revu dans le prochain contrat de plan, qui sera négocié en 1996, un an avant l'échéance prévue.

— Vous avez fait du développement international d'EDF une des priorités de votre action depuis trois ans. Comment la justifiez-vous ?

— EDF est confrontée à un problème de développement intérieur. La croissance de consommation électrique nationale va tendre vers zéro dans les années qui viennent. Dans ces conditions, l'entreprise, qui est l'une des plus importantes compagnies électriques du monde, doit trouver de nouvelles sources de développement, prioritairement à l'international.

— Aujourd'hui, les pouvoirs publics contestent ce développement, le jugeant trop dispersé.

EDF a-t-elle vraiment les moyens de mener une telle stratégie mondiale ?

— L'une des origines de ce malentendu vient d'un décalage croissant entre les réalités et les prévisions du contrat de plan. En 1993, on pensait par exemple que la production en Europe allait se développer rapidement. Or elle stagne, car ce continent est surcapacitaire. En revanche, des opportunités nouvelles sont apparues en Europe, d'où l'accélération des prises de participation dans des sociétés existantes, et les besoins en Asie et dans le monde se sont rapidement multipliés. L'autre trouble vient de la confusion entre les actions qu'EDF mène en tant que prestataire de services et celles en tant qu'investisseur-opérateur. L'entreprise est présente dans soixante pays mais n'a investi pour l'instant que dans huit pays : sur 3,5 milliards de francs, deux tiers des investissements sont en Europe.

— En tant qu'entreprise publique, le critère de rentabilité est-il important dans vos choix ?

— On semble craindre qu'EDF, établissement public, ait la tentation d'échapper à de saines règles de gestion. C'est infondé. L'entreprise intervient de façon minoritaire avec la volonté d'être opérateur. Nous investissons avec des partenaires qui sont bien souvent des firmes privées, cotées en Bourse et recourant à des prêts bancaires. On peut penser que nos associés sont très soucieux de la rentabilité de leurs investissements. Il faut tenir compte de cette réalité.

— L'autre grand dossier de votre présidence aura été l'ouverture du marché européen de l'électricité. Où en sommes-nous actuellement ?

— Le débat européen dure depuis huit ans. Il est excessivement lourd pour l'entreprise, étant donné les interrogations et les incertitudes qu'il suscite. Au fil des ans, le dossier a progressé dans un sens favorable aux thèses françaises. Le droit pour un Etat d'être maître à long terme de sa politique électrique sera reconnu comme mission d'intérêt général permettant de réguler la concurrence. La deuxième voie, dans laquelle nous avons beaucoup progressé, est une approche moins systématique et moins monolithique de la réglementation nouvelle. Les Etats pourront choisir entre l'accès des tiers au réseau négocié et l'acheteur unique. Une large place sera laissée au principe de subsidiarité. Cela répond aux deux préoccupations de la France : préserver son indépendance énergétique et son programme nucléaire, conserver l'organisation de la distribution, fondée sur l'égalité de traitement entre tous les clients, la péréquation tarifaire et l'aménagement du territoire.

— La prochaine rencontre, le 14 décembre à Bruxelles, devrait-elle permettre au dossier d'aboutir ?

— La contrepartie de ces avancées sera certainement l'ouverture à la concurrence. C'est dans le projet préparé par la présidence espagnole. Je pense que, à partir du moment où, grâce à la maîtrise de la planification, nous aurons les moyens de doser cette ouverture,

il faut l'accepter. Le risque est faible et l'avantage est grand.

— Comment voyez-vous évoluer les structures d'EDF dans le futur ? L'entreprise doit-elle rester publique ou être privatisée ?

— L'entreprise doit rester publique, c'est le sentiment de tous et mon opinion. Je n'ai pas rencontré un parti politique qui soutienne le contraire. De plus, la situation actuelle des rapports financiers avec l'Etat ne permettrait pas une ouverture du capital. Je ne peux pas, en tant que président d'EDF, avoir une position différente de celle du gouvernement. Tant que ce débat n'est pas ouvert par ceux qui sont seuls légitimés à le faire, je ne vois pas pourquoi je l'envisagerais. Cela créerait un grave trouble dans l'entreprise, et bloquerait l'avancement d'autres dossiers prioritaires : l'Europe, l'emploi, l'évolution du régime des retraites. Je n'ai pas entendu de dirigeants d'EDF s'exprimer publiquement en faveur de la privatisation, même sous la forme limitée de l'ouverture du capital.

— Avez-vous néanmoins envisagé l'évolution d'EDF ?

— L'une des évolutions possibles passe par EDF International. Nous avons la chance d'avoir un holding qui, en investissant près de 3 milliards de francs en fonds propres chaque année, peut devenir rapidement un opérateur industriel mondial fort et enviable. La croissance de cette société autorisera des évolutions souples mais décisives. Ainsi on pourrait envisager l'ouverture du capital de cette holding aux salariés d'EDF. Je l'ai proposé en février 1994 ; cela n'a pas été accepté par le gouvernement. Je maintiens que cette suggestion mérite d'être examinée. Je pense également qu'il faudra songer, quand EDF International sera suffisamment développée, à ouvrir son capital à des partenaires étrangers ou français. Ce sera une novation forte pour l'entreprise. Cette idée va dans le sens d'une adaptation à la mondialisation et à l'ouverture sans remettre en cause les fondamentaux de l'entreprise.

— Vous avez été un président controversé à l'intérieur du groupe. N'avez-vous pas eu tendance à vous prendre pour le président-directeur général, alors que ces deux fonctions sont clairement séparées ?

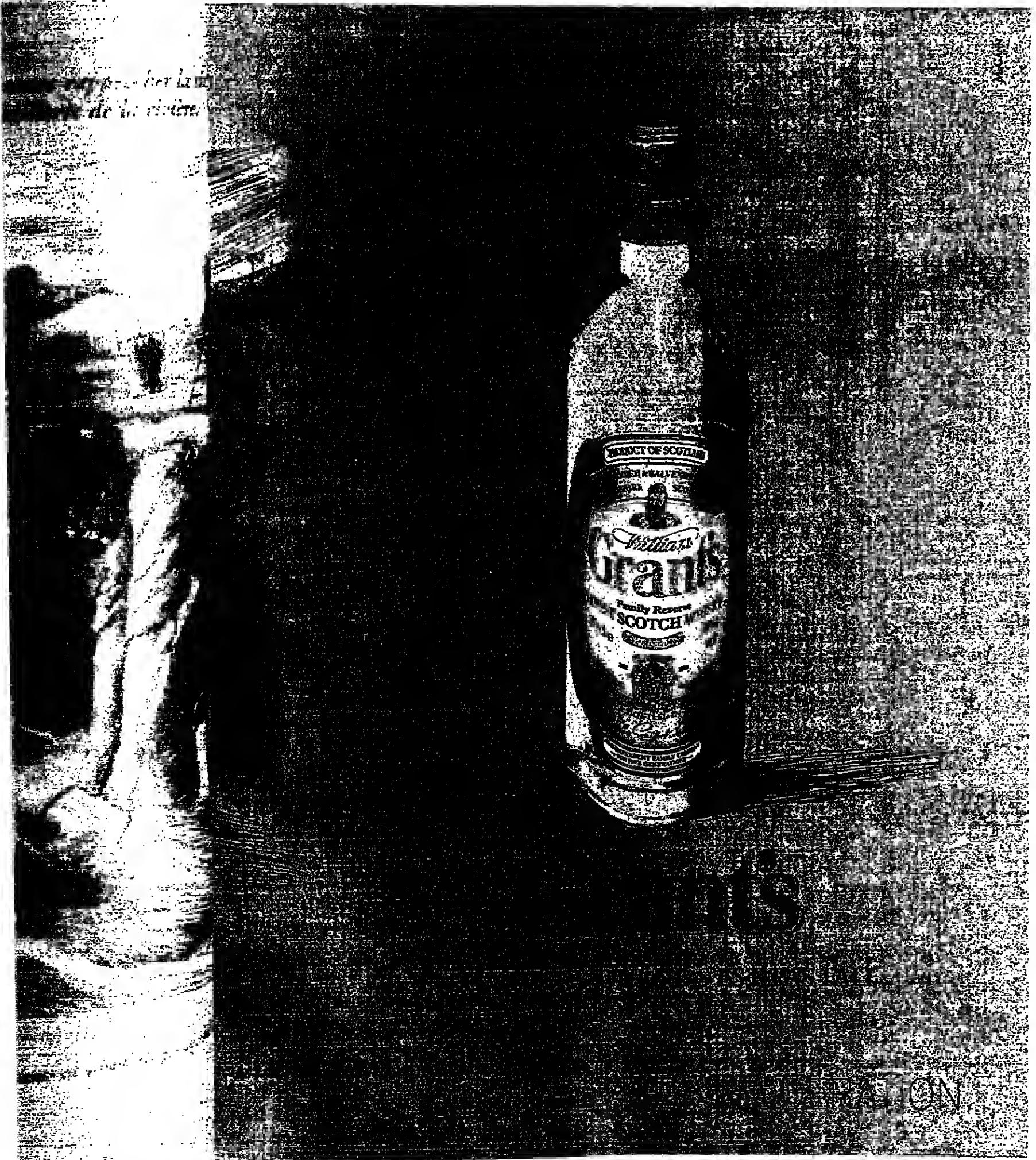
— Je connais bien l'entreprise. Je vais souvent sur le terrain. L'accueil que je reçois est beaucoup plus chaleureux que certains ne le disent. Quant à la dualité entre président et directeur général, elle existait bien avant que je n'arrive. Il y a déjà eu des difficultés dans le passé. Dans toutes les entreprises, la responsabilité repose de plus en plus sur le président. A EDF, il est responsable devant son conseil, devant le pouvoir politique et devant l'opinion. J'ai donc simplement demandé que le président d'EDF ait un droit de regard correspondant à ses responsabilités. A chacun son tempérament ! Peut-être ai-je eu une conception assez active de mon rôle. Je ne le regrette pas, et je ne vois pas comment l'avenir me démentirait sur ce point.

Propos recueillis par Dominique Gallois

■ IBM : le groupe informatique américain a annoncé jeudi 2 novembre son intention d'investir 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) pour produire en France à Corbeil-Essonnes des mémoires Dram de 64 mégabits. Cette nouvelle unité devrait démarrer en 1996 et employer à terme plus de 1 000 personnes.

■ APPLE : Daniel Eilers, vice-président chargé du marketing international du groupe informatique, a démissionné de ses fonctions le 2 novembre. Ce départ intervient un mois après la démission de Joseph Graziano, directeur financier. Tous deux étaient partisans d'une vente ou d'une fusion pour permettre à Apple de survivre à la recomposition du marché informatique, solution repoussée par le président d'Apple, M. Spindler.

■ MONTEDISON : le groupe chimique italien et le groupe français Vernes ont confirmé, le 2 novembre, leur projet de renforcement à hauteur de 30 % chacun environ dans la Société centrale d'investissements (SCI). Le groupe italien va acquérir 100 % du capital de la société Gardini SA (famille Gardini), qui détenait 14,38 % de SCI. De son côté, Jean-Marc Vernes, qui préside la SCI, a racheté 9 % détenus indirectement par les Gardini dans SCI. L'opération va permettre à la famille Gardini de dégager les fonds nécessaires au règlement de son contentieux avec Montedison.



■ **WALL STREET** a établi un nouveau record jeudi 2 novembre. L'indice Dow Jones a terminé la séance à un niveau de 4 808,59 points, soit une progression de 0,88 %.

■ **LE RENDEMENT** de l'emprunt d'Etat américain de référence à trente ans s'est replié, jeudi, à 6,26 %, contre 6,29 % la veille, grâce aux perspectives d'assouplissement monétaire.

■ **LE FRANC** était orienté à la hausse vendredi matin, lors des premières transactions entre banques en Europe. Il s'échangeait à 3,4485 francs pour 1 mark.

■ **LES RÉSERVES** de change de la Banque de France ont progressé de 35 millions de francs entre le 19 et le 26 octobre pour s'établir à 124,52 milliards de francs, selon le Crédit lyonnais.

■ **LA BANQUE** du Japon a appelé vendredi les marchés financiers à réagir avec calme aux sanctions annoncées la veille par les autorités bancaires américaines envers Daiwa Bank.

LES PLACES BORSIÈRES

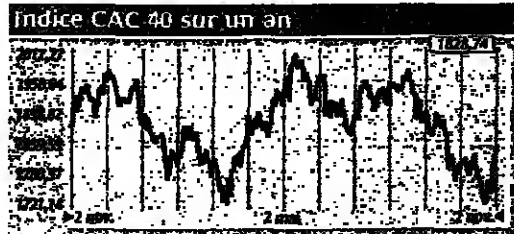


Pause à Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui a débuté la journée de vendredi en nette hausse, a viré au rouge au fin de matinée, dans un mouvement de consolidation après une hausse de 5 % en trois séances. L'indice CAC 40, qui avait ouvert en hausse de 0,59 %, abandonnait 0,12 % à 1 826,36 points au milieu de journée. « Après les gains des jours derniers, le marché méritait de se calmer, d'autant que techniquement l'importante résistance des 1 850 points paraît difficile à franchir », commentait un boursier. Jeudi, la Bourse de Paris avait évolué irrégulièrement pour terminer sur une progression de 0,81 %.

Le Matif, qui s'était également bien comporté la veille (+ 54 centimes en compensation), opérait un mouvement identique à celui du marché des actions, le contrat notional décembre cédant 4 centimes à 117,40.

La Bourse de Paris, qui a également profité au cours des derniers jours de la fermeté du dollar et de la bonne tenue des marchés américains boursiers et obliga-

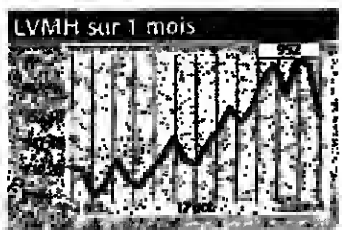


taire, va surveiller la publication de début d'après-midi des chiffres du chômage aux Etats-Unis. Les analystes américains tablent sur un taux de 5,6 % avec

LVMH, valeur du jour

LE NUMÉRO UN mondial du luxe LVMH a fini la séance du jeudi 2 novembre sur une baisse de 2,2 %, à 952 francs, dans un volume de 272 000 titres. Ce recul est dû à la révision à la baisse des bénéfices provisionnels de LVMH par la banque d'affaires américaine Morgan Stanley. Celle-ci a désormais une opinion neutre sur la valeur alors qu'elle pesait jusqu'à présent qu'elle aurait une progression supérieure à celle du marché. Cette décision est motivée par la

baisse du yéo par rapport au franc, qui devrait pénaliser le groupe. Depuis le début de l'année, le titre LVMH a progressé de 12,9 %.



Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo était fermée, vendredi 3 novembre, en raison de la fête de la culture au Japon. La veille, Wall Street avait terminé la séance sur un nouveau record. L'indice Dow Jones s'était inscrit en clôture à 4 808,59 points, en hausse de 0,88 %. Les actions américaines avaient bénéficié de la détente des taux d'intérêt à long terme observée après l'annonce de statistiques économiques laissant espérer un prochain assouplissement de la politique monétaire aux Etats-Unis. Les ventes des grands magasins en octobre ont été décevantes, et les commandes aux entreprises en septembre ont progressé plus modestement que prévu (+ 1,5 % contre + 1,7 %). L'activité avait été très soutenue avec 397 millions d'actions échangées.

La Bourse de Londres avait pour

sa part très légèrement progressé, les investisseurs restant prudents dans l'attente de la présentation du budget britannique. L'indice Footsie avait gagné 0,1 %.

La Bourse de Francfort, enfin, a connu une belle séance. L'indice DAX 30 a terminé en hausse de 0,96 %, soutenu par la fermeté du dollar face au deutschemark, qui favorise les exportations allemandes.

INDICES MONDIAUX

Cours au 02/11	Cours au 03/11	Var. %
Paris CAC 40	1 826,36	+0,59
New York DJ	4 808,59	+0,88
Tokyo Nikkei	18 023,80	+0,37
Londres FT100	2 573,90	+0,12
Frankfurt DAX	2 183,98	+0,96
Frankfurt Commer.	789,59	+0,80
Brisbane ASX	1 653,99	+0,21
Buenos Aires	1 430,12	+0,31
Milano MIB	970	+0,41
Amsterdam AEX	299,40	+0,63
Madrid IBEX	296,88	+0,23
Stockholm OMX	1 337,02	+0,25
Hong Kong	2 577,90	+0,03
Hong Kong Hang S.	9 749,36	+0,34
Singapore Straits	2 099,38	+0,06

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones	02/11	03/11
Alcoa	51,62	51
American Express	41,50	41
Allied Signal	45,75	42
AT & T	63,50	63,50
Bethlehem	13	13,12
Boeing Co.	69,37	68
Caterpillar Inc.	57,25	56,50
Chevron Corp.	47,50	47,62
Coca-Cola Co.	71,62	71,62
Osney Corp.	57,75	57,75
Quintiles Inc.	62,12	61,75
Eastman Kodak Co.	65,25	65,25
Exxon Corp.	75,87	76,75
Gen. Motors Corp.	49,50	47,87
Gen. Electric Co.	63,50	62,25
Goodyear T & Rubber	38,37	38,25
IBM	89,37	89,62
Intl Paper	36,87	36,62
J.P. Morgan Co.	78	77,87
Mc Don Douglas	82,50	81,25
Merck & Co. Inc.	56,52	57
Minnesota Mining & Mfg	57,50	56,87
Philip Morris	83,50	84,87
Procter & Gamble Co.	83,37	82,37
Sears Roebuck & Co.	36,25	34,87
Texaco	68,25	68,75
Union Carb.	38,12	38
Union Tech.	89,25	88,25
Westinghouse Electric	14,12	14
Woodward	14,75	14,12

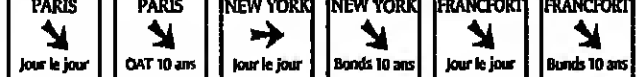
LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	02/11	03/11
Allied Lyons	5,06	5,10
Barclays Bank	7,95	7,36
B.A.T. Industries	5,50	5,15
British Aerospace	7,18	7,08
British Airways	4,65	4,55
British Gas	2,36	2,35
British Petroleum	4,68	4,71
British Telecom	3,78	3,76
B.T.R.	3,36	3,35
Cadbury Schweppes	5,19	5,19
Centrica	6,27	6,27
Claxo	8,71	8,57
Grand Metropolitan	4,37	4,36
Guinness	5,08	5,07
Hanson Plc	1,90	1,90
Great City	5,62	5,70
I.C.S.I.C.	4,27	4,27
Imperial Chemical	7,87	7,82
Lloyds Bank	7,95	7,86
Marks and Spencer	4,07	4,17
National Westminster	6,29	6,26
Peninsular Oriental	4,86	4,82
Reckitt	2,72	2,72
Saatchi and Saatchi	0,84	0,83
Shell Transport	7,29	7,28
Smithline Beecham	6,51	6,57
Tate and Lyle	4,52	4,52
Unilever Ltd	12,20	12,26
Wellcome	10,88	10,80
Zeneca	11,83	11,72

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30	02/11	03/11
Allianz Holding N	2623	2588
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30
Bayer AG	313,50	310,30

LES TAUX



Avancée du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en hausse, vendredi 3 novembre. L'échéance décembre gagnait 12 centimes à 117,56 points après quelques minutes de transactions. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 7,20 %. La veille, le marché obligataire américain avait fini en hausse, soutenu par la publication de statistiques

économiques laissant espérer un assouplissement de la politique monétaire aux Etats-Unis. Le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans était descendu à 6,24 %. La Banque de France a procédé, vendredi matin, à une nouvelle baisse du taux de l'argent au jour le jour, ramené à 6,13 %. Les taux à 3 mois se déstabilisent à 6,20 %. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en hausse de 20 centimes à 94,03 points.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

Actif	Actif	Actif	Actif
02/11	03/11	02/11	03/11
Jour le jour	6,13	6,13	6,13
1 mois	6,20	6,20	6,20
3 mois	6,20	6,20	6,20
6 mois	6,20	6,20	6,20
1 an	6,20	6,20	6,20
Pibor 3 mois	94,03	94,03	94,03
Pibor 6 mois	94,03	94,03	94,03
Pibor 9 mois	94,03	94,03	94,03
Pibor 12 mois	94,03	94,03	94,03
Pibor ECU 3 mois	94,03	94,03	94,03
Pibor ECU 6 mois	94,03	94,03	94,03
Pibor ECU 12 mois	94,03	94,03	94,03

MATIF

Échéances 02/11	volume	plus haut	plus bas	premier prix
Notionnel 10 %	188 024	117,52	117,42	117,44
Notionnel 10 %	202	117,52	117,42	117,44
Notionnel 10 %	109	117,52	117,42	117,44
Pibor 3 mois	6 564	94,03	94,03	94,03
Pibor 6 mois	6 564	94,03	94,03	94,03
Pibor 9 mois	6 564	94,03	94,03	94,03
Pibor 12 mois	6 564	94,03	94,03	94,03
Pibor ECU 3 mois	6 564	94,03	94,03	94,03
Pibor ECU 6 mois	6 564	94,03	94,03	94,03
Pibor ECU 12 mois	6 564	94,03	94,03	94,03

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 02/11	volume	plus haut	plus bas	premier prix
Nov. 95	17 350	1883	1882	1883
Déc. 95	1096	1883	1882	1883
Janv. 96	1	1883	1882	1883
Mars 96	1	1883	1882	1883

LES MONNAIES



Faiblesse du yen

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT en hausse, vendredi 3 novembre, en début de matinée, sur les marchés financiers européens. Il s'échangeait à 103,90 yens, 1,4211 mark et 4,9045 francs. Le billet vert profitait du mouvement de détente des investisseurs internationaux à l'égard de la devise japonaise. Ces derniers s'inquiètent de la fragilisation du système bancaire japonais à la suite du scandale de la Daiwa Bank.

Le franc, pour sa part, progressait face à la monnaie allemande. Il s'établissait à un cours de 3,4485 francs pour un deutschemark, son plus haut niveau depuis la fin du mois de septembre. La devise française bénéficiait de la baisse du taux des pises en pension décidée la veille par la Banque de France. Ce geste de l'institut d'émission permet d'espérer une normalisation monétaire rapide en France.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 02/11	cours 03/11	Actif	Vente
Allemagne (100 dm)	344,8700	344,8700	—	—
Ecu	1,63625	1,63625	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,9005	4,9045	—	—
Belgique (100 F)	16,755	16,755	—	—
Pays-Bas (100 f)	307,8400	307,8400	—	—
Italie (1000 li)	1,30715	1,30715	—	—
Danemark (100 kr)	88,9000	88,9000	—	—
Irlande (1 ir)	7,9175	7,9175	—	—
Grèce (100 dr)	2,0990	2,0990	—	—
Suède (100 kr)	73,7000	73,7000	—	—
Suisse (100 F)	427,9000	427,9000	—	—
Norvège (100 kr)	78,2000	78,2000	—	—
Autriche (100 sch)	49,0500	49,0500	—	—
Espagne (100 pes)	3,9970	3,9970	—	—
Portugal (100 esc)	3,2850	3,2850	—	—
Canada (1 dollar ca)	3,6841	3,6841	—	—
Israël (100 sheq)	17,254	17,254	—	—
Finlande (mark)	114,5500	114,5500	—	—

L'OR

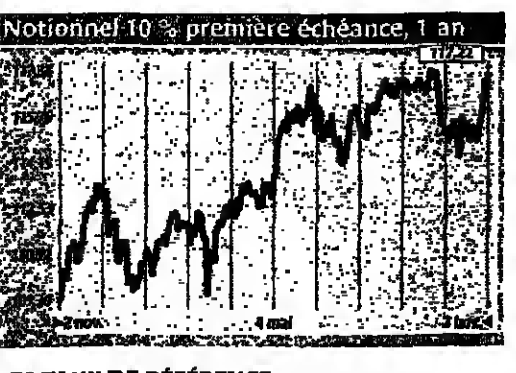
Or fin (c. barre)	cours 02/11	cours 03/11
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00
Or fin (c. barre)	601,50	603,00

LE PÉTROLE

Éch. 02/11	volume	plus haut	plus bas	premier prix
Nov. 95	17 350	1883	1882	1883
Déc. 95	1096	1883	1882	1883
Janv. 96	1	1883	1882	1883
Mars 96	1	1883	1882	1883

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	cours 02/11	cours 03/11
Dow Jones composite	215,71	216,00
Dow Jones à terme	312,46	312,46
CRB	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—
Plomb (c. barre)	—	—



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 02/11	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	6,19	7,25	7,96	104,57
Allemagne	3,94	6,39	7,19	104,57
Grande-Bretagne	6,44	8,06	8,27	104,57
Italie	10,35	11,85	12,22	104,57
Japon	0,38	2,25	4,75	104,57
Etats-Unis	5,75	5,59	6,30	104,57

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 02/11	Taux au 03/11	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,48	6,48	104,57
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,43	6,43	104,57
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,17	7,17	104,57
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,45	7,45	104,57
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	7,92	7,92	104,57
Obligations françaises	7,55	7,55	104,57
Fonds d'Etat à TME	—	—	101,13
Fonds d'Etat à TRE	—	—	101,01
Obligat. franc. à TME	—	—	100,40
Obligat. franc. à TRE	—	—	100,11

صندوق الاستثمارات العامة

150

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 4 NOVEMBRE 1995 / 17

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 3 NOVEMBRE
Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 7,38
Cours relevés à 12h33

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like EDF-GDF, BNP, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h33
VENDREDI 3 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h33
VENDREDI 3 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 2 novembre

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h33
VENDREDI 3 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation. Includes entries like CAC 40, BNP, etc.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

CNOSE, aura jusqu'au 10 janvier pour améliorer son dossier et déposer sa candidature officielle auprès du Comité international olympique (CIO).

L'une des deux métropoles sera désignée, mardi 7 novembre, par le Comité national olympique et sportif français, pour porter les ambitions tricolores d'organisation des Jeux d'été qui se dérouleront en 2004

Lege Electoral du CIO désignera les quatre ou cinq villes finalistes. Cet ultime filtre a été instauré en 1994 par le CIO afin de limiter les dépenses très importantes générées par la constitution et le soutien des dossiers. « *Mon objectif est que la candidature française reste dans les quatre dernières* », affirme Henri Sérandon. Les candidats ainsi présélectionnés disposeront encore de six mois pour promouvoir leurs atouts. Le choix de la ville hôte des Jeux de la 28^e Olympiade sera fait à Lausanne, dans l'habituelle solennité olympique, le 7 septembre 1997.

Des sites répartis sur huit départements

SAOÛNE-ET-LOIRE, RHÔNE, JURA, HAUTE-LOIRE, ARDÈCHE, DRÔME, ISÈRE, SAVOIE, HTE-SAVOIE, AIN, VALOIS, LYON, AGGLOMÉRATION LYONNAISE

29 clubs répartis sur huit départements

1. Rhône, 2. Rhône, 3. Rhône, 4. Rhône, 5. Rhône, 6. Rhône, 7. Rhône, 8. Rhône, 9. Rhône, 10. Rhône, 11. Rhône, 12. Rhône, 13. Rhône, 14. Rhône, 15. Rhône, 16. Rhône, 17. Rhône, 18. Rhône, 19. Rhône, 20. Rhône, 21. Rhône, 22. Rhône, 23. Rhône, 24. Rhône, 25. Rhône, 26. Rhône, 27. Rhône, 28. Rhône, 29. Rhône

3 km

501 66 33 33

Boris Becker, triple vainqueur de l'Open de Bercy reste la mémoire du tournoi

L'Allemand espère clore à Paris une bonne saison

Le dernier Français a quitté l'Open de Paris-Bercy en huitième de finale, jeudi 2 novembre. Guy Forget, brillant vainqueur la veille de Thomas

Muster, a abandonné sur blessure lors de son match face au Tchèque Daniel Vacek. L'Américain Michael Chang a souffert pour éliminer

l'Ukrainien Andrei Medvedev en trois sets. L'Allemand Boris Becker a également connu des difficultés pour battre l'Américain Todd Martin.

L'OPEN DE TENNIS de Paris-Bercy doit beaucoup à Boris Becker, qui a inscrit trois fois son nom au palmarès (1986, 1989, 1991). Des souvenirs et du spectacle toujours. L'Allemand ne vieillit définitivement pas. Neuf ans après sa première couronne, il est toujours aussi en jambe, en hargne. De lui, on attend le présent d'un match pur, dur, jusqu'au-boutiste. Ainsi en a-t-il offert un nouveau, jeudi 3 novembre, en huitième de finale. Bousculé dans les échanges, mené au score par un Todd Martin compact et fidèle à son jeu d'attaque, Boris s'en est encore sorti, par un coup de chance, un coup de gueule ou un trait de génie. Par un ace, une deuxième balle de service risquée en profondeur, un passing-shot arrogant ou un coup droit frappé comme avant, comme toujours.

Au tour précédent, il s'était furieusement extirpé du piège d'Alexander Volkov au tennis capricieux. Ce soir, il s'agit presque de ces hasards qui lui ont donné un nouveau « grand » match. Mené 3-0 dans la manche ultime, il n'a jamais transigé avec son moral et s'en est sorti. « Des matches comme cela, dit-il en fin de match, peut-être pas, dit-il. Parfois, cela lui plaît de sentir le souffle de la défaite. » Aujourd'hui, j'ai vraiment vécu de bons moments. S'est-il senti en danger ? « Je me sens en danger quand je rentre sur le court. »

Cette saison lui laissera le souvenir de cette « grande » demi-finale contre André Agassi, à Wimbledon. Donné perdant sur le papier, largement dominé en début de partie, il avait accédé à la finale. On l'avait traité de tête brûlée, il avait simplement répondu que son instinct de survie était plus fort que tout.

CATACLYSMES

Après Wimbledon, Bercy est son jardin. Il y est le lien entre passé et présent, témoignage vivant d'une époque révolue. Boris Becker a rencontré et battu John McEnroe, Brad Gilbert, Kevin Curren ou Sergio Casal. Il a contenu Goran Ivanisevic ou Guy Forget. La cicatrice de son abandon lors de la finale 1990, contre Stefan Edberg, est encore ouverte.

Les deux dernières années lui ont laissé de l'amertume. Deux fois quart de finaliste, il s'est senti vieillir en des fins de saison harassées. En 1992, sa victoire à Paris l'avait porté en vainqueur à Francfort, lors de la finale du circuit professionnel, quelques jours plus tard. A bientôt vingt-huit ans, il n'est plus sûr, aujourd'hui, d'avoir le droit de venir à Francfort. Une blessure au dos risque de l'expédier hors du club des huit premiers mondiaux. Il a beaucoup hésité avant de venir à Paris. Maintenant, il s'agace : « Mon dos va bien, dit-il, j'ai des jambes qui peuvent me porter encore quelques années. »

Adulté à Wimbledon, malmené aux Internationaux des Etats-Unis, où il subit la vengeance d'André Agassi en demi-finale, Boris Becker

a fait un couac en fin de saison. Arguant de cette blessure au dos, il s'est fait remplacer pendant la demi-finale de la Coupe Davis opposant l'Allemagne à la Russie. Les admirateurs lui pardonnent peu d'avoir « donné » la victoire aux Russes.

Paris offre à Boris Becker de se racheter. Après la défaite de Thomas Muster, un ennemi intime, et celle de Goran Ivanisevic, la partie de tableau de l'Allemand s'est un peu dégauchée et en deux matches si serrés, Boris Becker a mérité ce cadeau. Ici, pourtant, il semble toujours confus de ses succès. Il ne peut s'empêcher de penser qu'à une volée du palais omnisports de Bercy, il n'a jamais gagné sur la terre battue de Roland-Garros. Celle-ci lui a toujours refusé l'honneur d'une célébration.

Bénédicte Mathieu

Le duel des deux Suisses, entre Marc Rosset et Jacob Hlasek, a tourné à l'avantage du second, jeudi 2 novembre. Finaliste à Bercy en 1994, face à André Agassi, Marc Rosset a dû s'incliner en trois sets, dont les deux derniers conclus au jeu décisif, après avoir compté deux balles de match en sa faveur. Cette défaite, face à un compatriote moins bien classé que lui, lui a arraché un geste de colère : Marc Rosset a trébuché sa raquette contre sa chaise, sous les sifflets du public.

Guy Forget sur le flanc

Un service puis un retour et Guy Forget a baissé les bras, traversé d'une forte douleur intercostale, une demi-heure après le début de la partie. Quelques jeux plus tard, après avoir été largement bandé, le Français renouait, laissant à Daniel Vacek une place en quarts de finale. Vainqueur de Thomas Muster, la veille, Forget avait bien ressenti une gêne, qu'il avait attribuée à des courbatures. La faiblesse était plus grave.

Victime d'une déchirure musculaire, Forget s'en est allé. C'est la première fois de sa carrière qu'une telle mésaventure lui arrive. Il a également déclaré forfait en double où il s'alignait avec Henri Leconte. Une échographie, pratiquée vendredi matin, devait permettre aux médecins de décider de la durée de son « arrêt de travail », qui oscille entre dix jours et un mois et demi. Sa saison est de toute façon terminée.

Paris-Saint-Germain passe Strasbourg chute en coupe d'Europe

LE PARIS-SAINT-GERMAIN s'est aisément qualifié, jeudi 2 novembre, pour les quarts de finale de la Coupe des vainqueurs de coupe, en battant en Ecosse le Celtic de Glasgow, 3-0. A l'aller, les Parisiens l'avaient emporté 1-0 au Parc des Princes. Face à une équipe française remarquablement organisée, les supporters écossais n'auront cru qu'une demi-heure à la qualification de leur équipe. Les buts ont été inscrits par Patrice Loko (36' et 42'), qui confirme son retour en forme, et Pascal Nouma (67'). Strasbourg, en revanche, a été éliminé par le Milan AC en 16^e de finale de la Coupe de l'UEFA. Les Italiens l'ont emporté 2 à 1 sur leur pelouse du stade San-Siro. Roberto Baggio a marqué les deux buts italiens aux 28^e et 44^e minutes. Franck Sauzeau a réduit la marque juste avant la mi-temps d'un superbe coup franc. Le Milan AC s'était déjà imposé 1-0 au stade de la Meinau. Les Strasbourgeois n'ont pas démerité mais n'ont jamais pu réellement entretenir de véritables espoirs face à une équipe manœuvrière. Au terme de cette semaine européenne, outre Nantes en Ligue des champions, quatre clubs français (Bordeaux, Lyon, Lens et Paris-Saint-Germain) sont encore qualifiés dans leurs compétitions respectives.

RÉSULTATS

BASKET - BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

1^{er} tour de qualification

Deuxième tour de qualification

1^{er} tour de qualification

2^e tour de qualification

3^e tour de qualification

4^e tour de qualification

5^e tour de qualification

6^e tour de qualification

7^e tour de qualification

8^e tour de qualification

9^e tour de qualification

10^e tour de qualification

11^e tour de qualification

12^e tour de qualification

13^e tour de qualification

14^e tour de qualification

15^e tour de qualification

16^e tour de qualification

17^e tour de qualification

18^e tour de qualification

19^e tour de qualification

20^e tour de qualification

Celtic Glasgow (Ecosse) - Paris SG (Fra) 0-3 (0-1)

FC Energie (Aut) - Real Saragossa (Esp) 0-1 (0-1)

2^e tour de qualification

3^e tour de qualification

4^e tour de qualification

5^e tour de qualification

6^e tour de qualification

7^e tour de qualification

8^e tour de qualification

9^e tour de qualification

10^e tour de qualification

11^e tour de qualification

12^e tour de qualification

13^e tour de qualification

14^e tour de qualification

15^e tour de qualification

16^e tour de qualification

17^e tour de qualification

18^e tour de qualification

19^e tour de qualification

20^e tour de qualification

21^e tour de qualification

22^e tour de qualification

23^e tour de qualification

24^e tour de qualification

25^e tour de qualification

26^e tour de qualification

27^e tour de qualification

28^e tour de qualification

29^e tour de qualification

30^e tour de qualification

31^e tour de qualification

32^e tour de qualification

33^e tour de qualification

34^e tour de qualification

35^e tour de qualification

36^e tour de qualification

37^e tour de qualification

38^e tour de qualification

39^e tour de qualification

40^e tour de qualification

41^e tour de qualification

42^e tour de qualification

43^e tour de qualification

44^e tour de qualification

45^e tour de qualification

46^e tour de qualification

47^e tour de qualification

48^e tour de qualification

49^e tour de qualification

50^e tour de qualification

51^e tour de qualification

52^e tour de qualification

53^e tour de qualification

54^e tour de qualification

55^e tour de qualification

56^e tour de qualification

57^e tour de qualification

58^e tour de qualification

59^e tour de qualification

60^e tour de qualification

61^e tour de qualification

62^e tour de qualification

63^e tour de qualification

64^e tour de qualification

65^e tour de qualification

66^e tour de qualification

67^e tour de qualification

68^e tour de qualification

69^e tour de qualification

70^e tour de qualification

71^e tour de qualification

72^e tour de qualification

73^e tour de qualification

74^e tour de qualification

75^e tour de qualification

76^e tour de qualification

77^e tour de qualification

78^e tour de qualification

79^e tour de qualification

80^e tour de qualification

81^e tour de qualification

82^e tour de qualification

83^e tour de qualification

84^e tour de qualification

85^e tour de qualification

86^e tour de qualification

87^e tour de qualification

88^e tour de qualification

89^e tour de qualification

90^e tour de qualification

91^e tour de qualification

92^e tour de qualification

93^e tour de qualification

94^e tour de qualification

95^e tour de qualification

96^e tour de qualification

97^e tour de qualification

98^e tour de qualification

99^e tour de qualification

100^e tour de qualification

101^e tour de qualification

102^e tour de qualification

103^e tour de qualification

104^e tour de qualification

105^e tour de qualification

106^e tour de qualification

107^e tour de qualification

108^e tour de qualification

109^e tour de qualification

110^e tour de qualification

Des études américaine et néerlandaise alimentent le débat sur les origines organiques de l'homosexualité et du transsexualisme

PLUSIEURS publications scientifiques apportent de nouveaux éléments au débat, engagé aux Etats-Unis notamment, sur les déterminismes génétiques des comportements sexuels dans l'espèce humaine. Le premier travail est signé d'une équipe de biologistes moléculaires dirigée par Dean Hamer (Institut national américain du cancer). Ses chercheurs annoncent avoir découvert de nouveaux arguments en faveur d'une origine biologique de l'homosexualité masculine. Le propos, on le sait, n'est pas neuf. L'équipe de Dean Hamer avait déjà avancé ces dernières années l'hypothèse de l'existence d'un « gène gay ». Elle travaillait alors sur le matériel génétique de 40 paires de frères homosexuels.

Le caractère provocateur d'une telle quête et l'inconsistance des données scientifiques quant à l'existence d'une corrélation entre des structures génétiques et un comportement spécifique humain avaient alors jeté un certain trouble. Dean Hamer et son équipe récidivent aujourd'hui, expliquant dans les colonnes du mensuel *Nature Genetics* qu'une zone particulière du chromosome X semble être impliquée dans l'homosexualité masculine. Plus précisément, ils estiment avoir identifié une région spécifique (baptisée Xq28) au sein de laquelle certaines caractéristiques structurelles sont plus fréquemment retrouvées chez les homosexuels masculins.

Travaillant sur des échantillons biologiques provenant de nouvelles familles au sein desquelles des frères sont homosexuels, le docteur Hamer a prolongé ses recherches de 1993. Il annonce re-

trouver de manière statistiquement significative chez les homosexuels une structure particulière de la région Xq28, structure qui n'est pas retrouvée avec la même fréquence chez les frères hétérosexuels. En revanche, les recherches menées dans les familles comportant des sœurs homosexuelles n'ont pas permis de retrouver une telle corrélation. « L'explication la plus simple de nos résultats est qu'un locus dans la zone Xq28 influence l'orientation chez les hommes mais pas chez les femmes », expliquent-ils.

La région Xq28 ne correspond qu'à 0,02 % du patrimoine génétique humain. Elle équivaut néanmoins à plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de gènes. Les chercheurs américains sont d'ores et déjà à la recherche du ou des

gènes qui expliqueraient enfin pourquoi certains hommes ne sont pas hétérosexuels.

AUTOPSIES CÉRÉBRALES

C'est une démarche totalement différente qu'a adoptée un groupe néerlandais spécialisé dans les neurosciences et l'endocrinologie. Basés à Amsterdam, ces chercheurs révèlent, dans le dernier numéro de l' *hebdomadaire Nature* (daté du 2 novembre), avoir fait une découverte de taille concernant les origines de la transsexualité. Au terme d'une série d'autopsies cérébrales pratiquées sur des transsexuels gynétypiquement masculins mais souffrant de ne pas être reconnus comme de sexe féminin), cette équipe, dirigée par le docteur Dick F. Swaab, annonce avoir identifié

une différence importante dans une zone spécifique du système nerveux central. Ils expliquent en substance qu'une région particulière de la série terminale (structure constituée de fibres d'association du système rhinencéphalique) présente, chez les transsexuels, les caractéristiques propres aux sujets de sexe féminin. On sait par ailleurs, à partir d'expériences faites sur l'animal, que cette région cérébrale joue un rôle essentiel dans le comportement sexuel.

Pour l'équipe néerlandaise, il s'agit là de la première démonstration de l'existence d'une structure féminine chez des transsexuels génétiquement masculins.

« Les informations obtenues chez l'animal et les résultats de notre étude soutiennent l'hypothèse selon

laquelle les troubles de l'identité peuvent résulter de troubles de l'interaction entre le développement cérébral et les hormones sexuelles. » Il s'agit aussi d'un nouvel argument plaçant en faveur de l'origine organique du transsexualisme, phénomène mystérieux, à différencier de l'homosexualité et du transvestisme, qui résiste depuis longtemps à toutes les tentatives d'explication scientifique.

L'INNÉ ET L'ACQUIS

A lui seul, cet argument ne sera toutefois pas suffisant pour ceux qui estiment que les anomalies du comportement sexuel trouvent leurs origines non pas dans le patrimoine génétique de l'individu, mais bien dans son environnement et son histoire personnelle. A cet

égard, les recherches actuelles sur l'homosexualité et le transsexualisme conduisent à relancer de manière spectaculaire les polémiques opposant les tenants de l'acquis à ceux de l'inné.

Dans un commentaire accompagnant le travail néerlandais, Marc Breakey (département de psychologie de l'université de Californie) reconnaît que la conception d'un cerveau considéré comme « organe sexuel » devient de plus en plus plausible. Il émet néanmoins une série de réserves quant aux conclusions du groupe du docteur Swaab. Selon lui, des réponses définitives pourront être obtenues lorsque des avancées technologiques permettront de mesurer chez une même personne l'évolution structurelle des régions neuroanatomiques impliquées au cours de la vie.

Au-delà des résultats et des publications scientifiques, on observe outre-Atlantique une évolution importante. Ces travaux ne sont en effet plus jugés comme étant politiquement incorrects, et les milieux homosexuels acceptent aujourd'hui l'hypothèse selon laquelle leur comportement ne serait pas tant l'expression du libre arbitre que la résultante de caractéristiques génétiques. Soulignant l'intérêt qu'ils portent à ces recherches, les responsables de la Gay and Lesbian Task Force américaine mettent toutefois aujourd'hui en garde contre les discriminations qui pourraient, demain, en résulter.

Jean-Yves Nau

Des chercheurs français ont découvert une nouvelle molécule du cerveau impliquée dans la sensibilité à la douleur

PEUT-ON ESPÉRER mettre au point de nouveaux médicaments contre la douleur, aussi puissants que la morphine mais dépourvus de ses effets secondaires et n'entraînant pas de dépendance ? La piste est ténue, mais réelle : des chercheurs français viennent d'isoler, dans le cerveau du rat, une nouvelle molécule impliquée dans la perception de la douleur. Publiée dans la revue *Nature* du 11 octobre, leurs travaux montrent que cette substance - dont tout laisse penser qu'elle existe également chez l'homme - n'exerce pas d'action analgésique, mais provoque au contraire une hypersensibilité à la douleur. Là réside précisément l'espoir. Il suffirait, en effet, de bloquer l'activité du récepteur de cette molécule pour réduire la sensation de douleur, sans que soit nécessaire l'administration d'aucun analgésique.

Extraits de l'opium, la morphine et ses dérivés furent longtemps connus pour n'exister à l'état naturel que chez les végétaux, pavot ou coquelicot. Dans les années 70, deux avancées essentielles bouleversèrent ce tableau trop simple. On démontra, d'une part, qu'il existait dans nos cellules nerveuses plusieurs types de « récepteurs opioïdes », molécules aux-

quelles se lient spécifiquement les dérivés morphiniques. On recensa, d'autre part, dans le cerveau des animaux et de l'homme les ligands naturels de ces récepteurs : des neuropeptides des intracérébraux d'une structure spatiale proche de celle de la morphine, que l'on baptisa « endorphines » et « enképhalines ».

Dans un premier temps, cette double découverte suscita un immense espoir. Employées à bon escient, ces substances spontanément tolérées par l'organisme n'allant-elles pas constituer le traitement antidouleur idéal ? Très vite, pourtant, il fallut déchanter : administrées à forte dose, enképhalines et endorphines entraînent, pour une moindre efficacité analgésique, les mêmes effets indésirables que les dérivés morphiniques. Ce qui n'empêcha pas les recherches de se poursuivre, afin de tenter de comprendre le rôle biologique de cette nouvelle famille de neuropeptides.

DIX-SEPT ACIDES AMINÉS

C'est dans ce contexte, à visée fondamentale plus que thérapeutique, qu'il faut situer les travaux qui viennent d'être menés au laboratoire de pharmacologie et de toxicologie fondamentale du

CNRS (Toulouse). « Nous recherchions la molécule qui, dans le cerveau, était capable de stimuler le récepteur dit « ORL1 » [pour « Opioid receptor-like 1 »], résume le neurobiologiste Jean-Claude Meunier. Ce récepteur, dont le gène fut identifié il y a un an par la même équipe, semble en effet appartenir, par sa structure, aux récepteurs opioïdes. Mais il ne se lie à aucun dérivé morphinique connu - d'où son nom de récepteur « orphelin ».

Par un de ces tours de passe-passe qu'affectionne la biologie moléculaire, les chercheurs sont donc parvenus, en s'appuyant sur les propriétés pharmacologiques de ce récepteur, à isoler son « ligand endogène ». « Il s'agit d'un petit peptide de 17 acides aminés, qui existe naturellement dans le cerveau de l'animal et de l'homme et qui ressemble un peu à l'une des cinq endorphines connues, la dynorphine », précise Jean-Claude Meunier. Une ressemblance qui évoque celle des faux amis, puisque cette molécule, baptisée « nociceptine », par ses découvreurs, semble exercer une action exactement inverse de celle des dérivés morphiniques.

Ainsi que l'ont montré les essais menés sur la souris par l'unité de neuropsychopharmacologie expé-

rimetale (CNRS-université de Rouen), la « nociceptine » provoque en effet, chez l'animal auquel elle a été administrée, une hypersensibilité à la douleur. A l'inverse, il suffit de bloquer la synthèse du récepteur ORL1 (ce qui, indirectement, inactive son ligand) pour obtenir un effet analgésique. L'enjeu serait ainsi de fabriquer des molécules antagonistes de la nociceptine, qui inhiberaient son action en prenant sa place sur le récepteur.

Ces molécules, qu'il ne tient qu'au bon vouloir des industriels de développer, constitueraient-elles pour autant de bons candidats pour lutter contre la douleur ? Face à la boîte noire qu'est notre cerveau, la prudence reste de mise. Car la nociceptine, présente dans les zones associées à la perception de la douleur, l'est également dans bien d'autres régions du système nerveux central. Quel rôle y joue-t-elle ? « On ne le sait pas encore, mais on peut d'ores et déjà prédire que son inhibition, à moins d'être rigoureusement contrôlée, entraînera divers effets secondaires », affirme Jean-Claude Meunier. Malgré tous ses défauts, la morphine a encore de belles années devant elle.

Catherine Vincent

L'OPEN DE BERCY		N° 20	
RÉSULTATS OFFICIELS			
1 ^{er} tour		2 ^e tour	
1. Guy Forget (FRA) 6-4, 6-3, 6-4	1. Boris Becker (GER) 6-4, 6-3, 6-4	1 ^{er} tour	
2. Michael Chang (USA) 6-4, 6-3, 6-4	2. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	2 ^e tour	
3. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	3. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	3 ^e tour	
4. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	4. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	4 ^e tour	
5. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	5. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	5 ^e tour	
6. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	6. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	6 ^e tour	
7. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	7. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	7 ^e tour	
8. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	8. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	8 ^e tour	
9. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	9. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	9 ^e tour	
10. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	10. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	10 ^e tour	
11. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	11. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	11 ^e tour	
12. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	12. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	12 ^e tour	
13. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	13. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	13 ^e tour	
14. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	14. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	14 ^e tour	
15. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	15. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	15 ^e tour	
16. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	16. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	16 ^e tour	
17. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	17. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	17 ^e tour	
18. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	18. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	18 ^e tour	
19. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	19. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	19 ^e tour	
20. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	20. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	20 ^e tour	
21. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	21. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	21 ^e tour	
22. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	22. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	22 ^e tour	
23. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	23. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	23 ^e tour	
24. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	24. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	24 ^e tour	
25. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	25. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	25 ^e tour	
26. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	26. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	26 ^e tour	
27. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	27. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	27 ^e tour	
28. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	28. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	28 ^e tour	
29. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	29. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	29 ^e tour	
30. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	30. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	30 ^e tour	
31. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	31. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	31 ^e tour	
32. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	32. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	32 ^e tour	
33. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	33. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	33 ^e tour	
34. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	34. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	34 ^e tour	
35. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	35. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	35 ^e tour	
36. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	36. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	36 ^e tour	
37. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	37. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	37 ^e tour	
38. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	38. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	38 ^e tour	
39. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	39. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	39 ^e tour	
40. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	40. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	40 ^e tour	
41. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	41. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	41 ^e tour	
42. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	42. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	42 ^e tour	
43. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	43. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	43 ^e tour	
44. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	44. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	44 ^e tour	
45. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	45. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	45 ^e tour	
46. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	46. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	46 ^e tour	
47. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	47. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	47 ^e tour	
48. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	48. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	48 ^e tour	
49. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	49. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	49 ^e tour	
50. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	50. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	50 ^e tour	
51. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	51. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	51 ^e tour	
52. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	52. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	52 ^e tour	
53. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	53. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	53 ^e tour	
54. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	54. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	54 ^e tour	
55. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	55. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	55 ^e tour	
56. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	56. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	56 ^e tour	
57. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	57. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	57 ^e tour	
58. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	58. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	58 ^e tour	
59. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	59. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	59 ^e tour	
60. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	60. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	60 ^e tour	
61. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	61. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	61 ^e tour	
62. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	62. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	62 ^e tour	
63. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	63. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	63 ^e tour	
64. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	64. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	64 ^e tour	
65. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	65. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	65 ^e tour	
66. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	66. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	66 ^e tour	
67. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	67. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	67 ^e tour	
68. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	68. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	68 ^e tour	
69. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	69. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	69 ^e tour	
70. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	70. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	70 ^e tour	
71. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	71. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	71 ^e tour	
72. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	72. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	72 ^e tour	
73. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	73. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	73 ^e tour	
74. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	74. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	74 ^e tour	
75. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	75. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	75 ^e tour	
76. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	76. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	76 ^e tour	
77. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	77. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	77 ^e tour	
78. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	78. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	78 ^e tour	
79. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	79. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	79 ^e tour	
80. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	80. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	80 ^e tour	
81. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	81. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	81 ^e tour	
82. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	82. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	82 ^e tour	
83. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	83. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	83 ^e tour	
84. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	84. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	84 ^e tour	
85. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	85. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	85 ^e tour	
86. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	86. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	86 ^e tour	
87. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	87. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	87 ^e tour	
88. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	88. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	88 ^e tour	
89. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	89. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	89 ^e tour	
90. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	90. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	90 ^e tour	
91. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	91. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	91 ^e tour	
92. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	92. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	92 ^e tour	
93. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	93. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	93 ^e tour	
94. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	94. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	94 ^e tour	
95. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	95. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	95 ^e tour	
96. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	96. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	96 ^e tour	
97. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	97. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	97 ^e tour	
98. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	98. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	98 ^e tour	
99. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	99. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	99 ^e tour	
100. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	100. Andrei Medvedev (UKR) 6-4, 6-3, 6-4	100 ^e tour	

صبرنا من الامل

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 4 NOVEMBRE 1995

MUSIQUE SACRÉE Le chœur des moines bénédictins espagnols de Silos et leur chant grégorien rencontrent un succès exceptionnel. Leur premier disque a dépassé les

deux millions d'exemplaires vendus dans le monde. Dans leur monastère isolé, sur le plateau de la Vieille Castille, les moines regardent ce phénomène avec étonnement. ● LES MU-

SQUES SACRÉS médiévaux connaissent une popularité étonnante, en particulier aux États-Unis et au Brésil, en France, en Espagne et en Allemagne. Les recherches mu-

sicologiques se multiplient. Le marketing se lance à l'assaut de ce nouveau créneau. ● MONASTÈRE ET COMMERCE ne font pas toujours bon ménage. Les moines de Silos

ont quitté la puissante firme internationale EMI, lui préférant une petite maison catholique, française, Jade, pour éditer les deux derniers enregistrements de leurs chants.

Les moines de Silos hissent le chant grégorien en tête du hit parade

Leur premier disque s'est vendu à deux millions d'exemplaires. Au sixième, leur succès ne se dément pas. L'austère monastère de la Vieille Castille tente de résister aux inconvénients de la célébrité

SANTO DOMINGO DE SILOS
de notre envoyée spéciale

La pierre de l'église est blanche, les murs sont nus, conformément à la règle de saint Benoît - qui prescrit peintures et ornements. Sous les hautes voûtes, serrés dans le chœur, une trentaine d'hommes semblent minuscules au fond de cette église imposante, accolée à une abbaye plus majestueuse encore, plantée à 1 000 mètres d'altitude sur l'immense plateau de la Vieille Castille. Pour atteindre le village de Santo Domingo de Silos, il faut traverser les centaines de kilomètres de ce cañon calcaire, battu par les vents, brûlé par le soleil, parsemé de villages médiévaux. Gris par le charme austère du parcours, le visiteur découvre l'un des plus beaux monastères romans d'Espagne, devenu depuis quelques années un haut lieu du chant grégorien. Les hommes en noir qui y perpétuent la tradition ont vendu des millions de CD dans le monde entier.

Cette austère abbaye compte désormais parmi les lieux mythiques du hit-parade international, déclenchant la concurrence entre maisons de disques, impatientes de tirer profit de leur succès inattendu. Le dernier recueil de Silos vient de sortir en France sous le label d'une petite maison d'édition catholique, Jade. Les moines de Silos

psalmodient et chantent à l'unisson, tantôt ensemble tantôt se répondant les uns les autres. Un orgue les soutient doucement. « *Sancus Dominus Deus* », les yeux penchés sur le bréviaire, ils suivent les partitions du chant grégorien et leurs paroles en latin. Sept fois par jour, la communauté se regroupe dans l'église pour les offices (de matines à complies) et la messe de midi.

Le Père José Luis Angulo, maître de chœur, est entré chez ces moines à l'âge de douze ans, comme élève de leur école. Il chantait vêpres et messe chaque jour, en plus des études et de la participation aux besoins. Il n'a jamais cessé de chanter. Agé aujourd'hui d'une cinquantaine d'années, il lance, espiègle, à la journaliste : « Allez donc boire un verre au café, au lieu de rester dans ce monastère. » Entre les offices, les obligations du travail (bricolage, jardinage, cuisine, visites guidées du cloître) et de la recherche musicale, il explique : « Chantier, c'est prior. Quand je fais travailler le chœur, j'essaie que chacun exprime sa vie intérieure. Le grégorien naît du mystère de l'âme humaine. Il vient de la pureté et nous guide vers la transcendance. »

Dans la belle bibliothèque du monastère, le père Angulo va chercher un manuscrit suisse du XI^e siècle : il contient les paroles et les neumes, ces signes, sans portées ni notes, qui servaient de par-

titions pour le grégorien. La musique est monophonique (elle se chante à l'unisson et non à plusieurs voix) : « Il s'en dégage néanmoins une force spéciale, car chacun vit différemment les paroles qu'il prononce », affirme le maître du chœur.

Les CD à succès n'ont pas été enregistrés par les moines d'aujourd'hui. Il s'agit de rééditions des chants recueillis entre 1950 et 1970. Le Père Angulo était l'une des voix. Le chœur actuel n'a plus la même qualité, reconnaît-il, en accord avec le musicologue qui les accompagne, Alejandro Masso, l'un des meilleurs spécialistes de la musique ancienne en Espagne. Si, dans le cadre magnifique de Silos, leur musique est envoûtante, elle passerait plus difficilement l'épreuve de la reproduction sur disque. « Un style est fini », commente le maître de chœur. La symbiose entre une époque, un mode de vie, une foi est terminée. Comme la congrégation bénédictine de Solesmes, à laquelle appartient le monastère espagnol, Silos adhère au catholicisme traditionneliste qui regrette la modernisation voulue par le concile Vatican II. « La vie religieuse était plus romantique ; la piété était autre. Nous, les moines, étions habitués à la discipline. Les contraintes étaient sublimées, comme l'école ou la sexualité, au service de la prière et du chant. » De nos jours, l'école est fermée, les vocations se raréfient et les vœux

sont prononcés plus tardivement, ce qui nuit à la formation musicale. Et la fin de la messe en latin a transformé le grégorien en curiosité.

« Nous n'avions pas honte d'un certain sentimentalisme dans le chant, se souvient le père Angulo ; c'était une ingénuité, un naturalisme contraires. Les jeunes sont plus gênés. Quand l'âge des détails dans le phrasé, certains ont peur du ridicule. » Entre-temps, la technique du chant grégorien s'est affinée, grâce aux recherches de Solesmes.

« Notre monastère a été fondé par des abbés de Solesmes en 1880, après avoir été fermé pendant trente ans. Nous-mêmes avons été formés par cette abbaye. Pourtant notre style est différent, car nous ne re-

cherchons pas avant tout la perfection technique, qui produit parfois des musiques froides. Nous privilégions l'émotion simple, la parole de Dieu qui nous parle de charité. » Ainsi, face à la disparition du grégorien de leur jeunesse, les moines ne craignent pas que des chorales de laïcs puissent bien interpréter cette musique. Si bons soient-ils techniquement, ils ne pourraient que transformer « ces pièces de prière en pièces de concert ».

Dans leur village isolé, derrière la clôture du monastère, vivant modestement, les bénédictins de Silos tiennent à distance « le monde moderne qui produit des robots, au lieu d'être humain et tout se vend », selon les mots du père abbé du monastère, Clemente Serna.

Mais depuis le succès de leur premier disque en 1992, ce monde vient envahir leur retraite. Et le choc est rude. Jusqu'à mille cinq cents visiteurs par jour, en plein été, se pressent aux portes du cloître, la seule partie, hormis l'église, qui soit accessible au public. Les horaires d'ouverture sont serrés ; la visite, guidée, est ultra-rapide ; la boutique de cartes postales, disques et livres est minuscule. Les touristes se font photographier dans le cloître, comme à la tour Eiffel. Les marchands de glaces et de boissons occupent le parvis de l'église. Les bistrots vendent les cassettes de Silos à des prix exorbitants. Un nouveau parking pour les autocars a dû être aménagé cet été. Toute l'année, les offices attirent : en semaine, fin octobre, une bonne centaine d'Espagnols assistent aux vêpres.

Face à cette curiosité nouvelle, les moines cherchent à se protéger et à restreindre le nombre d'intrus. Ils rechignent désormais à accueillir les journalistes, mais consentent à tenir des conférences lors du lancement de leurs disques. Quand, exceptionnellement, ils ouvrent leur porte au monde, c'est pour un accueil chaleureux. Après le dernier office de la soirée, ils offrent un verre de bénédictine maison. Dehors, dans le silence, la nuit pure de l'altitude, étincelante d'étoiles, semble éternelle.

Catherine Bédarida

Un chant « romantisé » à l'extrême

Les deux disques de Silos parus cette année chez Jade sont présentés comme des documents historiques. Enregistrés entre 1956 et 1962, les cinq messes et les pièces mariales en plain-chant ne sont « historiques » que si l'on veut bien considérer comment elles furent alors interprétées, dans le contexte de restauration du chant d'église. Mais il paraît aujourd'hui difficile d'apprécier ce type de chant romantisé à l'extrême (nuances, rubato, accents), accompagné d'une harmonisation assez fade à l'orgue. L'auteur du texte de présentation s'en tire à bon compte en tirant, sans les citer, sur les interprétations plus musicologiques en vigueur aujourd'hui : « Un temple propre, aseptisé, dépourvu de patine parlera toujours moins au cœur que les herbes qui poussaient entre les dalles, et les fleurs qui ornaient les fentes de ses murs. » Victor Hugo, auteur de l'ineffable *Dans les ruines d'une abbaye*, eût apprécié. D'autres moins.

* 2 CD séparés Jade JAD C 131 et 74321 29889-2.

Les bénéfices de la vertu

C'est une entreprise catholique de disques qui publie désormais le chœur de Silos. Une bonne affaire

« C'EST UN DON de Dieu », affirme Emmanuel Chamboredon, le très catholique directeur d'une entreprise de musique de films, Milan, dont un département, Jade, se spécialise en musique religieuse. Quand les moines de Silos, choqués par les méthodes d'EMI, ont voulu quitter la firme internationale, ils se sont tournés vers ce réseau catholique et ont signé contrat avec Jade.

« Ce sont nos meilleures ventes », reconnaît Emmanuel Chamboredon. Jade diffuse exclusivement de la liturgie catholique et des musiques religieuses anciennes et contemporaines. La firme EMI avait racheté une partie des enregistrements du chœur de Silos réalisés entre 1950 et 1970. Elle a mis un premier disque sur le marché en 1992, suivi de trois autres. Selon Silos, EMI a très peu payé les moines, assez ignorants des contrats. Se sont ajoutées quelques gaffes impardonnables aux yeux des Pères : les bénédictins à la robe noire n'ont pas apprécié de voir sur la couverture de leur disque des franciscains à l'habit marron ; des chants de Noël ont été mêlés à des prières de Pâques. La « propagande », comme disent les moines pour parler du marketing, a amené des foules de curieux et de journalistes à Silos. Une fois le lancement assuré par EMI, c'est Jade qui rafale aujourd'hui la mise. Deux

disques sont sortis depuis le début de l'année, *L'Anie du chant grégorien* et *Ave Maria*. Des spots télé ont été produits pour les émissions religieuses. « On ne dit pas "plaine avec du grégorien", mais "voici un disque qui contient des chants de la Vierge" », assure le patron de Milan-Jade. Les couvertures, dorées, sont des reproductions d'art sacré. Helmut Loose, le photographe, parcourt les monastères d'Europe avec sa caravane et ses appareils, s'installant plusieurs semaines dans le même lieu. Enfin, les livrets des CD sont épais - cinquante pages - et contiennent les partitions avec leurs traductions, pour intéresser des chorales, avec des informations sur la vie monastique ou la liturgie mariale.

Alejandro Masso, le musicologue qui travaille avec les moines de Silos, a restauré les bandes magnétiques des années 1950 à 1962, qui vont être éditées petit à petit par Jade. A l'époque, le chœur de l'abbaye comptait quatre-vingts moines. L'ensemble constituera un document historique sur le chant grégorien, à l'époque où les moines espagnols connaissaient mal les autres interprètes de ces musiques infiniment moins éditées qu'aujourd'hui.

C. B.

Le manuscrit de Saint-Gall

L'âge d'or du grégorien remonte aux VII^e et VIII^e siècles. Musique de la liturgie chrétienne, elle a été codifiée par le pape Grégoire I^{er} et chantée dans les églises jusqu'à ce que les musiques polyphoniques prennent le dessus, à partir des XI^e et XII^e siècles. Le texte était copié en latin et la musique symbolisée par des « neumes », les signes utilisés avant l'invention de la notation à la fin du IX^e siècle. Le grégorien a continué d'être chanté marginalement dans les églises jusqu'au XVI^e. Au XIX^e siècle, la vogue des romantiques pour le Moyen Âge a relancé l'intérêt. A partir de 1870, les bénédictins de Solesmes ont effectué des recherches considérables pour comparer les neumes des manuscrits anciens. L'un de ceux-ci, découvert au monastère suisse de Saint-Gall, comportait à la fois neumes, portées et notes, permettant la transcription. Depuis, Solesmes publie au fil des ans l'essentiel du répertoire grégorien.

Le marketing orchestre la fructueuse rencontre du New Age et des musiques sacrées

LE PREMIER DISQUE du chœur de Silos, *Chant*, sorti à Noël 1992 aux États-Unis, s'est vendu à deux millions d'exemplaires dans le monde. *L'Anie du chant grégorien*, paru en avril dernier, a été la meilleure vente « classique » aux États-Unis pendant quatre mois ; 400 000 exemplaires ont été achetés en Europe. Vision, la musique de l'abbaye Hildesheim von Bingen (XII^e siècle), chantée par une bénédictine américaine, Germaine Fritz, sur des arrangements musicaux électroniques, dépasse les 250 000. Le groupe de Cologne, Sequentia, qui se veut plus fidèle à la musique de Hildesheim, a vendu en France 85 000 exemplaires de ses *Canticles of Ecstasy*.

Avec le succès, les parutions de musiques sacrées médiévales se multiplient, qu'elles soient sérieuses (Brigitte Lesmes et son groupe Discantus, Marcel Pérès), expérimentales (*Officium*, du Chœur Hilliard avec le saxophoniste Jan Garbarek, le plain-chant d'Enigma sur fond rythmique électronique) ou commerciales (*Vision*). « Le grégorien est la mère de toutes

les musiques, c'est pourquoi il plaît », affirme le maître du chœur de Silos, en ajoutant : « Une triade dans la écriture pour me dire qu'elle avait étudié Jung et Freud et qu'elle aimait nos disques. Pour elle, c'était un appel à l'inconscient. Cette musique simple parle à chacun, quelle que soit sa formation musicale. »

SOIF DE SPIRITUALITÉ

Selon Sœur Germaine Fritz, le succès de *Vision* s'explique à celui des cassettes de chants d'oiseaux ou de musiques relaxantes. Il s'explique par « une soif de spiritualité dans ce monde matérialiste ». L'orchestration du disque est prévue pour servir de tube dans les boîtes de nuit : « Ce ne sont pas de mauvais endroits. Les gens y vont simplement pour s'amuser. Hildesheim était une femme très ouverte ; je ne crois pas que ça l'aurait choquée. Dieu est partout, même chez les jeunes des discothèques. La danse peut très bien être associée à la liturgie », affirme-t-elle.

L'argent gagné va à son couvent, pour agrandir le bâtiment et accueillir des croyants. « Depuis le

disque, nous recevons beaucoup de demandes pour notre chœur, nos retraites. » Un marketing efficace est néanmoins à la base des réussites les plus spectaculaires : celles-ci tirent ensuite vers le haut toutes les ventes de musiques sacrées, même les moins soutenues par la promotion. Quand EMI lance les moines de Silos, il choisit une couverture planante, place le disque dans tous les supermarchés près des caisses et fait de la publicité télévisée. *Vision* est emballé avec une jeune religieuse séduisante entourée de symboles ésotériques propres à séduire la nébuleuse New Age.

Le grégorien et les polyphonies médiévales bénéficient aussi du regain d'intérêt actuel pour la voix et le chant. Le succès des polyphonies corse ou sardes, l'attrait pour les voix exotiques, l'expansion des chorales d'amateurs en témoignent. En outre, plusieurs éléments avaient préparé le phénomène Silos. Des groupes pop comme Enigma avaient familiarisé un large public avec les sonorités grégoriennes. Aux États-Unis, les

musiques sacrées ont reçu le soutien de deux réseaux solides : l'Eglise catholique, mais aussi la communauté juive. Les rapprochements judéo-chrétiens des années 80, ajoutés à l'intérêt actuel

des juifs pour leur liturgie ancienne, qui a influencé les premiers chants chrétiens, ont stimulé la diffusion du grégorien.

C. B.

Festival d'Automne à Paris

Sécheresse et Pluie

Compagnie Ea Sola

8 au 13 novembre au Centre Georges Pompidou
places 90 et 75 Frs. Loc. 42 96 96 94

Menace de grève pour l'ouverture de la Scala

ROME
de notre correspondante
« Fermé pour cause de grève » : si une solution n'est pas trouvée avant le 7 décembre, jour de l'ouverture de la saison lyrique à la Scala de Milan, au lieu de l'affiche prévue de *La Finta Innamorata*, un panneau de ce type risque d'accueillir le public choqué qui se presse d'ordinaire à cet événement culturel mondial qu'est la « première » de la Scala. Ce n'est pas la première fois que se profile une menace de grève, dans le loog contentieux qui oppose depuis des années le personnel, la direction et le gouvernement. On se souvient du *Don Carlo* - qui, il y a trois ans, faillit bien ne pas commencer - des quatre grèves peodant *Lucio* ou encore, en juin, de cette extraordinaire *Traviata* où, faute d'orchestre (en grève), le maestro Riccardo Muti accompagna lui-même les chanteurs au piano. Cette fois, il semble que ce soit plus grave.

Le personnel et les employés du théâtre, qui ont par ailleurs voté une motion de défiance à l'égard du surintendant de la Scala, Carlo Fontana, ne réclament pas seulement des horaires plus flexibles, l'ajustement de leurs salaires et l'embauche de cent huit personnes supplémentaires, mais surtout la relance et la réforme de la douzaine de théâtres lyriques italiens qui ont vu leurs crédits publics rognés dans la loi de finances actuelle. En exaemo : le Foods unique pour le spectacle (FSU) a été ramené de 900 milliards de lire (2,76 milliards de francs) à 850 milliards. Ils craignent aussi qu'une éventuelle relance ne passe par un essai de privatisation. Et de fait, l'amorce d'un projet en ce sens a déjà été déposée à la commissio financière du Sénat.

Il n'en fallait pas plus que des f-

ances pour que Riccardo Moti lance un appel public au président du conseil, Lamberto Dini. « Les grèves à la Scala sont en fait des cris d'alarme, explique-t-il. L'Italie traverse une de ses périodes les plus noires en raison du désintérêt pour la culture : la Scala est un symbole dans le monde entier, et c'est une honte que ce lieu, ce sera une honte pour l'Italie. » Un appel repris en écho par le chef d'orchestre Claudio Abbado - longtemps directeur musical de la Scala avant de diriger l'Orchestre philharmonique de Berlin. Et Claudio Abbado cite l'exemple significatif des subventions que lui avait refusées le gouvernement allemand, avant de faire machine arrière, en raison des réactions.

UN DÉBAT PUBLIC
Bref, en quelques heures le débat est devenu public, et tout ce que l'Italie compte de gros de culture semble se mobiliser. Le maire de Venise, le philosophe Massimo Cacciari, qui est aussi président du théâtre de La Fenice, insiste sur « la capacité productive et économique de théâtres qui ne devraient plus être suspendus, dans leurs activités, aux coups effectués par le gouvernement ». Pour sa part, Francesco Canessa, surintendant du San Carlo de Naples, met en garde contre une « privatisation » hasardeuse qui pourrait « augmenter encore les disparités entre le Nord et le Sud », ce qui aboutirait à créer une Scala « surdimensionnée » dans un désert lyrique. Enfin, dernière initiative, la danseuse Carla Fracci a proposé, depuis Florence où elle répète un nouveau ballet, que les grands artistes réduisent volontairement de 15 % leurs cachets afin d'aider à leur tour à sauver les théâtres.

Marie-Claude Decamps

Jan Garbarek, saxophoniste norvégien, idole des jeunes

TROIS SURPRISES de taille au concert archicollable et chaleureux de Jan Garbarek (né en Norvège, en 1947) à l'Auditorium des Halles, le 26 octobre. Moyenne d'âge du public, quinze ans.

Premièrement, l'état absoluement stationnaire de la musique, vingt ans de bourrées auvergates en quartette, avec paller planant au-dessus de la musique, au son de tour de piste et retour au sol façon comédie. Vingt ans sur l'idée la plus anémique des multiples façons de Jan Garbarek. La plus simple, alors que le saxophoniste norvégien a de belles ressources.

Deuxième sujet de stupeur, la progression d'Eberhard Weber vers l'approximatif et les lignes douteuses sur un instrument qui ne le permet pas (contrebasse électrique), ce qui prouve, a contrario, que, même dans cette musique, l'accident reste possible.

Enfin, l'extrême jeunesse du public, enthousiaste mais bavard, qui fait voir qu'il n'est pas guidé par quel média ? se classant de lui-même dans quelle catégorie ? Mystère.

UNE PRÉCISION À TOUTE ÉPREUVE
Les musiciens sont alignés de front sur scène. Claviers, contrebasses sans caisse, le saxophoniste et, au four et au moulin, la percussionniste (Marylin Mazur). Le son, l'électronique, les éclairages, sont clairs et parfaitement maîtrisés. Jan Garbarek affiche toujours la même autorité instrumentale, un contrôle de la colonne d'air à faire pâlir, une justesse et une précision.

SEMAINE FRANÇAISE À SARAJEVO : première manifestation européenne organisée en Bosnie depuis le début de la guerre, une semaine culturelle française - dont le promoteur est Francis Bueb, ancien de la Fnac, soutenu par quelques mécènes (éditeurs, couturiers, cinéastes) - se déroule à Sarajevo jusqu'au 5 novembre. Le centre André-Malraux, installé près du marché Mar-ka, propose projection de films et de vidéos, ainsi que l'accès à une discothèque fournie et à une bibliothèque de près de vingt mille volumes.

cision à toute épreuve, un don du lyrisme et de la mélodie qui finissent par forcer la reconnaissance.

Tant de talent pour quelle musique ? Une sorte d'épure aux traits stylisés, à la dramatisation méthodique pour que nul ne s'y trompe et qui finit par ressembler, deux heures durant, non sans quelques accents intéressants, à la bande-son d'une de ces publicités pour eaux minérales. C'est long. Ne manquent que les moultis invariablement actifs sur les images des dites publicités. Ils sont dans la salle, juste un peu grandis, aussi attentifs que les collégiens de Li-moges ou de Bayonne à qui une troupe de héros lyres d'abolégation théâtrale présentait *Le Misanthrope* dans les années 60. Ils sont fous de joie avant, fous d'applaudissements après, remuants pendant. La musique n'a pas la force ou les rythmes à l'estomac qui les tiendraient tranquilles. Mais d'évidence ils la veulent et, sans doute, ils l'aiment.

Tous les cinq ans, on retourne écouter Garbarek. D'abord, parce qu'il est techniquement impressionnant. Ensuite, parce que comme dans le sonnet d'Oronte, on désespère alors qu'on espère toujours. Tout compte fait, on le préfère encore, c'est dire, dans son répertoire « pieux », il lui arrive, en effet, de pousser fort sanchus et pas mal d'alléluia sur fond de chorale. Donc, rendez-vous dans cinq ans, vers l'an 2000, les auditeurs de l'époque n'ont encore ce jour qu'une dizaine d'années. Ils ont tout le temps de se chauffer.

Francis Marmande

★ Tournée : le 8 novembre à Rennes (Théâtre Jean-Vilar. Tél : 99-30-88-88), le 9 à Metz (Arsenal. Tél : 87-39-92-00), le 10 à Strasbourg (CJA. Tél : 88-36-19-74), le 11 à Villefranche-sur-Saône (Centre culturel. Tél : 74-68-02-89), le 13 à Bron (Espace Albert-Camus. Tél : 72-37-13-91), le 14 à Aubagne (Théâtre Comedia. Tél : 42-71-19-89), le 16 à Montpellier (IAM. Tél : 67-58-30-30), le 17 à Nevers (Théâtre municipal. Tél : 88-36-99-44), le 18 à Châteauroux (Equinoxe. Tél : 54-08-34-34).

DISQUES

Un tango vagabond

Pianiste, chanteur et auteur-compositeur, l'Argentin Juan Carlos Caceres prend ses distances avec les stéréotypes et célèbre les racines de cette musique venue d'Argentine

EN 1993, au crépuscule de la cinoquantio, Juan Carlos Caceres se risque pour la première fois à chanter dans un studio et enregistre *Sala* (Celluloid/Melodie). « Jusqu'alors, je me contentais de passer un petit tango au balero dans la cuisine, pour charmer les filles, à la fin d'une fête », se souvient Caceres. L'expérience ne lui ayant pas déplu, il sort aujourd'hui un nouvel album de chansons, *Sabicas*, couso au point tango et faisant aussi largement référence aux racines du genre. Entouré de jeunes musiciens (Juan Saubidet, Frédéric Truet, Eddie Tomassi...) qui partagent avec lui le même élan pour les chemins de traverse, Caceres alterne savamment plages intimistes et moments d'effervescence.

Astor Piazzolla aimait volontiers dire que, pour ressentir le tango, il fallait avoir vécu à Buenos Aires, là où cette musique fatale pousse, entre filles, marius et cou-teaux, à la fin du siècle dernier. Juan Carlos Caceres y est né en 1936. Après une formation de pianiste classique et des études aux beaux-arts, Caceres se consacre au jazz et à la peinture.

Professeur d'histoire de l'art, il partage ses temps entre ses pinceaux, le trombone et Mogador, La Cueva, puis La Mosca verde, les trois clubs de jazz qu'il ouvre successivement et anime avec un enthousiasme gourmand. Dizzy Gillespie, Juliette Gréco passeroit par là. Hugo Pratt, « un ami de

toujours, un sacré chanteur de blues ! », y grillera un oombre localisable de ouits. Inévitablement, il fallait bleo qu'un jour le tango rattrape Caceres. Les retrouvailles ont lieu à Paris, où il s'exile en 1968. La France, c'est la seconde patrie du tango. « S'il a connu un essai mondial, s'il a été à nouveau accepté en Argentine, c'est d'abord parce qu'on l'a reconnu à Paris », rappelle-t-il. Au sein des diverses formations dont il assure la direction, Maloo (1972), Gotan (1979), puis Tangofoo (1979), il affiche un oet peochant pour un tango émancipé.

D'une voix entre chien et loup, chaude et rugueuse à la fois, résonnent les nostalgies de l'exil, l'histoire et les blessures du temps

« J'ai mis vingt ans avant de pouvoir concrétiser mes projets musicaux. J'apparaissais en effet comme un iconoclaste, ajoute Caceres. Je voulais faire jouer un bandoneon avec un saxophone et une batterie, revenir d-

la percussion argentine, laisser beaucoup de place à l'improvisation afin de retrouver un concept de musique vivante, improvisée, comme le jazz. Déjà dans les années 40 il y avait des musiciens qui, tout en utilisant les instruments traditionnels du tango, intégraient des percussions et faisaient une musique bâtarde, telle celle que je compose. »

Uo tango sans figures imposées, eo appelant volontiers à ses racines, comme la milooga, le chant leot et grave de la pampa ou les tambours africains du candombé uruguayen, mais aussi le flamenco andalou, la babanera cubaine ou le ragtime. Car le tango est une musique de sang-mêlé, à l'image de l'histoire et du visage de l'Argentine. Sudocas, plus rythmé, plus enflammé que *Solo*, revendique cette évidence, souvent oubliée. La voix entre chien et loup, chaude et rugueuse à la fois, Caceres y développe quelques-unes des préoccupations qui agitent son esprit : les nostalgies de l'exil, l'histoire, oettoyée de tout mensonge, oo encore les blessures du temps, de l'existence et de l'indifférence. Des thèmes qui dévident un fil mélancolique tout au long des plages de cet album, également traversé de frissons et de fièvres rythmiques par la grâce des tambours.

Patrick Labesse

★ Sudacas, 1 CD Celluloid/Melodie 66969-2.

CLASSIQUE

TORU TAKEMITSU
Généaux, *Dream/Window*,
Spirit Garden
Tokyo Metropolitan Symphony
Orchestra, Hirasaki Wakasugi
(direction)

AU RECTO et au verso de ce nouveau disque publié par la firme japonaise Denon, le compositeur Toru Takemitsu (né en 1930) a le visage d'un jeune vieillard, sévère et beau. Pour sec que soit ce faciès, le compositeur japonais le plus connu aujourd'hui écrit une musique d'une sensualité rare, d'abord directement sensible grâce à ses couleurs diaphanes et chatoyantes. Certes, ce disque bénéficie d'une prise de son absolument exceptionnelle (effectuée au Tokyo Metropolitan Art Space - la pochette fournit d'ailleurs des plans de chaque dispositif sonore), mais que de talent dans la capacité à donner une profondeur à la polyphonie, d'inspiration à la couleur de fluidité au dessin !

Pièce commencée en 1972 et révisée en 1986, *Généaux*, pour hautbois, trombone et deux orchestres (dans cette pièce, Ryusuke Numajiri seconde le chef principal Hirasaki Wakasugi), demeure impeccable malgré la difficulté de faire dialoguer un hautbois et un trombone.

Couleurs magiques de *Dream/Window* (1985) (« Réve/Pénètre »), influence plus manifeste du Messian méditant dans *Spirit garden* (« Jardin d'esprit », 1994), avec un sens mélodique plus développé que dans les deux précédentes pièces. Quoi qu'il en soit, le monde orchestral de Takemitsu est iréal et fascinant.

★ 1 CD Denon-BMG CO 78944.

MOZART
Regnum K. 626
Les Arts Florissants, William Christie (direction), Boston Baroque, Martin Pearlman (direction), 2)

L'UN DES SIGNES de l'établissement chez les ex-paras que furent longtemps les « baroqueux » est la récupération, plus ou moins consciente, des oripeaux de l'ennemi. Ainsi, après avoir dirigé plutôt sec et vite, William Christie se met-il, à notre grand regret, à em-peser un enième *Regnum* de Mozart. Sur-legato général, gommage des réminiscences baendellennes, tempos d'une lenteur klempere-rienne. Les treote premières secondes du *Kyrie* initial ralentissent puis se stabilisent pour installer un chœur pesant et obliger la soprano Anne-Marie Pannarella à respirer dans sa première phrase. Que penser d'un *Recordare* qui s'enlise, du ralenti douteux sur la fin (« Salva me ») du *Rex Tremendae* et d'un *Lacrimosa* aux larmes de crocodile ? Pour faire plus chic encore, Christie revient à la vieille version de Sussmayr, très critiquée. Passons.

A l'inverse, les Bostoniens réunis

autour de Martin Pearlman oot choisi une révisio passionnante et très covalincante du pianiste et musicologue Robert Levin. Ils jouent le *Regnum* comme une pièce de protestation, d'urgence, de ly-risme ému. On pourra leur reprocher des tempos parfois un peu nerveux, un orchestre de moins bonne qualité, mais quelle vie, quelle fraîcheur ! Un *Regnum* qui ne s'enterre pas dès le *Kyrie* !

★ 1 CE Erato-Warner classics 0630-10697-2 (1) - 1 CD Telarc-Média 7 CD-80410 (2).

COLIN MATTHEWS
Fourth Sonata, *Suns Dance*,
Broken symmetry
London Sinfonietta,
Oliver Knussen (direction)

DEUTSCHE GRAMMOPHON prend aujourd'hui des risques tues-pérés : aux côtés de l'édition Bou-lez, de la réédition du fonds de cata-logue de classiques du XX^e siècle, la grande maison hambourgeoise s'enhardit à proposer quelques disques dont les courbes de ventes ne risquent pas d'atteindre des sommets. Ainsi la figure de Colin Matthews, excellent compositeur britannique qui fêtera eo 1996 ses

cinquante ans, peut-elle être cepen-dant diffusée et entendue. Proche de Benjamin Britten, Matthews té-moigne, dans les trois pièces enre-gistrées par son confrère le compo-siteur et chef d'orchestre Oliver Knussen, d'une sûreté d'oreille in-déniable et d'une pâte sonore flam-boyante.

Suns Dance (1984-1985) est une pièce virtuose pour dix instrumen-tistes, une musique d'une totale em-brance, d'une vitalité communi-cative, écrite sur mesure pour les instrumentistes du London Sinfonietta, habitués à cette formation de dix à vingt instrumentistes pour laquelle la plupart des compositeurs d'aujourd'hui ont écrit. La *Fourth Sonata* (1974-1975) pour grand or-chestre est d'une nature différente. Matthews explique qu'il avait trou-vé en la musique minimale de Steve Reich non pas un vocabulaire à strictement intégrer à son propre langage, mais une bouffée d'air frais qui lui avait permis de faire progres-ser son écriture dans une direction nouvelle. *Fourth sonata* n'est cepen-dant eo rien minimale, mais on en-tend, au centre d'une polyphonie souvent folioissante, cet esprit mo-tiste, ces cellules qui génèrent un ordre, un repère auditif permettant à l'auditeur de ne pas perdre le fil.

Broken Symmetry (1991-1992) est une autre pièce pour orchestre très ryth-mique, mais semble-t-il moins forte que les deux autres ouvrages gravés sur cet excellent disque.

★ 1 CD Deutsche Grammophon 447 067-2.

CHANSON

ANNE SYLVESTRE
Au Théâtre de la Potinière

RÉALISÉ en février au Théâtre de la Potinière, à Paris, l'enregist-rement s'ouvre sur les bruisse-ments de la salle, juste avant que la chanteuse ne s'avance, portée par les applaudissements et les premières notes de son pianiste, Philippe Davenet. D'emblée, on se trouve ainsi plongé dans l'am-biance d'intimité complice qu'Anne Sylvestre installe et en-tretient tout au long de son réci-tal : « Je suis très heureuse d'être avec vous ce soir pour partager les mots, l'amour, l'amour des mots, les mots d'amour. » Depuis trente-cinq années, Anne Sylvestre trace sans effets médiatiques son sillon. Au-delà des modes dont elle ne se soucie guère, elle écrit de jolis textes, tressés de tendresse mais aussi d'ironie. L'ironie et l'humour, c'est une part d'elle-même, qu'elle re-vendique comme telle. Elle le rap-pelle à ceux qui voudraient l'igno-rer (*Lettre ouverte à Elise, Parti-Partout, Petit bonhomme*), cassant avec délectation l'image de la chanteuse rive gauche ou chanteuse pour enfants dans la-quelle beaucoup de ses détracteurs l'enferment volontiers. B.La.

★ 2 CD EPM/ADES 983672.

■ Hedi Jouini (1909-1990) était l'un des plus grands chanteurs tunisiens de variétés semi-classiques. L'inté-gralité de ses enregistrements est en cours de réédition : cinq volumes parus pour le moment. Le produc-teur en profite pour se pencher sur le passé de la Tunisie. Dans la même collection, on trouvera donc Raoul Joumo, Afia, un « best of » d'Oulaya, avec le dernier entretien que cette grande interprète a accordé à la radio, ou des compilations (*Les Voix d'or de la chanson tuni-sienne, Tunis, La Goulette en jêb*). NFB Distribution.

■ La collection « Celtic Heart-beat », irlandaise pure souche, pro-pose six volumes enregistrés aux célèbres studios de Windmill Lane, à Dublin - ceux de U2. Le directeur artistique, Paul McGuinness, man-ger du groupe, a choisi de faire figu-rer dans les premiers volumes de la collection - des reprises d'albums pour la plupart déjà existants - le harpiste Patrick Cassidy, le compo-siteur Bill Whelan, le guitariste et joueur de bouzouki Alec Finn, tan-dis que l'ensemble Anuna s'attaque à la musique ancienne irlandaise. « Celtic Heartbeat »/Atlantic.

8 Raisons d'aller voir ARCHIBALD

- Une vraie pièce de théâtre dans les règles de l'art
- Saluée par la critique à l'unanimité moins une voix
- Reconnue par le public : 300^{ème}
- Une satire courtoise de la fiscalité française
- Un spectacle gai, comique sans vulgarité
- Dix merveilleux comédiens
- Edouard VII, l'un des plus beaux théâtres de Paris
- Ignorer Archibald ce sera bientôt de l'ignorance

THEATRE EDOUARD VII
LOCATION PAR TÉLÉPHONE 47 42 59 92 ET AGENCES

ECOUTEZ VOIR

صلى الله عليه وسلم

Joan Baez au Bataclan

La madone du folk se produit dans un cadre relativement intimiste



ELLE FUT L'ÉGÉE de Bob Dylan, sa muse et son interprète. Son activité de militante pour les droits sociaux et contre la guerre du Vietnam en fit une figure de la vie politique américaine dans les années 60. Mais Joan Baez est restée avant tout une des plus belles voix de la musique folk. Un soprano d'une pureté cristalline, un timbre élégant, une présence de madone en ont fait une référence majeure pour une pléiade de chanteurs à guitare acoustique. Dans le cadre relativement int-

miste du Bataclan, la passionaria des folk songs devrait reproduire à peu près le contenu de son dernier album, *Ring Them Bells*, enregistré en concert à New York, au Bottom Line. Un répertoire de protest songs, mais aussi des chansons de marin, les chants funéraires de la vieille Europe et les ballades de l'Ouest américain.

* Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. 20 h 30, les 2, 3 et 4 novembre. Tél. : 47-00-55-22.

UNE SOIRÉE À PARIS

Pascal Gallois (basson), Garth Knox (alto). Deux instruments mal aimés se rencontrent. Que se racontent-ils ? Des histoires de compositeurs qui les aiment. Boulez vient de transcrire pour basson son *Dialogue*. Ligeti vient d'écrire une magistrale *Sonata* pour alto, et Philippe Hersant, a réussi les deux dans des miniatures dont il est l'expert. *Camparo* : D'un geste approuvé, création. *Ligeti* : Sonata pour alto. *Boulez* : Dialogue de l'ombre double, création. *Hersant* : Huit duos pour alto et basson, création. *franc*, 1, place Igor-Stravinsky, Paris-8^e. M^o Rambuteau. 20 heures, le 3 novembre. Tél. : 44-78-48-16. 75 F.

Supergrass, Cast, Ron Sexsmith. Chaque semaine, les Inrockuptibles pistent les meilleurs auteurs-compositeurs du rock d'aujourd'hui. En octobre, ils les invitent sur la scène de La Cigale. Supergrass, trio pop tonitruant ; Cast, fins mélodistes de Liverpool, et Ron Sexsmith, chanteur intimiste, font partie de ceux-là. *La Cigale*, 120, boulevard de Rochechouart, Paris-18^e. M^o Pigalle. 19 heures, le 3 novembre. Tél. : 42-23-15-15. Location Fnac. 110 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ASSASSINS (*)
Film américain de Richard Donner, avec Sylvester Stallone, Antonio Banderas, Julianne Moore, Anatoly Olyudov, Mike Watson, Stephen Kahn (2 h 15).
V.o. : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; UGC Orléans, dolby, 1^{re} (36-68-34-21) ; Geumont Morignan, dolby, 1^{re} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, THX, dolby, 1^{re} (36-68-43-47) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10.
V.f. : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 1^{re} (36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e (36-68-22-27) ; Geumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (36-65-70-42) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-29-37) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-06) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10.
BAD BOY BUBBY (*)
Film australien de Rolf Oe Heer, avec Nicholas Hope, Claire Benito, Ralph Cotterill, Carmel Johnson, Bridget Walters, Graham Duckett (1 h 52).
V.o. : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Action Christine, dolby, 8^e (43-29-17-30) ; 36-65-70-62 ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).
ORAGON BALL Z
Dessin animé japonais de Shigeyasu Yamauchi, Mitsuo Hashimoto, (1 h 30).
V.o. : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} (36-68-68-58) ; George-V, dolby, 1^{re} (36-68-43-47).
V.f. : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} (36-68-68-58) ; Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 8^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; George-V, dolby, 1^{re} (36-68-43-47) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15^e (36-68-29-37).
LE GARGUI
Film français de Maurice Pialat, avec Gérard Oparieu, Géraldine Pailhas, Antoine Piat, Dominique Rocheau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu (1 h 45).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet

Simon Goubert Quintet. Bateau de feu et de terre, héritier sincère et direct du grand jeu de la batterie moderne, commencé avec Kenny Clarke, Art Blakey, enfant chéri d'Elvin Jones et de Christian Vander, Simon Goubert emmène son quintet du hard bop à Coltrane avec une passion sans faille. Sa formation la plus récente présentera sur la scène du Duc des Lombards son nouvel enregistrement *L'Encierro* (Seventh Records).
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^o Châtelet. 22 heures, les 3 et 4 novembre. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Kadan's (1^{re} partie : Obad)
Le groupe Kadan's s'est engagé dans la voie royale ouverte par Kassav'. Il a le zouk triomphant : le public antillais l'a élu parmi ses favoris. Une soirée pour corps à corps doucement avec, entre autres invités, Monique Seka et le Trio Obad, qui mélange raga et gros ka (musique traditionnelle de Guadeloupe).
Elysées-Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers. 21 heures, le 3. Tél. : 44-92-45-49. 120 F.

RÉGIONS

Une sélection musique, danse, théâtre, art et cinéma en région

MUSIQUE CLASSIQUE

ARLES
Young Uck Kim (violin), Emanuel Ax (piano).
Brahms : *Sonate pour violon et piano* op. 78. Stravinsky : *Suite italienne*. Beethoven : *Sonate pour violon et piano* op. 47 A. Kreutzer.
Eglise Saint-Martin-du-Méjan, Arles (13). 21 heures, le 10 novembre. Tél. : 90-49-55-78. 100 F.

BETHUNE
Marie-Joséphine Jude (piano).
Chopin : *Nocturnes*, *Polonaise* op. 26 n° 2. Liszt : *Vallée d'Obermann*. Brahms : *Variations sur une chanson hongroise* op. 21 n° 2. *Variations sur un thème de Handel* op. 2.
Théâtre municipal, Bethune (62). 20 h 30, le 10 novembre. Tél. : 21-57-26-27. De 50 F à 70 F.

BORDEAUX
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine. Weber : *Passacaille* pour orchestre. Mahler : *Des Knaben Wunderhorn*, extraits. *Kindertotenlieder*. Berg : *Pièces pour orchestre*. Nathalie Stutzmann (contralto), Hans Graf (direction).
Palais des sports, place Ferme-de-Richemont, Bordeaux (33). 20 h 30, les 8 et 9 novembre. Tél. : 55-48-58-54. 100 F.

CANNES
Orchestre régional de Cannes. Rossini : *Canerentola*, extrait. Vioti : *Concerto pour violon et orchestre* n° 22. Beethoven : *Symphonie n° 8*. Salvatore Accardo (violin, direction).
Théâtre Claude Debussy, Palais des festivals, Cannes (06). 16 h 30, le 5 novembre. Tél. : 92-92-62-77. Location Fnac. De 110 F à 140 F.

COMPIEGNE
Céphale et Procris de Grétry. Marc Barnard (Céphale), Céline Benard (Procris), Ghislaine Raphael (Phaon), Flore, une nymphe, Michèle Command (la Jalouse, le Souffleur, Pales), Mary Saint-Palais (l'Aurore), Chœurs du Conservatoire national de région de Lille, Orchestre de Picardie, Stéphane Denève (direction), Pierre Jourdan (mise en scène).
Théâtre français de la capitale, 3, rue Othenin, Compiègne (60). 17 h 30, le 5 novembre. Tél. : 05-03-13-46.

GUERET
Véronique Gens (soprano), Jean-Claude Henriot (piano).
Œuvres de Fauré et Poulenc. Offenbach : *Mémoires*. Debussy : *Mémoires*. *Préludes pour piano*.
Chapelle de la Séminarierie, Gueret (23). 17 heures, le 5 novembre. Tél. : 55-52-14-29.

ILLE
Orchestre national de Lille. Weber : *Pièces pour grand orchestre* op. 6. Beethoven : *Fidelio*, ouverture. *Concerto pour piano et orchestre* n° 73. L'empereur. Brahms : *Symphonie n° 4*. Jean-Louis Steuermann (piano), John Neeshling (direction).
Le Nouveau Séclo, 20, rue du Nouveau-Séclo, Lille (59). Tél. : 20-12-82-40. De 110 F à 140 F.

MARSEILLE
Orchestre philharmonique de Marseille. Œuvres de Weber, Wagner et Loeu. Eve Ruggieri (rédacteur), Gwyneth Jones (soprano), Friedrich Pleyer (direction).
Opéra, 2, rue Mollière, Marseille (13). 20 h 30, le 4 novembre. Tél. : 91-55-70-70. De 45 F à 150 F.

STRASBOURG
Orchestre philharmonique de Strasbourg. R. Strauss : *Don Juan*. Schumann : *Concerto pour piano et orchestre*. Tchaikovsky : *Symphonie n° 2*. Eugène Kiss (piano), Johannes Fritsch (direction).
Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, Strasbourg (67). 20 h 30, le 10 novembre. Tél. : 88-52-18-45. De 135 F à 165 F.

JAZZ
LAVALANET
Jazz Lavalanet VI.
Ce jeune festival de l'Artège ouvre son programme avec le batteur Christian « Ton-Ton » Salut, reçoit le contrebassiste Joëlle Londe, un trio unissant le danseur Anne Oreyfus, le guitariste Jean-François Pauron et le trompettiste Itaru Oki, le spécialiste Urban Sax et conduit ces spectacles d'Yves Robert.
Du 6 au 17 novembre. Tél. : 61-01-22-20.

NANTES
Junko Onishi Trio.
Une jeune pianiste japonaise qui l'Amérique plébiscite.
Pannionika, 9, rue Basse-Porte, Nantes (44). 21 heures, le 9. Tél. : 40-48-74-74. De 20 F à 80 F.

SAINT-MARTIN-BOULOGNE
Claude Barthélemy Octet.
Après la visite d'« Une Nouvelle Orléans », le guitariste se frotte à Otis Redding et au R'n'B avec le même esprit !
L'Entrepôt, 14 (45-43-47-63).

ventif. Dans le cadre du festival Tendances de la côte d'Opale. Espace Georges-Brassens, Saint-Martin-Boulogne (62). 20 h 30, le 11. Tél. : 21-30-40-33. De 60 F à 80 F.

STRASBOURG
10 Jazz d'Or.
Une programmation qui tient beaucoup du catalogue de tournée. A garder, Scavif-Pirafely Acoustic Quartet, Dave Liebman, TOKU, l'Art Ensemble of Chicago, Equi Out, Ray Anderson, Joao Bosco, Jeff Gardner et Rick Margitza, le duo Eric Watson/Linda Sherrock et Michel Portal.
Du 10 au 24 novembre. Tél. : 88-37-17-78.

LE THOR
Christian Escoudé Trio.
Le guitariste invite l'accordéoniste Marcel Azzola. Concert organisé par les Avignonnais de l'AJMIL.
Auditorium de Vaucuse, chemin Estourans, Le Thor (84). 20 h 30, le 10. Tél. : 90-33-97-32.

DANSE
GRENOBLE
Compagnie Cathy Cambet.
Le Cargo, 9, avenue Paul-Claudel, Grenoble (38). 20 h 30, les 7 et 9 novembre ; 15 heures, le 8. Tél. : 76-25-05-45. De 50 F à 85 F.

LYON
Lyon Opera Ballet.
Iiri Kylian : *Stamping Ground*. William Forsythe : *Second Detail*. Martino Moller : *Le Jour même*.
Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, Lyon (69). 20 h 30, les 7, 8 et 9 et 10 novembre. Tél. : 72-00-45-45.

NICE
Paul Taylor Dance Company.
Aurole, Trois Epitaphes, Spindrift, Szyzygy, Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paul, Nice (06). 20 h 30, les 9 et 10 et 11 novembre. 15 heures, le 12 novembre. Tél. : 93-85-57-31. De 60 F à 150 F.

LA ROCHELLE
Ballet Atlantique Régine Chopinot. *Végétal*.
La Courville, 4, rue Saint-Jean-du-Perot, La Rochelle (17). 20 h 30, les 6 et 7 novembre. Tél. : 46-51-54-02. 125 F.

SETE
Compagnie Michèle Anne de Mey Cahiers.
Théâtre, avenue Victor-Hugo, Sete (34). 20 h 30, les 9 et 10 novembre. Tél. : 67-74-66-97. De 70 F à 130 F.

THÉÂTRE
AMIENS
Les Femmes savantes de Molière, mise en scène d'Isabelle Moreau et Gloria Paris, avec Benoît Cassard, Aurélie Rutenholzer, Christine Gagné, Lucie Jourdan, Pascal Montel, Cécile Bouillier, Ludovic Van Dorm, Philippe Delbart, Pierre Guillois et Sylvie Moussier.
Comédie de Picardie, 62, rue des Jacobins, Amiens (80). A partir du 8 novembre. Les mercredi 8, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 15 h 30. Tél. : 22-92-94-95. Durée : 1 h 45. 60 F et 110 F. Jusqu'à 22 novembre.

BEAUNOIS
Pérou dans les Alpes de Markus Köbel, mise en scène de René Lyon, avec Jean-François Lapalus, Chantal Mutel, Muriel Radine, Nicolas Dufour et Claude Monnoye.
Centre dramatique national de Franche-Comté, avenue Edouard-Broz, Besançon (25). Les samedi 4 et samedi 11, à 17 heures ; les mardi 7, jeudi 9, vendredi 10, mardi 14, à 20 h 30 ; le mercredi 8, à 19 heures. Tél. : 81-88-55-11. Durée : 1 h 40. 80 F et 110 F. Jusqu'à 18 novembre.

BORDEAUX
Le Retour au désert de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Jacques Nichet, avec Emile Abossolo M'Bo, Sid Ahmed Agoumi, Myrtil Boyer, Christine Bruchet, François Chabot, Jenny Clève, Jacques Echanilland, Loïc Houard, Vanessa Larré, Gérard Lorin, Mous et Arthur Neuzdyck.
Théâtre du Port de la Lune, 3, place Pierre-Renaudel, Bordeaux (33). Les mercredi 8 et vendredi 10, à 20 h 30 ; le jeudi 9, à 19 h 30. Tél. : 56-90-98-00. Durée : 2 heures. 70 F et 150 F.

BREST
Un mois à la campagne d'Ivan Tourgueniev, mise en scène d'Yves Beaumais, avec Nathalie Richard, Stéphane Schwartzbrod, Nicole Colchat, Jean-Pol Dubois, Marc Citi, Christophe Le Masne et Renaud Bécard.
Le Quercy, 2-4, avenue Clemenceau, Brest (29). Du mardi 7 au jeudi 9, à 20 h 30, Tél. : 98-44-10-10. Ouvre : 2 heures. 35 F et 170 F.

DIJON
La Dispute de Marivaux, mise en scène de Dominique Pitoiset, avec Nadia Fabrizio, Julie Brocher, David Jeanne-Cornello, David Morissau, Gérard Escombe Mary, Lydia Ewande et Béatrice Toussaint (violoncelle).
Théâtre du Parvis-Saint-Jean, 2, rue Danton, Dijon (21). Les samedi 4, mardi 7, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; les dimanche 5 et dimanche 12, à 16 heures ; les mercredi 8 et jeudi 9, à 20 h 30, Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 20. 100 F et 130 F. Jusqu'à 18 novembre.

MARSEILLE
Le Voyageur immobile de Philippe Genty, mise en scène de l'auteur, avec Bérengère Alder-Leco, Damien Bouvet, Martin Chaput, Jorge Pico Puchades, Catherine Salvini, Ayse Tashkiran et Trond Erik Vassdal.
La Criée, 30, quai de Notre-Dame, Marseille (13). Le samedi 4, à 14 h 30 et 20 h 30 ; les dimanche 5 et dimanche 12, à 15 heures ; les mardi 7, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le mercredi 8, à 19 heures. Tél. : 91-54-70-

54. Durée : 1 h 30. 130 F et 150 F. Jusqu'à 15 novembre.

MARTIGUES
Le Radeau de la Méduse ou Gustave et Thérèse de Roger Planchon, mise en scène de l'auteur, avec Roger Planchon, Nicolas Moreau, Hervé Briaux, Victor Garrivier, Régis Royer, Yann Duffas, Joseph Melerba, Claire Borotra, Marie Burel, Catherine Vuillez, Sophie Barjac, Claude Lesko et Sara Martini.
Théâtre des Salins, 19, quai Paul-Durmer, Martigues (13). Le jeudi 9, à 19 heures ; les vendredi 10 et samedi 11, à 20 h 45 ; le dimanche 12, à 15 heures. Tél. : 42-44-36-00. Durée : 2 h 40. 100 F et 130 F.

MONTLUÇON
Les Coups d'après Jean Meckart, mise en scène de Philippe Goyard, avec Jean-Paul Wenzel. Les Fédérés, rue des Fauchereux, Montluçon (03). A partir du 9 novembre. Les jeudi 8, vendredi 10, samedi 11, jeudi 16, vendredi 17, à 20 h 30. Tél. : 70-03-86-18. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F. Jusqu'à 25 novembre.

POITIERS
L'Œuvre.
d'après Homère, mise en scène de Footsbarn Trevelling Theatre, avec Agnieszka Bihel, Christophe Bihel, Joey Cunningham, Paddy Fletcher, Paddy Hayter, Shaji Karyer, K. Kaladharan, Sothie Lascos, Heinz Lorenzen, D. Reghouthaman, S. Sreelatha et quatre musiciens.
Campus universitaire, avenue du Recteur-Pineau, Poitiers (86). Les samedi 4, mardi 7, mercredi 8, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le dimanche 5, à 17 h 30 ; les jeudi 9 et lundi 13, à 19 h 30. Tél. : 49-41-28-32. Durée : 2 heures. 70 F et 120 F.

REIMS
La femme changée en renard d'après David Garrick, mise en scène de Didier Bezace, avec Serpentine Teyssier, Christophe Grundmann et Benoît Muracciole.
Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine, Reims (51). Les samedi 4, mardi 7, mercredi 8, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30. Tél. : 26-49-49-00. Durée : 1 h 30. 75 F et 120 F. Jusqu'à 18 novembre.

RENNES
L'île des esclaves (en italien) de Marivaux, mise en scène de Giorgio Strehler, avec Leonardo De Cola, Malika Lauria, Laura Martinoni, Pamela Villorisi, Renato De Cammine et quatre musiciens.
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes. Le samedi 4, à 20 h 30. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 1 h 40. 110 F.

SAINT-ETIENNE
Les Aiguilles et l'Opium de Robert Lepage, mise en scène de l'auteur, avec Marc Labrèche et Robert Caux (musicien).
Comédie de Saint-Etienne-Théâtre Jean-Paul, 7, avenue Emile-Loubet, Saint-Etienne (42). Les lundi 6 et mardi 7, à 19 h 30. Tél. : 77-32-79-26. Durée : 1 h 20. 100 F.

ET au Théâtre Charles-Dullin, place du Théâtre, Chambéry (73). Les jeudi 9 et vendredi 10, à 19 h 30. Tél. : 79-83-55-43. Durée : 1 h 20. 130 F.

STRASBOURG
Voyage à l'intérieur de la tristesse d'après Rainer Werner Fassbinder, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Alpha Atangana, Jean-Claude Bolle-Reddek, Alain Franage, Dominique Jacquot, Rhida Jebali, Fany Mary, Jacques Michel, Sylvie Milhaud, Michèle Oppenot, Jean-François Perrier, Roland Sessi et Martine Schambacher.
Wacken-Théâtre national, place de la République, Strasbourg (67). A partir du 7 novembre. Les mardi 7, mercredi 8, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 heures. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 1 h 30. 95 F et 125 F. Jusqu'à 25 novembre.

ART
BAYEUX
Budapest 56.
Musée Baron-Gérard, place de la Liberté, Bayeux (14). Tél. : 31-92-14-21. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'à 15 novembre.

BEAUMONT-DU-LAC
Per Barday.
Centre d'art contemporain de Vassivière, Ile de Vassivière, Beaumont-du-Lac (87). Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'à 31 décembre.

BOURG-EN-BRESSE
Geneviève Assé.
Musée de Bourg, 63, boulevard de Brou, Bourg-en-Bresse (01). Tél. : 74-45-39-00. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'à 25 novembre.

CALAIS
Les Bourgeois de Calais.
Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, Calais (62). Tél. : 21-46-48-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'à 3 décembre.

CASTRES
Jean-Michel Alberola.
Centre d'Art contemporain, 35, rue Chambre-de-Féclit, Castres (81). Tél. : 69-50-30-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 15 heures à 18 heures. Fermé du 23 au 25 décembre. Fermé lundi. Jusqu'à 29 décembre.

CERET
Chagall et les fables de La Fontaine.
Musée d'Art moderne, 8, boulevard du Maréchal-Joffre, Ceret (66). Tél. : 68-87-27-76. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 8 janvier 1996. 35 F.

CHANTILLY
Les Dessins italiens du Musée Condé à Chantilly : autour de Péruhin.
Musée Condé, château, Chantilly (60). Tél. : 44-57-08-00. De 10 h 30 à 12 h 45 et de 14 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 8 janvier 1996. 37 F.

EYMOUTIERS
Hommage à Michel Troche.
Espace Paul-Rébeyleau, route de Nécque, Eymoutiers (87). Tél. : 55-69-58-88. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'à 17 décembre. 20 F.

GRENOBLE
Kurt Schwitters.
Musée de Grenoble, place de Lavalette, Grenoble (38). Tél. : 76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Conférences : les 2, 8 et 22 novembre à 18 heures et du 20 h 30. Fermé mardi. Jusqu'à 27 novembre. 25 F.

LE HAVRE
La Transparence dans l'art du XX^e siècle.
Musée des Beaux-Arts André-Malraux, boulevard Kennedy, Le Havre (76). Tél. : 35-42-33-97. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 26 novembre. 10 F.

LOCMINE
Le Domaine du diaphane.
Centre d'art contemporain du domaine de Kerguelennec, Bignan, Locminé (56). Tél. : 97-60-44-44. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 28 janvier 1996. 25 F.

MOULANS-SARTOUX
L'Art et la mode.
Espace de l'art concret, château, Moulans-Sartoux (06). Tél. : 93-75-71-50. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 19 novembre.

MULHOUSE
Jean Hudeux.
Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell, Mulhouse (68). Tél. : 89-45-43-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; jeudi de 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 3 décembre.

NANTES
Do It : Ch. Boltanski, M. Eichhorn, h.-P. Feldmann, P.-A. Gette.
FIAC des Pays de la Loire, 7, rue Frédéric-Kuhlmann, Nantes (44). Tél. : 40-69-87-87. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'à 21 décembre.

ORLÉANS
Cueco.
Scène nationale, carré Saint-Vincent, Orléans (45). Tél. : 38-62-45-68. De 13 heures à 19 heures et les soirs de spectacle. Visites commentées samedi 4 et 18 novembre à 17 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 25 novembre.

QUIMPER
Pat Sheel.
Le Quartier, centre d'art contemporain, place du 13^e Régiment d'Infanterie, Quimper (29). Tél. : 98-55-55-77. De 11 heures à 19 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 14 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 20 décembre.

REIMS
Missions-cerveaux : Stéphane Calais, Hubert Duprat, Heinn Fridfinnsson.
Fonds régional d'art contemporain Champagne-Ardenne, 1, place Muséum, Reims (51). Tél. : 26-05-78-32. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 7 janvier 1996.

RENNES
Vito Aconci.
La Criée, Halle d'art contemporain, place Honoré-Commeure, Rennes (35). Tél. : 99-78-18-20. De 12 heures à 14 heures et de 15 heures à 19 heures ; samedi de 15 heures à 19 heures ; visite commentée le mercredi à 17 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'à 31 janvier 1996.

ROCHECHOUART
Wim Delvoe.
Musée départemental d'art contemporain, Château, Rochechouart (87). Tél. : 55-03-77-77. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'à 31 décembre.

SAINT-ETIENNE
Design, naissance d'une collection.
Musée d'Art moderne, Le Terrasse, Saint-Etienne (42). Tél. : 77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés. Jusqu'à 3 décembre. 26 F.

SAINTPRIEST
Patrick Tosani.
Centre d'art contemporain, place Ferdinand-Buisson, Saint-Priest (69). Tél. : 78-20-02-50. De 15 heures à 18 heures ; samedi de 14 h 30 à 18 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'à 20 décembre.

VILLENEUVE-D'ASCQ
Soyons sérieux, points de vue sur l'art des années 80 et 90.
Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, Villeneuve-d'Ascq (59). Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 14 janvier 1996. 25 F.

VILLEURBANNE
Artistes/Architectes.
Le Nouveau Musée-Institut d'art contemporain, 11, rue Docteur-Dolard, Villeurbanne (69). Tél. : 78-03-47-00. De 15 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 20 janvier 1996. 20 F.

CINÉMA
15^e Festival International du Film d'Amiens.
Au programme, trente-cinq films en compétition, longs et courts métrages, fictions et documentaires. Parmi eux, la présence de trois films de fiction américains (Elysées-Union et Canada). Deux thèmes majeurs durant ce festival : le chant de la Terre ; le cinéma des nations indiennes et une rétrospective du cinéma irlandais. Parallèlement, une soirée consacrée au

Le numérique multiplie les chaînes de télévision

Le développement des nouvelles techniques de transmission exacerbe la concurrence entre opérateurs de satellites et diffuseurs de programmes

APRÈS le lancement d'Astra 1E, le millième de flyers écopés en France d'une parabole pour recevoir les programmes de télévision retransmis par, au total, sept satellites, depuis deux positions orbitales de référence (Le Monde daté 29-30 octobre). La compression numérique des images et du son qui va être utilisée à l'occasion de ce lancement, à compter du premier trimestre 1996, va permettre de multiplier les capacités de retransmission des satellites par huit ou dix. Grâce à cette innovation, chaque diffuseur de programmes va proposer des dizaines de chaînes réunies dans ce qu'ils appellent un « bouquet ».

Actuellement, cette « floraison » intéresse Canal Plus et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Les deux groupes ont consacré des investissements considérables au développement du numérique. Implémenté depuis onze ans sur le marché de la télévision payante, Canal Plus a prévu un budget de 400 millions de francs. Plus novice, la CLT compte investir 5 milliards de francs, dont 2 milliards pour la seule location des canaux satellites, des installations techniques et la mise en place d'une infrastructure commerciale.

Une situation de compétition. Selon la CLT, son bouquet sera « complémentaire et concurrent » de celui de la chaîne cryptée. Jusqu'ici, celle-ci a prêté son parc d'abonnés en occupant la majorité des canaux disponibles sur le câble et le satellite, afin de couper l'herbe sous le pied à toute autre rivalité de

programmes. Canal Plus a ainsi lancé Canalsatellite, un ensemble de chaînes thématiques, conçu pour être un complément et non une véritable alternative – tant par le prix que par la qualité – à la chaîne cryptée.

BATAILLE DE CONTENUS

Pour conserver ses quatre millions d'abonnés, Canal Plus devra réviser cette stratégie, fondée sur une offre limitée de canaux analogiques. Or le numérique décuple l'offre de programmes. La CLT entend exploiter cette faille technique pour porter la bataille sur le terrain des contenus. Un professionnel estime toutefois que les « fleurs » des deux bouquets auront sensiblement les mêmes couleurs. L'un et l'autre proposeront en effet des chaînes thématiques – sport, divertissement, cinéma, documentaires, musique –, encadrées par des spectacles en palcos à la séance. Dans le détail, chaque ensemble réservera ses « surprises » : côté CLT, un programme destiné aux femmes, et vraisemblablement MTV (chaîne musicale américaine) en version française ; côté Canal Plus, une chaîne de jeux.

La différence pourra être établie par le tarif des abonnements. La CLT va proposer son bouquet pour 100 francs par mois (hors paiement à la séance) alors que Canalsatellite coûte 130 francs et Canal Plus 175 francs. Selon certaines sources, le kit de réception – parabole, décodeur-démultiplexeur et abonnement au bouquet de la CLT – devrait coûter de 3 500 à 4 000 francs.

Cette compétition entre diffuseurs de programmes se double, à l'échelle européenne, d'une concurrence entre les opérateurs de satellites Eutelsat (deux satellites) et Astra (cinq satellites). Directeur général de la Société européenne des satellites (SES), opérateur d'Astra, Romain Bausch espère « répéter dans le numérique son succès dans l'analogique » (60 millions de foyers en Europe reçoivent les chaînes retransmises par Astra). Il exclut tout rapprochement avec son concurrent : « Une entente Astra-Eutelsat susciterait une réaction de la Commission de Bruxelles ». Toutefois, il reconnaît qu'« Astra n'a peut-être pas assez anticipé sur l'évolution de la demande » de canaux satellites.

En dépit d'un carnet de commandes rempli et d'un calendrier de lancement de fusées chargé, la SES n'a pu empêcher son rival Eutelsat d'être une alternative auprès des diffuseurs. Sans l'impulsion de Jean Grenier et de Giuliano

Berretta, respectivement président et directeur commercial d'Eutelsat, le consortium européen a imité la stratégie d'Astra en regroupant ses satellites sur une même orbite. France-Télévision, Arte et TF1 pourraient proposer, via Eutelsat, une offre de programmes francophones comparable à celle d'Astra, qui accueille Canal Plus et la CLT.

PARTAGE TERRITORIAL

Face à cette concurrence, Romain Bausch se résigne à un partage territorial. Du bout des lèvres, il reconnaît : « Eutelsat a une position plus forte qu'Astra sur l'Italie ». En France, la situation est plus incertaine et les deux opérateurs revendiquent le rang de leaders. Reste que le marché n'a pas encore vraiment été partagé. « La véritable commercialisation des programmes numériques par satellite commencera au second semestre de 1996 », selon Romain Bausch. Or il n'exclut pas, d'ici là, des « rapprochements » avec certains diffuseurs et

admet avoir « des contacts réguliers avec France Télévision », pourtant déjà engagée aux côtés d'Eutelsat. Des canaux sur Astra leur seraient réservés. La SES continue ses appels du pied en direction de France Télécom pour l'accueillir dans son capital après Deutsche Telekom. Romain Bausch doit rencontrer prochainement Georges Vandenschmitt, chargé d'une mission sur la stratégie satellitaire de la France.

Afin de rester le premier opérateur de satellites en Europe, Astra envisage de demander l'attribution d'une seconde position orbitale et d'accroître ainsi sa flotte de satellites de deuxième génération à être lancés auprès de sept constructeurs, en majorité européens. Une réaction peut-être tardive : avec le lancement d'Hot Bird 1, Eutelsat s'est imposé comme la deuxième position orbitale de référence auprès des téléopérateurs européens et, avec ses 8 positions orbitales en activité, possède une longueur d'avance sur Astra.

Toutefois, la SES relativise la portée « révolutionnaire » de la diffusion numérique. Selon Romain Bausch, « la vente des décodeurs analogiques continuera pendant deux ans encore, avant que les boîtiers numériques deviennent majoritaires ». Et dans certains pays comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, « la cohabitation analogique-numérique sera effective pendant dix à quinze ans ».

Guy Duthell

La Cinquième sur le câble parisien

A PARTIR de vendredi 3 novembre, à Paris et en région parisienne, La Cinquième propose ses programmes en soirée sur le câble. De 19 à 24 heures, Lyonnaise Communications-TV Câble accueille la chaîne du savoir sur le canal 21, où sont retransmis, dans la journée, les débats de l'Assemblée nationale. « La Cinquième Câble » est accessible sans option aux abonnés du câble détenteurs d'un Visiopass. D'autres villes pourront recevoir La Cinquième sur le câble « si elles le souhaitent », précise Jean-Marie Cavada, président de la chaîne.

Cette ouverture en soirée sur le câble est un moyen pour la chaîne de savoir (qui n'émet que de 7 heures à 19 heures sur le cinquième canal hertzien), d'accéder aux heures de grande écoute (prime-time) et de se faire ainsi connaître d'un nouveau public. Elle répond aussi à une demande des enseignants, désireux de visionner le soir des programmes susceptibles d'être utilisés en classe. La Cinquième et Lyonnaise Communications-TV Câble ont déclaré que l'accès au câble s'effectuait « à coût zéro », aucun des deux partenaires n'étant rétribué.

En outre, la chaîne a annoncé qu'un contrat avait été conclu le 31 octobre avec les sociétés d'autres réalisateurs, musiciens, multimédias. Cet accord définit les conditions dans lesquelles La Cinquième est autorisée à utiliser les œuvres au répertoire de ces sociétés.

S. Ke.

Havas assure ne pas vouloir se retirer de la CLT

Pierre Dauterive, PDG du groupe Havas, actionnaire à la fois de Canal Plus et de la CLT, a estimé, dans Le Journal du dimanche du 29 octobre, que « personne aujourd'hui ne peut battre Canal Plus sur le marché français ». Une déclaration interprétée comme une préférence pour le « bouquet » de programmes préparé par la chaîne cryptée. Mardi 31 octobre toutefois, Havas a fait savoir qu'un retrait du capital de la CLT « n'est pas à l'ordre du jour ». « On ne peut y avoir qu'un seul bouquet européen (...), a expliqué Pierre Dauterive. Je ne le financerai qu'à une seule condition : être, sur des critères objectifs, persuadé de sa réussite ». Mais Havas, qui devrait « se décider très vite », ne va pas « laisser tomber la CLT » et ne renonce pas à l'idée d'un « accord » entre elle et Canal Plus.

VENDREDI 3 NOVEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.30 Magazine : Femmes.
14.00 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.20 La Philtre pour Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 La Miracule de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Téléfilm : Des enfants dans les arbres. De Pierre Boutron, avec Robin Renucci, Isabel Otero. En 1942, un soldat français de l'armée d'Arménie demande l'hospitalité à une ancienne institutrice. Cette dernière recueille des orphelins qui sont en réalité des enfants juifs.

22.40 Famille, je vous aime. Présenté par Isabelle Quenin. Invité : Véronique Genest. Arthur, Le Cirque en famille, Un homme sage, terminée.

0.05 Série : Les Trois As.
1.00 Musique : Minuit, l'heure du clip. Cornélius, Alain Bashung : 1.40, Lazer : 2.35, Vinyl.
3.05 Journal, Météo.
3.15 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.10) ; 3.45, Passions : 4.10, TF1 nuit (et 4.40) ; 4.20, Mégaaventures : 4.50, Musique.

FRANCE 2

12.10 Jeu : Les 2 Amours.
12.45 Météo (et 13.35).
12.59 Journal, Point route.
13.45 Série : Derrick.
14.30 Série : Solka.
15.40 Variétés : La Chance aux chaussons (et 4.55). Chansons de femmes.
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Qui de nous, docteur ?
17.40 Série : Génération musique.
18.10 Série : La Princesse de Bel-Air.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.15 Bonne nuit les petits. Guillaume Tell.
19.20 Studio Gabriel (et 2.10).
19.59 Journal, l'Open de Bercy, Météo, Point route.

20.50 Téléfilm : Malignet. Malignet se défend, d'Andrzej Kosienko d'après Georges Simenon, avec Bruno Cremer, Agnès Soral. Malignet est victime d'une mise en scène machiavélique. Il est accusé de tentative de vol sur la fille d'un homme de haut rang.

22.20 ► Bouillon de culture. La Statue de Charles de Gaulle. Invités : Daniel Cohn-Bendit, André Glucksmann, Serge July, Denis Tillier, Alain-Gérard Slama.
23.35 Les Films Lumière.
23.40 Journal, Météo, l'Open de Bercy.
1.15 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. L'île noire, de Rob Rombout.
2.40 Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.) : 4.20, 24 heures d'infos : 4.30, Loin de Beyrouth : 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.35 Sport : Tennis.
13.45 Open de Paris, en direct du Palais omnisports de Paris-Bercy.
17.10 Les Minikrems. Le Cahier de jazz, terminée.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Le Testament français, d'André Malraux.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chance.
20.35 Tout le sport.

20.50 Magazine : Thalassa. Les Chasseurs de l'Aval Gwlad, de Franck Cuvelier, Jean-Christophe Cheneau et Hervé Guttman. Pour lutter contre les réseaux commerciaux algériens en mer d'Iroise, les garde-côtes ont tissé un véritable filet de surveillance terrestre, aérienne, navale et informatique.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : François Giroud. Narrée : la petite Prusse d'Afrique ; France : la cantinière du chantier ; Zelouchou, le village des étoiles.
22.50 Météo, Journal.
23.30 Magazine : Minibus. Présenté par Gilles Lauer. L'Empire de nos sens. Invité : Michel Serres. Reportages : Les six sens ; L'odorat ; La vision ; L'audition ; Le goût ; Nos sens abusés.
0.15 L'Heure du goût.
0.45 Feuilleton : Dynastie.
1.35 Musique Graffiti. Tournoi Eurovision des jeunes danseurs.

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Le Retour de Tom Sawyer. De Paul Krasny, avec Raphael Sbarge, Mitchell Anderson, Huckleberry Finn, devenu journaliste, fait appel à son ami d'enfance Tom Sawyer, membre du barreau de Chicago, pour défendre un vieux Noir injustement accusé de meurtre d'un notable local.
15.00 Boulevard des clips (et 1.15, 5.45).
16.30 Variétés : Hit Machine.
17.00 Série : Chasse marquée.
17.30 Dessin animé : Timon. [22] L'île noire.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
19.50 Sport : Voile.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Magazine : Capital 6 (et 23.45). Présenté par Emmanuel Chénin.

20.40 Magazine : Flashback. Présenté par Laurent Boyer. Le meilleur des années 80. Invités : Yves Lecoq, Charlotte de Turckheim, Philippe Lavil, Clémentine Célarié, Vanessa Demouy, Ophélie Winter.

22.50 Série : Aux frontières du réel. Le Fichtelberg.
23.35 Sexy Zap.
0.25 Dance Machine Club.
0.50 Hit Dance.
3.30 Rediffusions. La Tête de l'emploi ; 3.55, Jazz 6 ; 4.50, El Tiempo pasa ; 5.15, Starnews.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45.
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'Emploi.
13.45 Cinéma : Meurtre mystérieux à Manhattan. III. Film américain de Woody Allen (1993).
15.30 Série : Babylon 5 [20/22].
16.10 Surprises (et 6.50).
16.20 Le Journal du cinéma.
16.25 Téléfilm : L'impossible Monsieur Papa. De Denis Granier-Deferre, avec Francis Huster, Evelyne Bouix.
17.55 Dessin animé : Les Multoches.
18.00 Le Dessin animé. Izogoud.
18.30 Cyberflash.
En clair jusqu'à 20.35.
18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi ; à 19.10, par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payer.
19.30 Flash d'informations (et 22.55).
19.40 Zérozema, le contre-journal.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : John Gotti, un truand à abattre. De Roger Young, avec Al Pacino.
22.05 Documentaire : Le Bambi africain. De Patrick Morris.
23.00 Cinéma : Les Valeurs de la famille Addams. III. Film américain de Barry Sonnenfeld (1993).
0.30 Cinéma : Blink. Film américain de Michael Apted (1994, v.o.).
2.15 Cinéma : Ladybird. Film britannique de Ken Loach (1994, v.o.), avec Crissy Rock.
3.55 Cinéma : Salt, sucre. Film taïwanais d'A. Lee (1994, v.o.).

LA CINQUIÈME

12.30 Aboussavols.
12.35 Le Journal du temps (et 18.57).
13.00 Les Yeux de la découverte.
13.30 Le Puits du sacrifice (rediff.).
13.40 Histoires de réussites.
14.30 Qu'il vive ! Michèle Bérache.
15.45 Allô ! La Terre.
16.10 Les Voleurs [5/5].
16.08 ► La Presse par cinq. La Zone Asie [5/5].
16.30 Les Merveilles de l'univers. Aux frontières du temps.
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 L'Amour en questions. L'Orientation sexuelle.
18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

19.00 Série : Iwanhoe [20/25]. Le Voleur de détail, de Pennington Richards.
19.30 Documentaire : Le Journal de bord de Bounty. De Hanneke Schöen. La mystérieuse la plus fameuse de l'histoire de la marine.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Sans issue. De Sigi Rothmund, avec August Zinner. On vient d'enlever le fils d'un commissaire de police. Les ravisseurs réclament le nom d'un agent infiltré dans un réseau de blanchiment d'argent.

22.10 Magazine : Archimède. Le Comportement animal. Vu à la télé ; Ethologie ; Les Oies de Konrad Lorenz ; Chef de bande ; La Paradoxe des empereurs.
23.00 ► Cinéma : L'enfance nulle. Film français de Maurice Pialat (1967). Avec Michel Tarrazon, Marie-Louise Thierry, René Thierry.
0.25 La Chute du Mur, une chronique [3/12].
0.40 Magazine : Transit. La Martre, naturaliste : Québec ; Minotours hongroises en Slovaquie ; La Corse, le chant nationaliste ; Komotini, entre ciel et terre. Avec Dietmar Loch (rediff.).
1.45 Court métrage : The Big Swinger. De Dorian Reddy (1989, rediff.).
2.00 Histoires de Cavalcade. Documentaire de Philippe Truffaut (rediff. du mardi 31, 50 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Les Carnets du bouquinier. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Intérieur nuit. Invité : Jean-Luc Fonck du groupe Stella. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (55 min).
PLANÈTE 19.05 Donnie fin. De Valérie Deselée et Anne Peyrigne. 19.40 Nomades du Pacifique. [1/5] Paroles lointaines de Peter Crawford. 20.35 Vivaldi à la folie. De Jean-Pierre Garnier. 21.15 Le Pouvoir des mers. [3/6] Allées et guerres commerciales de Gabrielle Davidson et David Clark. 22.15 Vie et mort de l'étrange docteur Turing. De Christopher Sykes. 23.05 Du nouveau à l'est de l'Ébène. De Frank Loprich et Karin Schüssler. 23.40 L'homme qui marche debout. De François Hanss. 0.35 Lonely Planet. [12/13] Jamaïque. De Jez Higham (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Totallement cinéma. 19.35 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Vedette en coulisse : Claude François. De Claude Vernick. 22.05 Musiques en scènes. 22.35 Ballet : Mayering. 0.50 Premières loges (30 min).

CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 17.50 Les Faibles géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus : 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Sene : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Oit et Om ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top ; 19.25, Sène : Mission top secret ; 19.50, Tip top clip.
CANAL JIMMY 20.10 The Muppet Show. Invité : Diana Ross. 20.25 Série : Les Envaheisseurs. L'Inquisition. 21.20 Série : M.A.S.H. Tentative de désastreuse série. 22.00 Série : 22. Chronique moscovite. 22.20 Sène : Dream On. B.S. Effort 22.30 Série : Seinfeld. Vengeance. 23.15 Country Box. 23.15 La Semaine sur Jimmy. 23.55 Série : New York Police Blues. 0.45 Série : Lucky Luke. Magie indienne.
CANAL C 19.15 Série : Chapeau melon bottes de cuir (et 23.15). Absus de confiance. 19.50 Série : Cher once Bill. Maude. 20.15 Série : Mon amie Clémence. L'Évadé. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.10). La Mort par noyade. 22.05 Série : Les Explorations. Prodiges virent. 22.30 Série : 20.00. Avec Etern. Cauchemar d'un monde d'été. 1.00 Série : Mission impossible. Opération cœur (45 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45). 20.00 19.15 Rebel TV. 19.55 Mangatoon. 21.00 Passager. 22.00 L'invité. Magique. Maziella Sound System. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (30 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Tout un monde sonore noué. 5. Outils et pensée morphologique. 20.30 Radio archives. 20.35 Les érudits. 21.28 Poésie sur parole. Célébration du cheval (5). 21.32 Musique : Black and Blue. Critiques croisées. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. Marc Petit (lettres) à une campagne de voyage, de Rainer Maria Rilke. 0.50 Musique : Coda. Schoenberg et les autres (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de la salle Pleyel, à Paris, et émis simultanément sur les radios de Leipzig, Sarrebruck et Francfort, par le Chœur et l'Orchestre philharmoniques de Radio-France, dir. Panchas Stenborg. (Dames de Galante, de Kodaly ; Cantata profana (Les Neuf Carols enchançés, de Bartok ; Symphonie n° 6 Patéthique, de Tchaïkovski. 22.00 Solo. Samson François, piano. Nocturnes n° 1 op. 9, n° 2 op. 9 Le Célèbre, n° 3 op. 9, n° 4 op. 15, n° 5 op. 15, de Chopin. 22.25 Dédicace-crois. 22.30 Musique pluriel. Le Petit Prince, ballet, de Gilebov, dir. l'Orchestre d'État de la télévision de Biélorussie, dir. Boris Raitsky. 23.05 Anis la nuit. Quatuor à cordes n° 1, de

Borodine, par le Quatuor Haydn ; Suite pour deux pianos n° 1 op. 15, d'Arenski. 0.00 Jazz club. Concert donné à Paris le 18 mars 1989 au New Morning, à Paris, par Kenny Barron, piano, avec Reid Mitchell, contrebasse et Victor Lewis, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes-chorus.
RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Mstislav Rostropovitch, violoncelle. Concerto n° 2 pour violoncelle, de Haydn, par The Academy of St. Martin-in-the-Fields, dir. Ivona Brown ; Quatuor avec flûte K.298, de Haydn, avec Jean-Pierre Rampal, flûte, Isaac Stern, violon, Salvatore Accardo, alto ; Concerto pour violon et violoncelle op. 102, de Brahms, par l'Orchestre de Cleveland, dir. George Szell, David Oistrakh, violon ; Suite n° 2 pour violoncelle et piano BWV 1008, de Bach ; Schostakovitch, Chants populaires sans accompagnement pour piano à quatre mains, Victoria Postnikova et Guennadi Rodjdestvensky, piano ; Mélodies, de Prokofiev, sol. Galina Viatkina, soprano, Mstislav Rostropovitch, violoncelle ; Chants populaires sans accompagnement n° 2, de Chostakovitch, par l'Orchestre de Londres, dir. Mstislav Rostropovitch.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jour. Signification des symboles : ► Signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ● On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

صوتنا في العالم

Journal de 150

Les rendez-vous nostalgiques d'Arthur

« Le bétisier du samedi » et « Les enfants de la télé » invitent les téléspectateurs de France 2 à se souvenir et à s'amuser des extraits du petit écran

L'IMAGE symbolique des « Enfants de la télé », l'émission conçue par l'animateur Arthur et le producteur Stéphane Courbit, c'est celle du générique : des bébés qui tanguent sur leurs petites jambes mal assurées, se collent le nez sur l'écran, jonglent, comme s'il s'agissait d'un simple jeu, avec cette étrange boîte à images. A la fois leitmotiv, clin d'œil et poutoulation, ces bébés sont la marque, en forme de mascotte, de ce rendez-vous qui fut un des paris de la rentrée 1994 de France 2. Et qui est devenu un de ses points forts en 1995.

Le concept est simple, encore fallait-il y penser. Sur un plateau, autour d'une table, s'installent Arthur et Pierre Tchermia, « l'homme de référence », qui, après quarante-six ans de télévision, est devenu un encyclopédiste de l'étrange lucarne. Tous deux reçoivent des invités auxquels il est demandé d'évoquer des souvenirs de télévision, des images ou des visages qu'ils ont envie de revoir. Images d'archives pour se rafraîchir la mémoire, discussion joyeuse et tumultueuse pour commenter les choix des uns et des autres, karaoké sur des chansons ou des musiques de séries d'autrefois...

« Les enfants de la télé » rassemblent les téléphiles, feuilletonnent l'album de séquences disparues, raniment les souvenirs, exploitent la mémoire collective du petit écran. L'émission semble répondre aux attentes du public puisqu'elle a réuni, lors de son installation sur France 2, plus de deux millions de



téléspectateurs (soit 31 % de part de marché sur les quatre ans et plus). Résultat de cet accueil favorable : un an plus tard, non seulement France 2 recoduit « Les enfants de la télé » mais elle confie aussi à Arthur la totalité de deux soirées mensuelles, à l'occasion de la nouvelle programmation de rentrée. Le 23 septembre, l'animateur est donc revenu avec une émission qui s'articule en trois parties : « Les enfants du jeu » et « Les enfants de la télé ». L'essai n'est pas probant. Arthur et son équipe ne trouvent pas leurs marques sur le jeu, « une

mécanique très particulière que nous ne maîtrisons pas », confie l'animateur. Il supprime la deuxième partie et renvoie le rendez-vous en deux volets : « Le bétisier du samedi » diffusé en début de soirée, juste avant « Les enfants de la télé ».

LE SHOW ET L'INTIMITÉ « Le bétisier » - première partie de soirée oblige - mise sur le spectacle. En plateau, neuf caméras circulent dans tous les sens, créent le mouvement, collectent aux visages ; les décors et les surprises se succèdent, les invités se prêtent à toutes sortes d'improvisations et

de reconstitutions. « La première partie est essentiellement fondée sur le show et repose vraiment sur les invités, qui collaborent d'ailleurs entièrement à l'élaboration de l'émission à laquelle ils participent », précise Arthur. « En revanche, « Les enfants de la télé », en seconde partie de soirée, avec d'autres invités, est plus posée, plus intimiste. » Les deux volets de chaque soirée sont enregistrés séparément. « Pour « Le bétisier du samedi », on tourne environ quatre heures de spectacle pour ne garder finalement que les deux heures les plus rythmées. Tandis que « Les enfants de la télé » sont enregistrés dans les conditions du direct », remarque Pascal Duchêne, le réalisateur de l'émission.

« Les enfants de la télé », après un an d'existence, continuent de remporter de bons scores, autour des 30 % de part de marché. En revanche, depuis son arrivée sur la grille en septembre, « Le bétisier du samedi » est handicapé par la programmation de TF1. En figurant, à deux reprises, en face de l'émission de Patrick Sébastien « Osons ! » (51 % de part de marché le 23 septembre, 47,3 % le 21 octobre) ou des « Grosses têtes » de Philippe Bouvard, cette première partie de soirée a du mal à s'imposer.

Véronique Cauhapé

* « Le bétisier du samedi », « Les enfants de la télé », France 2, samedi 4 novembre à 20 h 40 et à 23 heures.

Trop c'est trop

par Luc Rosenzweig

LES VITICULTEURS savent bien qu'en faisant « pisser la vigne » on peut mettre sur le marché des grandes quantités de vin de qualité médiocre, une pratique qui a heureusement été balayée par le changement de comportement des consommateurs et les réglementations de la Communauté européenne. La semaine qui vient de s'écouler démontre que la loi de la saturation s'applique également à la diffusion en direct des matchs de football de Coupe d'Europe. Ce sport a beau être le plus populaire, il finit par lasser les téléspectateurs les mieux intentionnés à son égard. Le patron des sports de TF1, Jean-Claude Dassié, devant les relevés d'Audimat en baisse, ne peut que constater le phénomène : « Proposer huit matchs sur deux ou trois jours n'est pas raisonnable », estime-t-il.

A cela s'ajoute que les règlements de la Ligue des champions et de l'UEFA sont devenus d'un tel byzantinisme que l'amateur occasionnel de ballon rond n'a aucune chance de se repérer dans le maquis de la compétition. Ce sont, dit-on, les formidables enjeux financiers liés au mariage du sport et de la télévision qui ont été à l'origine de cette dérive inflationniste. La sanction ne peut alors venir que des « marchés », ces fameux marchés, petits êtres psychologiquement fragiles, sensibles au moindre changement d'humeur, et qu'il convient de caresser dans le sens du poil. Trop de foot risque de tuer le foot, et ce serait bien dommage. Ce sport

reste un moyen inégalé d'intégration des immigrés de toutes nationalités, polonais et italiens hier, maghrébins et africains aujourd'hui.

Au chapitre des monstres sacrés de l'audiovisuel saisis par la langue, il faut également oter la perte d'influence régulière des journaux de 20 heures de TF1 et de France 2. Ces « grand-messes », héritières de l'époque où la France entière se retrouvait rassemblée devant Léon Zitrone ou Roger Gicquel ne peuvent plus dissimuler leurs rides sous le fard et les paillettes. L'arrivée de nouvelles chaînes du câble, dont certaines comme LCI et Euronews sont entièrement consacrées à l'information, la bonne résistance de la radio dans ce domaine, ont peu à peu ôté aux JT leur magie. On les regardera bientôt avec la même nostalgie que les extraits d'émissions anciennes présentés par Arthur dans « Les enfants de la télé ». Bruno Masure, interrogé à ce sujet dans l'émission « Télé-dimanche » de Michel Denisot sur Canal Plus, en prenait courageusement son parti, et commençait à réfléchir à une autre formule pour placer urbi et orbi ses calembours vaseux.

Reste que, pour un certain temps encore, « le 20 heures » est le temps et le lieu où les images fortes de l'actualité mondiale reçoivent l'estampille de l'Histoire. C'était, jeudi soir, la poignée de main imposée aux ennemis yougoslaves par Warren Christopher à l'orée de leur conclave de Dayton.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.45 Magazine : A vrai dire.</p> <p>12.50 Métro, Traffic Infos, Journal.</p> <p>13.30 Magazine : Reportages.</p> <p>Tokyo, le jour où la terre s'arrêta, de Guy Brunis et Masayoshi Nakai.</p> <p>14.00 L'homme qui tombe à pic.</p> <p>14.55 Série : Agence tous risques.</p> <p>15.55 Série : L'Enfer du devoir.</p> <p>16.50 Série : Histoires.</p> <p>17.45 Trente millions d'amis.</p> <p>18.20 Série : Melrose Place.</p> <p>19.15 Divertissement : Vidéo gag.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>Tiercé, Métro, La Minute hip-hop, Traffic Infos.</p> <p>20.45 Divertissement : Les Années tubes.</p> <p>Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Lio, Frédéric François, Gloria Gaynor, Henri Salvador, Nana Mouskouri, les Forbans.</p> <p>22.50 Téléfilm : La Croqueuse de diamants.</p> <p>De Brock Yates, avec Traci Lords, Zach Galligan.</p> <p>Un couple de voleurs chevronnés dérobent des diamants d'une valeur de soixante millions de dollars à Vito Malta, le parrain le plus puissant de la ville.</p> <p>0.30 Magazine : Formule foot.</p> <p>1.05 Journal, Métro.</p> <p>1.15 Programmes de nuit.</p> <p>Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) : 1.35, TF 1 nuit (et 2.40, 3.20, 4.20) ; 1.45, L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau ; 2.50, Histoires naturelles (et 5.05) ; 3.30, La Progue ; 4.30, Intrigues ; 4.55, Musique.</p>	<p>12.15 Jeu : Les Z'amours (et 3.35).</p> <p>12.50 Métro (et 13.35).</p> <p>12.55 Point route, Journal.</p> <p>13.45 INC.</p> <p>13.50 Documentaire : Chamois.</p> <p>De Guy Savage.</p> <p>14.20 L'ABC des plaisirs.</p> <p>14.25 Sport : Tennis.</p> <p>En direct.</p> <p>Demi-finale du 10^e Open de la Ville de Paris, au Palais omnisports de Paris-Bercy ; Tiercé, en direct de Saint-Cloud.</p> <p>15.55 Point route, Journal.</p> <p>19.00 Jeu : Fort Boyard.</p> <p>Animé par Pierre Laffont et le père Fouras. Avec l'équipe des médailles olympiques.</p> <p>19.50 Tirage du Loto (et 20.40).</p> <p>19.59 Journal, l'Open de tennis à Bercy, Métro.</p> <p>20.40 Magazine : Le Bétisier du samedi.</p> <p>Présenté par Arthur et Pierre Tchermia. Avec Muriel Robin, Frédéric Mitterrand.</p> <p>23.00 Magazine : Les Enfants de la télé.</p> <p>Les mémoires de moins de 50 ans. Avec les Vamps, Maureen Dor, Werner Schreyer.</p> <p>0.20 Les Filles Lumière.</p> <p>0.25 Journal, Métro.</p> <p>0.35 Programmes de nuit.</p> <p>Le Top : 1.40, Solo ; 2.30, Pierre Bonnard ; 3.20, Nuit blanche ; 4.05, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.20, Septième Continent : l'essai du pôle ; 5.50, Dessin animé.</p>	<p>12.45 Journal.</p> <p>13.00 Couleur pays (et 15.05, 16.45).</p> <p>14.05 Série : Les Nouvelles Aventures de Vidocq.</p> <p>17.45 Magazine : Montagne.</p> <p>Chronique de la forêt des Vosges. (3) Le Pinjamps, de François Chloé.</p> <p>18.15 Expression directe.</p> <p>CGI.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Cinquante ans de cinéma américain, de Jean-Pierre Coursodon et Bertrand Tavernier.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>19.08, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.50 Série : Les Nouveaux Exploits d'Arslane Lupin.</p> <p>Le Masque de jade, de Philippe Condroyer, avec François Duroyer.</p> <p>22.20 Les Dossiers de l'Histoire.</p> <p>Les Silons de feu, de Gérard Raynal. Les stigmates laissés par la Grande guerre dans les pays de la Somme et de l'Aisne.</p> <p>23.25 Métro, Journal.</p> <p>23.50 Musique : Contemplations pour piano.</p> <p>Frederic Chopin. Programme : Étude n° 11, Berceuse, Étude posthume n° 1, Nocturne posthume n° 20, Concerto en fa mineur, Mazurka n° 3, Prélude n° 6, Fantaisie impromptu.</p> <p>0.45 Musique : Graffiti.</p> <p>Sonate D. 959 de Schubert, 1^{er} mouvement, par Paul Badura-Skoda, piano (20 min).</p> <p>22.00 Rave On.</p> <p>23.30 MCM Dance Club (210 min).</p> <p>MTV 19.00 European Top 20. 21.00 First Look. 23.30 VJ Enrico. 23.30 The Zig & Zag Show. 0.00 VJ MTV Raps (120 min).</p> <p>EUROSPORT 19.00 Trial. Résumé. Coupe du monde indoor. Masters de Paris, au POPB. 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A. 9^e journée : PSG-Racing-Cholet, à la salle Couperin, à Paris. 22.00 Supercross. En direct. Supercross : championnat du monde de supercross indoor. 1^{re} manche, à Barcelone (Espagne). 0.00 Prime Time Magazine. Résumé. Le Magazine de la boxe, Shannon Briggs. 1.00 International Motorsports (60 min).</p> <p>CINÉ CINÉMA 20.10 Hollywood 26.</p> <p>20.40 Téléfilm : La Légende du curé de Barga.</p> <p>De Pedro Olea. 22.05 Dans les coulisses de... 23.00 L'Amour nécessaire. Film italien de Fabio Carpi (1991). Avec Ben Kingsley, Marie-Christine Barrault, Ann Gisel Glass. 0.35 Téléfilm : La Bombe sexuelle. Classé X (70 min).</p>	<p>12.20 Série : Mariés, deux enfants.</p> <p>12.50 La Saga des séries.</p> <p>Présentée par Laurent Weil.</p> <p>12.55 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>14.05 Série : Supercopier.</p> <p>15.05 Série : Soigne de fer et séduction.</p> <p>15.50 Série : Pause-café.</p> <p>16.00 Série : Chapeau melon.</p> <p>« Les histoires de café ».</p> <p>18.10 Série : Amicalement vôtre.</p> <p>19.10 Magazine : Turbo.</p> <p>Présenté par Dominique Chapatte. Le coup de cœur : la résurrection d'un mythe, la MG ; l'enquête : la voiture électrique ; Le comparatif : la Mercedes E 320 face à la BMW série 528 ; Les brèves ; L'insolite ; La rubrique du téléspectateur.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations.</p> <p>rediff.</p> <p>20.00 Magazine : Starnews (et 6.10).</p> <p>Présenté par Véronique Loubry.</p> <p>20.35 Magazine : Hot Forma.</p> <p>Présenté par Olivia Adriaco. Le vin.</p> <p>20.45 Téléfilm : La Guerre de Jenny.</p> <p>(12) et (22) De Steven Gethers, avec Dyan Cannon, Hugh Grant.</p> <p>En 1941, une enseignante américaine dans une école de Londres part à la recherche de son fils dont l'avion a été abattu au-dessus de l'Allemagne. Avant son départ, elle se voit confier une mission confidentielle par un membre des services secrets britanniques.</p> <p>0.35 Série : Les Professionnels.</p> <p>Le Rat de la jungle.</p> <p>1.30 Boulevard des clips (et 5.35).</p> <p>3.30 Rediffusions.</p> <p>Gächinger Kantorei et l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Helmuth Rilling : Requiem de réconciliation en mémoire des victimes de la Seconde Guerre mondiale (1^{re} partie) : Prologue, de Berio ; Introit et Kyrie, de Carli ; Dies irae, de Dornich ; Judex ergo, de Kopelent ; Juste judex, de Harrison ; Confutans, de Nordheim. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.</p> <p>RADIO-CLASSIQUE 20.40 L'Espagne moderne. Soleriana, de Rodrigo, par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. E. Batiz ; Canciones catalanas, de Llobet ; El Corregidor y la molinera, de De Falla, par l'Orchestre de Chambre du Théâtre Lyrique de Barcelone, dir. J. Pons ; Chansons espagnoles, de Llorca ; La Prière du toreador, de Turina, par l'Orchestre Ciudad de Granada, dir. J. de Utrera ; Iberia 4^e cahier, d'Albeniz. 22.40 Da capo. Le chef d'orchestre Karol Ancut. Symphonie n° 92, de Haydn, par le Concertgebouw d'Amsterdam ; Œuvres de Dvorak : Concerto op. 53, par l'Orchestre philharmonique tchèque, sol. Josef Suk, violon ; Danses slaves op. 72, par l'Orchestre philharmonique tchèque. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.</p>	<p>En clair jusqu'à 14.00</p> <p>12.25 Flash d'informations (et 19.05, 22.15).</p> <p>12.30 L'Hédo de Michel Field.</p> <p>14.00 Sport : Basket. En direct. Nancy-Villeurbanne.</p> <p>16.00 Surprises.</p> <p>National Geographic.</p> <p>16.20 Téléfilm : La Maison de verre.</p> <p>De Rainer Bar, avec Katja Riemann.</p> <p>En clair jusqu'à 20.30</p> <p>17.45 Documentaire : National Geographic.</p> <p>L'Inde des mille et un trains, de William Livingston.</p> <p>18.40 Dessin animé : Les Simpson.</p> <p>19.10 CNet (et 19.45, 20.20).</p> <p>19.15 C'est pas le 20 heures.</p> <p>19.50 L'œil du cyclone.</p> <p>20.25 Pas si vite !</p> <p>20.30 Documentaire : National Geographic.</p> <p>Le Dernier Feste du ocoodile, de David et Carol Hughes.</p> <p>Un combat sans merci autour d'un point d'eau qui s'assèche. Un superbe document qui mène le prime time pour enfants et parents.</p> <p>21.20 Téléfilm : Un si gros mensonge.</p> <p>De Celia Jones, avec Rik Mayall.</p> <p>22.20 Jour de foot.</p> <p>23.05 Documentaire : Petits Pelé au Brésil.</p> <p>De Jos De Punter.</p> <p>0.00 Le Journal du hard.</p> <p>0.05 Cinéma : Les Belles Dames du temps jadis.</p> <p>Film danois, classé X, de Werner Hedmann (1977).</p> <p>1.20 Téléfilm : L'inspecteur Beck.</p> <p>De Peter Keglevic.</p> <p>2.55 Sport : Boxe.</p> <p>Réunion au Caesars Palace. Championnat du monde WBO des poids lourds.</p>	<p>12.00 Défi.</p> <p>Défi de l'homme.</p> <p>13.00 Rinfart.</p> <p>Rinfart paléontologique.</p> <p>13.30 Va savoir.</p> <p>14.00 A tous vents.</p> <p>A la rude épreuve de la mer.</p> <p>15.00 Toulouse Lautrec.</p> <p>Documentaire de Hilary Chadwick.</p> <p>16.00 Jeux d'encre.</p> <p>16.30 Mag 5.</p> <p>17.00 L'Esprit du sport.</p> <p>Joli de Rosnay.</p> <p>18.00 Arrêt sur images.</p> <p>Justice et télévision.</p> <p>18.57 Le Journal du temps.</p> <p>19.00 Série : Black Adder (6/13) Quel et dualisme, de Mande Reicher (v.o.).</p> <p>19.30 Les Dessous des cartes.</p> <p>Chronique de géopolitique de Jean-Christophe Victor. La Méditerranée (1/2) (rediff.).</p> <p>19.35 Histoire parallèle.</p> <p>Présenté par Marc Ferro, avec Pierre Dailly. L'avenir est-il à l'Est ?</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Série : Monaco France.</p> <p>Éternel joli cœur.</p> <p>(7/10) Un monsieur sérieux, de Helmut Dietl.</p> <p>Amoureux d'une jeune fille de dix-neuf ans, notre don Juan cinquantenaire s'engage dans un combat de boxe pour lui prouver sa jeunesse.</p> <p>21.35 Documentaire : A propos des garçons, des filles et du voile.</p> <p>De Youssri Nasrallah (v.o.).</p> <p>En Égypte, au Caire, des parents et leurs enfants parlent des relations entre hommes et femmes, de ce qui est décent, de ce qui ne l'est pas...</p> <p>22.50 Magazine : Velvet Jungle.</p> <p>Présenté par Vally. David Bowie : autoportrait 1995 ; Top Live : Noa ; Tricky : Série : Les Zombies de la stratosphère, de Fred C. Brannon. (5/12) The Iron Executive (v.o.) ; City Blues : Chicago douce-amère ; Internet.</p> <p>0.25 Téléfilm : Sans issue.</p> <p>De Sigi Rothmund (rediff.).</p> <p>1.55 Cartoon Factory (8/18).</p> <p>Noah Knew His Ark (1930) ; Bullooney (1933) ; One More Time (1932) ; No! No! A Thousand Times No! (1935) (rediff., 25 min).</p>

A pleines turbines

par Pierre Georges

LES CADRES ne s'ennuient pas toujours le dimanche. Ils pensent. Ils tiennent séminaire comme tout encadrement qui se respecte. Ce genre de cérémonie s'organise généralement à la veille des vacances d'été. Dans un château hôtel ou un lieu confidentiel. Entre les doctes férules de la direction des ressources humaines, les joyeux séminaristes, badgés et chapitrés, s'initient gaiement aux joies du management efficace. Ils se ressource, se motivent. Ils tirent des plans sur la comète et l'avenir de l'entreprise. Ils imaginent les problèmes sociaux et leurs solutions, dans un jeu de rôle pour chefs résolument chefs.

Et parfois ils s'égarent. Ainsi ceux de la division Turbines de GEC-Alsthom à Belfort, invités à plancher en juin sur une « stratégie d'actions de première urgence » basée, rapporte l'Humanité sur une « radicalisation de la discipline », ces cadres ont beaucoup pensé. Trop. Nettement au-delà de leurs moyens. De leur séminaire et de leurs élucubrations sur le thème : « On va voir, à la division Turbines, de quels cadres on se chauffe », est ressortie une note interne de dix pages. Une note, dirait Alain Juppé, à tomber sur le cul si l'on n'était assis. Une note de combat, presque de lutte des classes au sein de l'entreprise. Deux principes semblent avoir guidé l'élaboration de ce moment de bravoure social. D'abord la nécessité de mieux identifier l'ennemi potentiel, le fameux ouvrier. A cette fin, avec un soin entomologiste, les séminaristes aboutissent à une classification digne de tous les éloges. Dans l'ordre des fourmis ouvrières et de leurs « modes de comportement », les chercheurs du dimanche ont établi huit sections. De S1 à S8. L'ouvrier S1, son cousin S2, n'ont pas une dangerosité extrême. L'un est « ni pour, ni contre,

sous-informé, non réactif ». L'autre s'avère « transactionnel, (il) négocie son soutien ». Le S3 vit en « situation de déclin ». Les choses se gâtent avec le S4 « révolté permanent contre tout ». Elles empirent avec le S5, « opposition franche, remise en cause des règles (comportement CGT) ». Le S6 est un moulin « bougon, jamais satisfait, mais ne passe pas à l'action tant que S5 ne vient pas le chercher ». Le S7 est incontrôlable, « béri ou-ou, fatigué potentiel ». Enfin le S8, providence du chef, foudroi d'élite, manifeste une « adhésion globale, concertée ». Voilà pour les fourmis. Jugement agréablement de quelques considérations sur l'état de la fourmilière : « Les brébis (fourmis) goleses qui dégradent l'ambiance générale » ; « un groupe qui débauche les autres » ; « le comportement individualiste, négativisme (voix, casse, sabotage ?) ». Et même, même « le manque de progrès ».

Il convient donc, diagnostic établi, de remettre de l'ordre dans les Turbines. En langage de séminaire « de traiter les dysfonctionnements ». D'où, principe deuxième, la définition de l'arsenal. Du plus banal, « renforcement du travail et du patronage », au plus dissuasif, un traitement spécial pour « les faiseurs de troubles ». Les cadres qui se doivent par nature d'être des « meneurs d'hommes » sont ainsi invités à traiter les fortes têtes. « En élaborant des dossiers solides. En les provoquant. En étant agressif, sur les sanctions ».

La note confidentielle ne l'est évidemment pas restée. Les syndicats en sont éparpillés et l'ont brûlée, en place de grève surprise, mardi. La direction Turbines regrette « les dérapages de l'écrit ». Il y a un an, les grévistes d'Alsthom mettaient, au rang de leurs revendications, une demande « pour plus de dignité ».

L'Allemagne est le deuxième vendeur d'armes au monde après les Etats-Unis

Les statistiques de l'ONU ne tiennent pas compte des ventes de la Russie

LES PREMIERS exportateurs d'armes dans le monde en 1994 ont été, dans l'ordre, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, selon le registre des ventes d'armes classiques que l'ONU publie chaque année, depuis 1992, à partir de déclarations des pays fournisseurs et des pays clients.

Ces statistiques ne tiennent pas compte des armes livrées par la Russie, qui ne les déclare pas officiellement, même si ces exportations sont parfois signalées par leurs destinataires. Elles ne comprennent pas non plus des livraisons faites à l'Iran, l'Egypte et l'Arabie saoudite. Enfin, elles ne concernent pas les pièces détachées destinées à être assemblées sur place, ni les transferts de technologie.

Selon l'ONU, les Etats-Unis ont signalé 59 marchés d'armement en 1994 ; l'Allemagne 26, la Grande-Bretagne 17 et la France 16. Washington a exporté 702 chars, 1 036 véhicules blindés, 121 canons de gros calibre, 82 avions de combat, 5 hélicoptères d'attaque et 316 missiles ou lance-missiles. Les ventes de l'Allemagne – pour moi-

tié à la Grèce et à la Turquie – ont porté sur 181 chars, 1 170 véhicules blindés, 546 canons de gros calibre, 24 avions de combat, 2 hélicoptères d'attaque, 18 navires de guerre et 1 020 missiles ou lance-missiles.

La Grande-Bretagne a vendu 18 chars au Nigeria, 195 missiles et lance-missiles aux Emirats arabes unis, 2 hélicoptères d'attaque et 4 navires de guerre au Pakistan, 24 avions de combat à la Malaisie et 83 pièces d'artillerie à l'Australie, sans compter des fournitures moins importantes au Chili, à Oman, aux Philippines, à l'Australie et à la Finlande.

Pour sa part, la France a livré 27 missiles et lanceurs à Chypre et 25 aux Emirats arabes unis, qui lui ont acheté aussi 5 chars Leclerc. D'autres contrats ont été honorés par la France en Malaisie, au Chili, au Sénégal, au Nigeria, en Irlande, en Espagne, à Oman et au Qatar.

La Russie, selon les informations fournies par ses clients, a vendu un navire de guerre à la Chine, de l'artillerie à la Finlande et à l'Inde, des missiles à la Hongrie, des chasseurs

MIG-29 à la Malaisie, à la Roumanie et à la Slovaquie, ainsi que des véhicules blindés à la Turquie. Mais, depuis quelques années, la Russie a beaucoup de mal à exporter, les clients n'ayant plus confiance dans la stabilité, la sécurité et la régularité du service après-vente de ses industriels de l'armement.

Le deuxième rang mondial de l'Allemagne tient au fait que ce pays livre de nombreuses armes de seconde main, en liquidant les stocks de l'ancienne Allemagne de l'Est. La majorité de ces échanges concerne des matériels d'occasion à destination d'autres nations européennes, en application du traité sur la réduction des forces classiques en Europe.

D'une manière générale, deux zones du monde ont enregistré un commerce « florissant » en 1994 : le Moyen-Orient, ce qui est assez traditionnel, mais aussi le bassin méditerranéen avec, surtout, la Grèce et la Turquie, où on observe « une dangereuse course aux armements ».

La Grèce a signalé l'importation de 43 chars, 701 véhicules blindés, 222 canons de gros calibre, 5 avions de combat et un navire de guerre de l'Allemagne, 28 avions de combat et un navire de guerre des Etats-Unis, et 175 véhicules blindés et un navire de guerre des Pays-Bas. La Turquie a reçu la majeure partie de son armement d'Allemagne et des Etats-Unis, soit 62 chars, 131 canons, 19 avions de combat, un hélicoptère d'attaque et 4 navires de guerre. Elle a importé 151 blindés d'Italie et de Russie.

Jacques Isnard

Nouveau recul du marché automobile en octobre



AVEC 162 800 voitures particulières immatriculées en octobre, le marché automobile français enregistre une baisse de 6,3 % par rapport à la même période de 1994. Corrigée des jours ouvrables, l'évolution reste identique de septembre à octobre : - 10,6 %, contre - 10,9 %. Depuis l'arrêt de la « prime à la casse » fin juin, le marché ne cesse de perdre l'avance qu'il avait engrangée. Au premier semestre 1995, il avait enregistré un gain de 7,8 % ; sur les dix premiers mois, celui-ci n'est plus que de 0,5 % (avec 1,616 million de voitures immatriculées). La part des marques françaises baisse de 12 % avec une pénétration de 59,5 %, Renault étant la plus touchée (- 17,4 %).

SOMMAIRE

INTERNATIONAL	
Pologne : les favoris de l'élection présidentielle	2
Ex-Yougoslavie : les négociations à Dayton	3
Colombie : état d'urgence	4
Brésil : la « culture de l'inflation » n'a pas disparu	4
Libye : le pouvoir justifie par le chômage l'expulsion des immigrés	5
FRANCE	
Agriculture : le gouvernement courtise les nouvelles générations	6
FN : le maire d'Orange envisage un référendum sur la « préférence nationale »	7
SOCIÉTÉ	
Attentats : un responsable du GIA à Londres serait le coordinateur	8
Banlieues : le plan Marshall pour fin novembre	9
Education : fin de la grève des étudiants à Rouen	10
HORIZONS	
Portrait : Azouz Begag, le gône du Chaïba	11
Éditoriaux : Sauver le système bancaire ; Civilisation urbaine	12
Débats : Le communisme est-il de retour ? par Jellou Jellou ; Michel Foucault et la délinquance des classes dirigeantes, par Pierre Lascombes	13

ENTREPRISES	
Banques : sanctions sans précédent contre Daiwa	14
Service public : un entretien avec le président d'EDF, Gilles Ménage	15
AUJOURD'HUI	
Sports : Lille et Lyon au marathon olympique de 2004	18
Tennis : Boris Becker ou la mémoire de Bercy	19
Sciences : débat sur les origines organiques de l'homosexualité	19
CULTURE	
Musique sacrée : le succès fou des moines de Silos	23
Opéra : menace de grève pour l'ouverture de la Scala	24
Disques	24
COMMUNICATION	
Audiovisuel : la Cinquième sur le câble parisien	26
Les deux batailles du satellite	26

SERVICES	
Carnet	10
Finances et marchés	16-17
Jeux	20
Agenda	21
Météorologie	21
Abonnements	21
Radio-Télévision	26-27

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 3 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 18028,20 +3,77 -8,59	Paris CAC 40 1828,74 +0,81 -2,29
Hong Kong index 9749,36 -0,34 +19,02	Londres FT 100 3518,30 -0,01 +14,97
	Zürich 1490,05 +0,49 +13,29
	Milan MIB 30 - - -10,49
	Frankfurt Dax 30 2181,71 +0,85 +3,56
	Bourses 1451,56 +0,30 +3,01
	Suisse SMI 1399,21 +0,48 +32,85
	Madrid Iboex 35 - - -3,92
	Amsterdam CBS 301,30 +0,48 +8,38

DEMAIN dans « Le Monde »

ENTRETIEN AVEC RENÉ-DANIEL DUBOIS : homme de théâtre, auteur et comédien, cet ancien partisan de la souveraineté du Québec a refusé, le 30 octobre, de se prononcer pour le « oui ». Un franc-parler qui ne plaît pas à tout le monde.

Tirage du Monde daté du vendredi 3 novembre 1995 : 527 321 exemplaires

A Beyrouth, le cardinal Lustiger a préparé le futur synode des évêques libanais

de notre envoyé spécial

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, et Mgr Bernard Panafieu, archevêque de Marseille, se sont rendus au Liban, du vendredi 27 octobre au jeudi 2 novembre, afin de préparer le synode des évêques libanais qui se tiendra au Vatican du 26 novembre au 14 décembre, auquel participera l'archevêque de Paris, à la demande du pape. Ils ont d'abord été reçus par les autorités politiques, Elias Hraoui, président de la République, Rafic Hariri, premier ministre et Nabih Berré, président de la Chambre des députés. « Des visites de courtoisie », a commenté un peu sèchement le cardinal Lustiger devant la presse libanaise. Il s'est interdit de tout jugement sur la situation politique, mais s'est déclaré, en privé, surpris par l'ampleur de la « syrianisation forcée » du pays.

La portée de ce « pèlerinage-marathon » des deux archevêques français fut surtout religieuse. Ils ont visité les Eglises libanaises et multiplié les entretiens avec le patriarche de l'Eglise maronite majoritaire, dont les déclarations hostiles à Damas forcent le respect de toutes les communautés. Ils ont rencontré le patriarche grec catholique Makim et, à l'université de Balamand, chef de l'orthodoxie, le patriarche grec orthodoxe Hazin. Celui-ci se montre critique, lui aussi, vis-à-vis de la Syrie.

SYMBOLISME Mgr Lustiger et Mgr Panafieu se sont également rendus dans la Vallée sainte de la Rachida, qui entaille les montagnes du nord du Liban et fut le refuge de l'Eglise maronite pendant les trois siècles de l'occupation ottomane. Ce retour aux sources faisait donc figure de symbole pour les deux évêques français, venus partager l'inquiétude des chrétiens libanais. Ils avaient tenu, toutefois, à rencontrer aussi les leaders religieux musulmans.

A la résidence du premier ministre, M. Hariri, ils ont eu des entretiens avec Mohammed Rachid Kabani, mufti (sunnite) de la République, et Mohammed Mehdi Chameidine, chef de la communauté chiite. Au cours de leur visite à

Tyr et à Saida, les deux évêques français ont été aussi reçus par les chefs de la communauté musulmane ultramajoritaire au sud du Liban, qui se sont livrés devant leurs hôtes catholiques à de copieuses réquisitoires anti-Israéliens.

Mais ce sont les rencontres avec les jeunes étudiants de l'université Saint-Joseph (jésuites) de Beyrouth et de l'université du Saint-Esprit (ordre libanais maronite) de Kaslik, qui ont le plus impressionné Mgr Lustiger et Mgr Panafieu. « Ils se méfient de tout, supportent mal la richesse des uns, la pauvreté des autres. Or, avertit Mgr Lustiger, ils n'auront pas le sens du compromis de leurs aînés, qui avaient su bâtir une certaine image du Liban. »

Henri Tincq

La Croix-Rouge et l'ONU vont construire des prisons décentes au Rwanda

de notre correspondante

De retour d'une visite dans les prisons rwandaises, du 25 au 28 octobre, Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a confirmé que l'organisation allait – en coopération avec les Nations unies – participer à la construction de nouveaux centres de détention décentes. Le CICR vient déjà d'installer un site pouvant accueillir sous des tentes quelque cinq mille prisonniers.

Pour le moins inhabituelle, cette nouvelle activité du CICR est considérée comme humanitaire : cinquante-huit mille prisonniers croulent, en effet, dans des conditions abominables, à quatre ou cinq par mètre carré. Le moindre geste est un problème, a précisé M. Sommaruga.

Il leur faut parfois vingt-quatre heures pour atteindre les latrines. Plusieurs centaines de détenus sont morts par manque d'hygiène au cours des derniers mois. Le CICR, au prix des plus grandes difficultés, fournit à ces prisonniers de l'eau, et 80 % des produits de première nécessité dont ils disposent. Il organise aussi les services médicaux.

Le CICR souhaite voir toutes les personnes soupçonnées d'avoir participé, de près ou de loin, au génocide comparaitre en justice. Mais M. Sommaruga a rappelé que le système judiciaire était inexistait au Rwanda, où la plupart des magistrats ont été massacrés ou se trouvent en exil. La coopération de la communauté internationale, qui pourrait fournir des juges, semble aujourd'hui nécessaire. Encore faudrait-il que Kigali l'accepte. Ce qui n'est pas le cas.

Le CICR est bien décidé à poursuivre son activité dans le pays. Mais il manque d'argent, accusant au Rwanda un déficit de 17 millions de francs suisses (73 millions de francs français).

Isabelle Vichniev

■ A la Conférence internationale sur le génocide, qui s'est ouverte, mercredi 1^{er} novembre, à Kigali, en présence de délégations de six pays, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a annoncé qu'en raison de l'opposition formelle du Rwanda les Nations unies n'organiseraient pas la conférence sur la sécurité, la stabilité et le développement des pays de la région des grands lacs. (AFP)

Le Monde

BOSSIERES Littéraires

FRANCIS PONGE

Un dossier pour mieux connaître ce passionné de la langue française, cet enragé de l'expression.

JOURNAUX INTIMES

A travers l'écrit intime, l'écrivain se livre sans entrave et nous devient étrangement familier.

OCTOBRE 1995 - 13 F

LE MONDE DES LIVRES

Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel

36 15 LEMONDE

صلى الله عليه وسلم